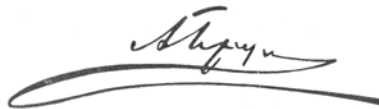
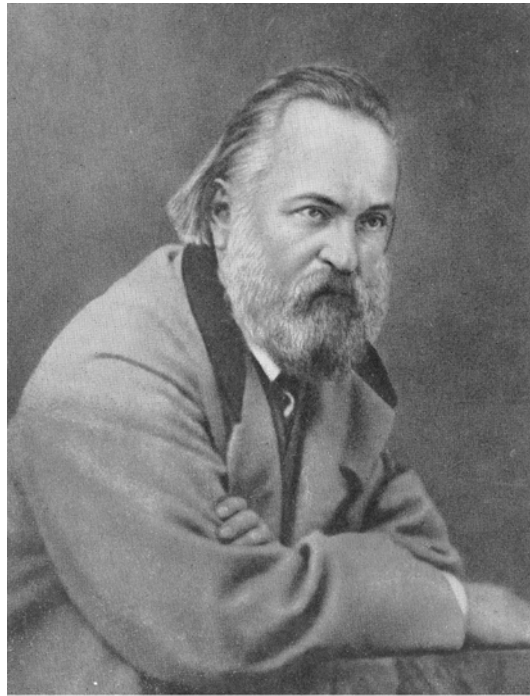


ROUGES CONTRE BARBARES

Alexandre Herzen



extraits des

Lettres de France et d'Italie – 1847-1852

et autres textes à propos de 1848

Éditions de l'Évidence – 2009

7 impasse du Bon Pasteur, 69 001 Lyon

Alexandre Herzen

né à Moscou en 1812 – mort à Paris le 21 janvier 1870

Herzen est le seul profond penseur de son temps, resté révolutionnaire jusqu'à son dernier souffle, mais définitivement désabusé vis-à-vis de l'Occident, sitôt après avoir vécu sur place le carnage parisien de JUIN 1848.

...

- Il dit : “L’agonie de **la vieille Europe** commence à se préciser. Elle aurait dû mourir par la liberté, mais s’est montrée indigne de cette mort [en juin 1848]. Elle mourra par l’esclavage, par le statu quo, par la Maladie Byzantine”.

- Il fonde la presse russe libre à l’étranger, qui **arme la jeunesse** contre l’Autocratie et le Servage : *l’Étoile Polaire, la Cloche* (*Kolokol*. Londres 1857. Devise : “Terre et Liberté”).

- Selon lui, le Socialisme doit s’appuyer sur la Communauté de Village, **le MIR**.

- De lui est la formule : “**La Dialectique** est l’algèbre de la révolution”.

Freddy Malot, Église Réaliste Mondiale – décembre 2005

Alexandre Herzen

(1812-1870)

“La pensée sociale actuelle est telle, que le moindre pas vers sa réalisation conduira hors des limites du vieux monde.

Hors des limites ! Mais qu’y a-t-il là-bas ? La peur s’empare de nous à l’idée du vide. Comment marcher sans savoir où ? Comment consentir à perdre ce qu’on a, sans savoir ce qu’on y gagnera ?

Si Christophe Colomb avait raisonné ainsi, il n’aurait jamais levé l’ancre ! C’est grâce à sa folie que fut découvert le Nouveau Monde.

Certes, si les peuples déménageaient d’une chambre meublée dans une autre connue meilleure, tout serait facile. Malheureusement, il n’y a personne pour leur préparer un nouveau logis. L’avenir ne nous attend pas rempli d’avance ; il ne contient que ce que feront les hommes et les circonstances.

Si vous êtes contents du vieux monde, libre à vous de tenter de le conserver ! Mais s’il vous est insupportable, sortez à vos risques et périls de dessous ses voûtes médiévales reblanchies. Quand il le faut, un coup d’audace vaut mieux que toute sagesse.

Certains sont prêts à des sacrifices terribles, mais pas à ceux qu’exige d’eux la vie nouvelle ! Sont-ils prêts à sacrifier la civilisation actuelle de son mode de vie, la religion et la morale communément admises ? Oseront-ils préférer la jeunesse sauvage à la décrépitude érudite ?

Beaucoup diront : ces questions sont celles d’un insensé ! Réponse : le Christ était un insensé...”

Le 1^{er} octobre 1848, aux Champs-Élysées

Lettres de France et d'Italie

*La vie se déverse chaque fois tout entière dans le présent.
C'est ce qui fait que la Nature demeure éternellement jeune.
Pour l'Humanité de même, chaque moment historique est complet et forme un tout.*

Alexandre Herzen – Rome, décembre 1847

Lettre IV.

Paris, 15 septembre, 1847.

Pendant que je me préparais avec la lenteur slave à vous parler du tournoi parlementaire dans lequel le preux chevalier de la presse est tombé avec tant de bravoure sur les Castor et Pollux des boutiques ministérielles et donna par là une petite distraction aux bons bourgeois qui s'ennuient "pour la patrie au Palais Bourbon", il se passa tant de tournois, de box, d'accusations mutuelles, de chasses et d'inquisitions judiciaires, d'événements extraordinaires et de circonstances fortuites qu'il est honteux de se souvenir des petites accusations qui planent sur les pairs concernant l'abus de leur influence sur le commerce. Les nouveaux héros avec l'intrépide conséquence des philosophes allemands et des bandits italiens sont allés jusqu'au bout dans la carrière qui commence par le petit trafic des projets de petites lois, par des privilèges de théâtre et de mines, et finit par les mineurs eux-mêmes, par des promenades maritimes aux galères, par l'enfoncement des pilotis dans les ports, et quelquefois par un salto mortale aérien de tout le corps ou d'une partie, selon le côté du Pas de Calais où le fait a lieu.

Ainsi laissons l'affaire de Girardin ! D'autant plus qu'elle s'est très-bien terminée et à la satisfaction générale, la chambre des députés a acquitté les ministres, la chambre des pairs a acquitté Girardin. Il est clair que les deux partis avaient raison...

... Comme on vit tranquillement et gaiement quelque part, à Naples par exemple, où ne perce pas cette volée grise de journaux de toutes grandeurs, de toutes couleurs, avec l'odeur empoisonnée de la suie hollandaise et du papier pourri, avec un terrible premier Paris en tête et des annonces en grosses lettres au bout ; volée humide, mouillée, comme si le sang des événements n'avait pas encore séché sur ses lèvres, sauterelles dévorant les événements avant même qu'ils aient eu le temps de mûrir, chiffonniers et maraudeurs suivant pas à pas la grande armée du mouvement historique.

À Naples les journaux sont clairs comme le ciel d'Italie éternellement bleu, ils apportent sur leurs feuilles presque roses des nouvelles calmantes, souriantes – des nouvelles d'une magnifique récolte, d'une fête extraordinaire à telle villa, chez telle duchesse, que la lune éclairait d'en haut et que les vagues de la Méditerranée baignaient de côté... N'est-il pas mieux de croire dans l'innocence du cœur aux mœurs arcadiennes de la terre, au doux bonheur du lazzarone, à la morale officielle et au désintéressement humain. Pourquoi quand il y a tant de belles choses dans l'univers,

pourquoi savoir qu'il y a des chiens enragés, des hommes méchants, des fièvres typhoïdes, de l'huile rance et du champagne frelaté !

C'est toujours la faute des journaux : c'est eux qui rapportent toute chose au su de tout le monde.

Je vous ai raconté comment un docteur aliéné prenait les journaux pour des bulletins de maisons de santé ; c'était un homme arriéré : à présent les journaux sont des bulletins de maisons de force et des galères.

Réellement, à aucune époque la France n'est tombée moralement aussi bas qu'à présent. Elle est malade. Tout le monde le sent, Guizot aussi bien que Proudhon, le préfet de police et Victor Considérant. Tout le monde est mécontent de la situation actuelle de la France, à l'exception de la vraie bourgeoisie, et même cette dernière craint de regarder devant elle. De quoi on est mécontent, tout le monde le sait, mais presque personne ne sait comment y remédier pas même les socialistes, hommes de l'idéal lointain, à peine perceptible dans l'avenir.

Ni l'opposition de la presse, ni l'opposition parlementaire ne connaissent le véritable sens du mal, ni les remèdes réels ; c'est pour cela qu'elles restent constamment en minorité ; elles n'ont de vrai qu'un vif sentiment d'indignation, et en cela elles ont raison ; la conscience du mal est indispensable pour s'en débarrasser tôt ou tard.

L'accusation la plus souvent répétée, que depuis quelque temps les intérêts matériels ont absorbé tous les autres, est tout à fait juste ; les idées, les paroles qui, dernièrement encore, émouvaient les hommes, les masses, qui leur faisaient abandonner leurs maisons, leurs familles pour prendre les armes et aller à la défense de ce qui leur est sacré et à la destruction des idoles hostiles, ces idées, ces mots ont perdu leur force magique et se répètent à présent par habitude, par politesse, comme l'invocation de l'Olympe et des Muses, chez les poètes, ou comme le mot Dieu chez les déistes.

Au lieu des "grandes idées et de buts élevés", l'argent est à présent le levier qui met tout en mouvement. Là où se tenaient les discussions sur les droits inaliénables de l'homme, sur la politique des gouvernements, sur le patriotisme, on s'occupe à présent de la seule économie politique.

La question du bien-être matériel est effectivement sur le premier plan. Il n'y a rien d'étonnant à cela : comment ne pas reconnaître enfin la gravité de la question, de la solution de laquelle dépend non-seulement le pain quotidien de la majorité, mais encore sa civilisation. Il n'y a pas de civilisation compatible avec la faim ; le bas peuple restera bas peuple, tant qu'il ne réussira pas à acquérir la nourriture et le loisir.

Les contrées qui ont traversé déjà les âges mythiques, patriarcaux et héroïques, qui se sont assez formées, qui ont assez amassé, qui ont passé la période juvénile des entraînements abstraits, qui ont dépassé l'alphabet de l'état civil, ces contrées devraient naturellement se tourner vers la question essentielle, dont dépend tout l'avenir des peuples. Mais cette question est terriblement difficile, on ne peut la résoudre ni par de grands mots, ni par un drapeau multicolore, ni par un appel énergique. C'est une question éminemment intérieure, la plus profonde, la plus vitale, la plus importante, et particulièrement c'est une question pratique de l'organisation sociale.

Vous la rencontrez non-seulement en France, mais dans d'autres pays ; peut-être a-t-elle fait plus de pas pratiques aux États-Unis et en Angleterre ; en France elle a acquis comme toute chose, une publicité universelle. La vie en France est plus bruyante, plus communicative qu'en Angleterre, tout s'y fait à haute voix, tout est pour tout le monde. Quelquefois il semble que précisément tout ce qui se passe ici, se fait comme au théâtre, pour le public, à lui le plaisir, à lui la morale ; les acteurs ne jouent pas pour leur compte et retournent de la scène aux désagréments de famille et aux détails. C'est en cela que consiste chez les français un de leurs meilleurs côtés, mais pour cela ils restent les mains vides.

Hegel compare l'Inde à une femme en couches qui, après avoir mis au monde un bel enfant, ne souhaite rien de plus pour elle-même. La France au contraire, désire tout, mais ses forces se sont épuisées à cause de pénibles et fréquentes couches, elle n'a pas la force de porter ses enfants.

Mais revenons à la question économique. Considérer comme quelque chose de secondaire et de grossier la tendance au développement du bien-être général, la tendance à arracher à l'aveugle hasard et aux héritiers de la violence les instruments du travail et les forces agglomérées, amener la valeur du travail, la possession et la circulation des richesses à des bases fondées sur la raison, à des principes généraux et contemporains, enlever toutes les digues qui entravent l'échange et le mouvement considérer tout cela comme matérialisme et égoïsme, c'est-ce que peuvent seulement des encroûtés le romantiques et des idéalistes. Par bonheur de notre temps on voit peu de ces natures élevées qui craignent de se souiller aux questions pratiques, qui fuient du monde réel dans le monde des fantaisies... quoique j'aie entendu de mes propres oreilles l'un des meilleurs représentants du romantisme dire : "vous supposez qu'avec le développement du bien-être le peuple deviendra meilleur, c'est une erreur, il oubliera la religion et s'adonnera aux désirs grossiers. Que peut-il y avoir de plus pur et de plus indépendant des biens terrestres que la vie du villageois qui, se confiant avec douceur à la Providence, jette tout son avoir dans la terre – attendant

avec soumission ce que lui enverra le sort. La pauvreté est une grande école pour l'âme, elle la préserve”.

Et forme des voleurs, ajoutai-je. Ce n'est pas une jeune fille de quinze ans qui me racontait cette idylle, mais un homme d'une cinquantaine d'années.

Tout le malheur des révolutions passées consistait précisément dans l'oubli du côté économique, qui n'était pas alors encore assez mûr pour prendre sa place. C'est une des raisons pour lesquelles les grands mots et les grandes idées sont restés des mots et des idées et ce qui est pire, ont fini par fatiguer. Les Romantiques répliquent avec un sourire plein de fierté que les événements les plus importants de l'histoire n'ont jamais dépendu du degré de satiété et de bien-être matériel, que les croisés ne pensaient pas aux acquisitions, qu'une armée affamée et pieds nus vainquit l'Italie.

Mais c'est pour cela entre autres qu'il ne sortît pas grand chose de toutes ces guerres et de toutes ces agitations. L'Europe après trois siècles de développement civil et autre, est arrivée seulement au point qu'on y est mieux que là où ce développement n'a pas eu lieu ; après tant de révolutions et de dévastations, elle est encore au commencement de son œuvre. Il est douteux qu'on puisse soulever les nations majeures, l'Angleterre ou l'Amérique du Nord, par des intérêts poétiques, des entraînements. C'est l'effet des années ; on ne peut être toute sa vie un jeune homme, un bretteur, une tête chaude. La Révolution, je parle de l'actuelle et non de la dernière (1830) avec toute sa mise en scène depuis l'introduction majestueuse jusqu'à la symphonie héroïque qui finit par le gémissement de Waterloo, termine la partie romantique de l'histoire des sociétés civiles en Europe. Que d'événements, de sang, de grandeur il y eut dans ce final, quelle confusion, quel changement de limites, de conditions de la vie, de mœurs, de croyances et qu'est-ce qui en est résulté, qu'est ce qui est resté, entre les légendes et les chants ? La bourgeoisie elle-même a prononcé ces jours-ci dans son palais les terribles paroles de Daniel : Rien, rien, rien !

La France, ayant observé ce terrible vide, s'est jetée d'un autre côté, s'est élancée dans une extrémité opposée, les questions économiques ont tué toutes les autres.

Les hommes pensants s'y sont voués les premiers, ils ont entraîné avec eux les hommes bornés qui mènent toute vérité jusqu'à l'absurde, jusqu'au cynisme, surtout une étude aussi proche de l'âme et aussi commensurable que l'étude du développement du bien-être matériel. La médaille se retourna. Autrefois des paroles sans entendement clair, sans contenu déterminé, pleines de fanatisme, d'entraînement, menaient les hommes, se basant sur un pressentiment élevé, sur une profonde sympathie humaine pour tout ce qui est grand, et les hommes sacrifiaient volontiers leurs affaires matérielles, leur vie, aux idées et aux principes généraux. À présent, après des sacrifices infructueux, après de longs malheurs, les hommes ont vu l'importance de ces biens, ils se sont adonnés uniquement à la question économique.

Sans doute peu d'entre eux ont su la porter à la sphère élevée et générale à laquelle elle a droit, et hors de laquelle sa signification est exclusive et pauvre. Le triste malentendu consiste en ce qu'on n'a pas compris la caution mutuelle, la nécessité mutuelle des deux côtés de la vie. L'économie politique, précisément à cause de son exclusivisme, avec son sens pratique visible, se présenta comme une science abstraite de la richesse et du développement des moyens, elle envisageait les hommes comme une force vivante, productive, comme une machine organique ; pour elle, la société est une fabrique, l'état, un marché, un lieu de débit ; en qualité de mécanicien elle tâcha d'employer le moins de force possible pour obtenir le plus grand résultat, elle chercha à découvrir les lois de l'accroissement des richesses. Elle partait de données reçues, elle acceptait comme normal le fait *politique* (embryogénique si vous voulez) de l'organisation sociale actuelle ; elle partait de la distribution des richesses et des instruments telle qu'elle l'avait trouvée dans l'État. Au fond elle n'avait rien à faire avec l'homme, elle s'en occupait au fur et à mesure de sa productivité, laissant également sans attention celui qui ne produit pas par manque d'instruments ainsi que celui qui dépense paresseusement son capital. Dans une telle forme la science de la richesse, basée sur le principe : il sera donné à celui qui possède, pouvait avoir du succès dans le monde du commerce et des marchands ; mais pour les prolétaires cette science ne présentait pas de grands charmes. Pour eux au contraire la question du bien-être matériel était inséparable de la critique de ces données sur lesquelles se basait l'économie politique et qui ostensiblement étaient cause de leur pauvreté.

Quelques jeunes esprits énergiques, forts, sympathisant profondément avec la malheureuse position des prolétaires, comprirent l'impossibilité de les retirer de leur état misérable et grossier, sans leur garantir leur pain quotidien.

Ils se tournèrent aussi vers l'économie politique.

Mais quelle réponse, quel enseignement pouvaient-ils trouver dans une science qui disait consécutivement au prolétaire : "ne te marie pas, n'aie pas d'enfant, va en Amérique, travaille 12, 14 heures par jour, ou tu mourras de faim !" À ces conseils la science humanitaire ajoutait une sentence poétique, que tous ne sont pas invités au banquet de la vie et la méchante ironie que l'homme est libre, que le mendiant profite des mêmes droits civils que Rothschild.

Ils virent que le rassasié ne peut-être le camarade de l'affamé, et abandonnèrent la vieille science impitoyable.

La critique c'est la force de notre siècle, c'est notre création et notre limite. L'économie politique fut battue dans sa forme doctrinaire bornée et bourgeoise, la place fut déblayée, mais qu'y avait-il à mettre à sa place ? Tout ce qu'elle mettait semblait gauche. En le voyant, la critique devenait encore plus irascible.

Mais la critique et le doute ne sont pas populaires. Le peuple exige un enseignement tout prêt, des croyances, il a besoin de la méthode dogmatique, précise. Les hommes, forts en critique, furent faibles pour la création, le peuple les écoutait, mais hochait la tête et semblait toujours chercher quelque chose.

Dans toutes les nouvelles utopies il y eut beaucoup d'esprit caustique et peu de fantaisies créatrices.

Les peuples sont trop poètes et enfants pour se laisser entraîner par des pensées abstraites et par des théories purement économiques. Ils vivent bien plus par le cœur et l'habitude que par l'esprit, et en outre il est tout aussi difficile de voir juste les choses dans la pauvreté et le travail pénible que dans l'opulence et la satiété paresseuse. Les essais d'une nouvelle organisation économique, l'une après l'autre, apparaissaient au jour et se brisaient contre la forteresse de fonte des habitudes, des préjugés, des antiquailles de faits, des traditions fantastiques. Ils étaient pleins de désir pour le bien-être général, pleins d'amour et de foi, pleins de moralité et de dévouement, mais ils ne savaient comment jeter des ponts de la généralité à la vie réelle, de l'impulsion à l'application.

Et n'est-ce pas étrange que l'homme, délivré par la nouvelle science de la pauvreté et de l'injuste oppression ne devint pourtant pas libre, il se perdit dans la commune ? Quoique ce soit mieux que l'homme machine, que l'homme instrument, pourtant c'est étroit, non satisfaisant. Comprendre toute l'étendue et la réalité, comprendre toute la sainteté des droits de l'individualité et ne pas détruire, ne pas morceler en atomes la société, c'est le problème social le plus difficile. Probablement l'histoire elle-même le résoudra pour l'avenir ; dans le passé il n'a jamais été résolu.

La nouvelle science continua la lutte avec la vieille non dans les mouvements populaires, non par les révolutions, mais dans le monde littérairement civilisé. La vieille science, entraînée dans la polémique acerbe ne fut pas placée plus avantageusement. Les esprits frais, actifs, sympathisant avec le siècle, l'abandonnèrent, les uns par conviction dans la vérité du nouveau mode d'enseignement, les autres en voyant l'insuffisance de l'ancien.

La vieille science vit bientôt le danger.

Elle avait beaucoup d'adorateurs, elle était la science de l'État, la science officielle, la science bourgeoise. La médiocrité avide et avare se cramponna à l'ancienne économie politique. La science, peu profonde en elle-même de Malthus et de Say se rapetissa, dégénéra en une habileté commerciale, en un art de produire le plus de produits avec la dépense la moins grande possible de capital et d'en garantir le débit le plus avantageux. La science leur donna un gourdin qui bat des deux bouts le pauvre consommateur : d'un côté par la diminution de la paie, de l'autre par l'élévation du prix sur les produits.

Au temps de la restauration, quand les idées sociales étaient une pure utopie, lointaines comme l'Atlantide de Morus, la bourgeoisie faisait du libéralisme avec son économie politique, et comment n'aurait-elle pas fait la libérale ? Toutes les révolutions, tous les malheurs de la France ne portèrent des fruits que pour la classe moyenne.

La révolution de juillet l'effraya par la république. D'abord elle trouva son roi-bourgeois. Mais quand les prédications de la rue Ménilmontant furent commentées par les ouvriers de Lyon et de Paris, quand le terrible drapeau avec l'inscription : Vivre en travaillant ou mourir en combattant se promena d'un air sombre sur les places publiques, quand tout cela ensemble menaça d'endommager le ménage et de brouiller les livres de compte, la bourgeoisie d'un coup désavoua tout son libéralisme à l'exception de la comédie de marionnettes de la chambre représentative. La bourgeoisie accomplit avec impudence ce changement de conduite, elle se mit ouvertement pour le monopole, pour la prime qu'elle arrache par le capital aux mains de l'ouvrier.

L'exploitation du prolétaire prit la forme d'un système, entouré de tout l'appui gouvernemental, le gain devint une passion, une religion, la vie ne fut plus qu'un moyen de battre monnaie, l'État, le tribunal, l'armée, le moyen de garder la propriété.

Après la dépravation romaine, vint le christianisme monacal, après le mysticisme et le fanatisme, la raillerie, le scepticisme, après l'idéalisme, le matérialisme, après la terreur, Napoléon, après la Montagne désintéressée, après la Gironde rêveuse, la cupide, l'accapareuse bourgeoisie. C'est lex talionis de l'histoire, le châtiment pour l'exclusivisme (Einseitigkeit) du passé. Le dédain des questions économiques dans l'époque passée et la préoccupation exclusive des questions politiques provoqua le mépris de la politique et engloutit tous les intérêts dans l'économie gouvernementale.

Les révolutionnaires de la première révolution sont des idéalistes-artistes, les bourgeois dès leur apparition représentent la prose de la vie, plutôt le chef de famille que le citoyen, le chef de famille s'occupant des affaires particulières, bâtissant des fabriques et non des églises. Les libéraux idéalistes parlaient de dévouement et méprisaient en parole le profit et quelquefois non-seulement en parole, mais en action ; ils aimaient "la gloire" et ne s'occupaient pas de la rente. La bourgeoisie s'occupe exclusivement de la rente, se moque du dévouement et n'a de soucis que pour le profit. Les autres apportaient le profit en sacrifice aux idées, la bourgeoisie apporta les idées en sacrifice au profit. Les autres versaient leur sang pour le droit, la bourgeoisie perd les droits, mais elle ménage son sang. Elle est égoïstement lâche et peut s'élever jusqu'à l'héroïsme, seulement en défendant la propriété, les intérêts, le gain.

Pendant ce temps, du fond de l'océan de la vie s'élevait doucement, mais avec vigueur la même question économique, mais renversée, le même remplacement de l'idéalisme révolutionnaire par la question du pain, mais posée par le prolétariat.

La lutte était évidente, imminente, on pouvait en prédire le caractère. L'homme affamé est féroce, mais le bourgeois défendant la propriété ne l'est pas moins non plus. La bourgeoisie n'a qu'une espérance, l'ignorance des masses. C'est une grande espérance, mais la haine et l'envie, la vengeance et une longue souffrance civilisent plus vite qu'on ne croit. Peut-être les masses ne comprendront-elles pas de longtemps comment on peut venir en aide à leur malheur, mais elles comprendront comment arracher des mains les droits iniques non pas pour en profiter, mais pour les briser, non pas pour s'enrichir, mais pour réduire d'autres à la mendicité.

La noblesse connaissait-elle la proximité de sa destinée, quand Sieyès demanda : "Qu'est-ce que le tiers-état ?" Et nous est-ce que nous n'entendons point de toute part la question : "Qu'est-ce que l'ouvrier ?"... et la réponse sombre : "rien". Lui aussi il peut croire, comme autrefois la bourgeoisie, qu'il est "tout".

La noblesse a eu du moins son 4 août, la bourgeoisie n'en aura point – et c'est bien fâcheux ; tant qu'un élément social quelconque vit encore, quelque proche qu'il soit de sa fin, et quoique sa mort soit inévitable il peut encore beaucoup pour que sa fin soit honnête, pour qu'elle soit moins violente et vice-versa.

La bourgeoisie ne se désistera d'aucun de ses monopoles, ni de ses privilèges. Elle a une seule religion : la propriété avec toutes ses conséquences romano-féodales. Ici le fanatisme et la cupidité sont de paire, la bêtise et l'égoïsme, l'avidité et l'amour de la famille.

Un sourire de dédain n'est pas une nouveauté dans l'histoire, derrière se cachent non-seulement la sotte suffisance et la médiocrité, mais encore la peur, la conscience impure, le manque d'arguments sensés, sa propre insuffisance et encore l'aveu des forces mêmes de ce dont nous rions. C'est le sourire des patriciens romains adressé aux nazaréens, des cardinaux romains aux protestants, de Napoléon aux idéologues, c'est le sourire des nobles, quand la bourgeoisie exigea les droits qu'elle refuse à présent au peuple.

Le rire grossier de la présomptueuse médiocrité appartient enfin à tous les petits travailleurs du genre humain. Le nez dans le livre de compte, des milliers d'hommes végètent sans savoir ce qui se fait en dehors de leur maison, ne sympathisant avec rien et continuant machinalement les occupations journalières. Sans doute ils savent parfaitement tout ce qui rentre dans le ressort de leur cercle étroit, et ils font passer ce savoir pour une grande sagesse pratique et une science de la vie devant laquelle toutes les autres sciences ne sont que des bulles de savon. Souvent ils réussissent par leurs observations routinières à écraser pour quelque temps la jeunesse

inexpérimentée qui s'émerveille en rougissant de leur positivisme solide et de leur manque de cœur passé en habitude.

La bourgeoisie aime infiniment le rôle de ces roués souriant au mot d'intérêt général, de questions religieuses, dénigrant les idées et les passions. C'est sa poésie, son luxe et en même temps sa proximité de la décadence.

Le caractère lourd et doctrinaire que la bourgeoisie porte dans sa rouerie pratique montre le plus clairement la différence qu'il y a entre elle et les roués du temps de la régence et de Louis XV. Ceux-ci étaient des libertins légers, des enfants perdus de l'aristocratie décrépite ; cour gâtée, dépravée, d'un grand Seigneur, avec la passion de l'argent et une indifférence philosophique pour les moyens de l'acquérir, elle avait aussi la passion de le jeter : c'étaient des viveurs, des gamins insoucians à soixante ans, ils n'avaient aucune théorie, ils ne réfléchissaient à rien durant toute leur vie, mais ils se battaient pour la moindre offense. Les lourds roués du 19^{ème} siècle sont très-sérieux, ils écoutent gravement Rossi, lisent Malthus, ce sont des hommes d'affaire, des députés, des ministres, des journalistes, ils ont leurs théories et leur enseignement, leurs ruses sont systématisées, ils ne jettent pas l'argent et ne se battent pas pour chaque offense, ils sont des libéraux, ils citent souvent la glorieuse révolution du 30 juillet, même ils sont philanthropes, quoique pas au point de voter du pain au lieu d'exécution, quand les hommes entrent en fureur à force de faim¹. Outre cela ils sont de mœurs sévères, ils discourent sur les vertus de la famille et les devoirs de l'honnête homme, ils ont une morale entière de dimanche, de théâtre, dans le genre de celle que prêchent rhétoriquement les présidents de police correctionnelle et les prolixes procureurs de roi.

L'opposition à Louis XVIII et à Charles X sauvait la bourgeoisie du pli exclusif et borné qu'elle a adopté maintenant. Elle a couvert l'inique acquisition par la lutte pour le droit.

D'abord le peuple ne remarqua pas quel monopole était aux mains de la bourgeoisie, voyant en elle les défenseurs de ces droits factices, et au fond inutiles pour lui ; mais la passion avec laquelle la bourgeoisie s'adonnait à l'accumulation et à l'agiotage ; son dédain pour toutes les autres questions, son acharnement contre les prolétaires, finirent par dessiller les yeux du peuple, surtout quand des hommes comme Saint Simon, Fourier, Proudhon etc. s'en mêlèrent.

La lutte a commencé ; il n'est pas difficile de prédire qui vaincra ; tôt ou tard per fas et nefas le nouveau principe sera vainqueur. Tel est le chemin de l'histoire. La question n'est pas dans le droit, dans la justice, mais dans la force et dans l'actualité.

¹ Justement alors on avait décapité quatre ouvriers à Buzançais (princ. ville du départ. de l'Indre).

La noblesse n'avait pas moins de droits que la bourgeoisie à sa position exclusive dans l'État, mais elle n'a pu se maintenir ni par le glaive, ni par la généalogie, ni par l'appui du roi ; la royauté l'entraîna avec elle sur la Place de la Révolution et elle dut se sauver par la fuite.

Où la bourgeoisie peut-elle trouver la force, avec son *doit et avoir*, avec sa bourse et sa banque, avec son athéisme politique d'un côté et sa religion du monopole de l'autre. Les rois régnèrent au nom de Dieu, les nobles défendaient l'État au nom du roi. Les bourgeois s'enrichissent en leurs propres noms, ils prennent leurs bénéfices en forçant le roi de défendre leurs capitaux avec les bras des petits fils dont ils ont pillé et ruiné les grands pères.

Ma lettre devient monstrueuse. Adieu. J'irai voir la fin du procès que j'ai suivi depuis le commencement.

En entrant au tribunal français, vous reculez de deux ou trois siècles. Les juges, les avocats, les procureurs en habit de bal masqué rappellent le moyen âge, d'autres mœurs, étrangères à nous, de même que le langage lourd et conventionnel de leurs protocoles et leur éloquence froidement banale.

Le procureur guerroie contre les accusés avec un acharnement furieux, sombre, que l'accusé soit innocent ou coupable, il considère comme une offense personnelle, comme un malheur, comme un déshonneur, si l'on ne le condamne pas à quelque peine. Il est ému, il pleure s'il parvient à obtenir à force de supplications le plus grand châtiment. Je considérerai avec étonnement cette haine, avec laquelle le procureur poursuit sa victime et la pousse sous la couteau de la guillotine ; comme si on les élevait à part comme des bouledogues ou qu'ils eussent sucé comme Romulus et Remus le lait d'une louve au Jardin des Plantes.

Et tout cela n'est que dissimulation et branche d'industrie !

Lettre VIII.

Rome, 3 mars, 1848.

Ici aussi nous sommes arrivés à temps pour voir la fin du carnaval. Il était sans animation, il allait mal, l'attention était à autre chose, de tristes nouvelles de Lombardie circulaient, il n'y a pas eu du tout de moccoletti. Aujourd'hui le rédacteur de l'*Époque* est venu me voir, il apporte la nouvelle qu'à Paris on construit des barricades et que l'on se bat.

4 mars, matin.

Cette nuit j'ai été au bal masqué de Torre di Nove. À une heure, un homme fit comprendre qu'il voulait parler. Tout le monde se tourna de son côté. Romains ! s'écria-t-il, on vient de recevoir à l'instant même la nouvelle, que les Parisiens ont chassé Louis-Philippe, la république est proclamée. "Viva la repubblica francese ! Viva la Francia libera, cria-t-on dans la salle, morte al caduto malgoverno, viva, viva sempre la repubblica !"

Est-ce un rêve ? suis-je bien éveillé ? De jour en jour les événements se multiplient, deviennent plus énergiques et plus importants, le pouls plus accéléré des peuples bat fiévreusement, les vues et les sensations personnelles se perdent devant la grandeur de ce qui s'accomplit. Je n'ai plus aucune envie d'écrire. Ainsi adieu.

20 avril.

Quelle époque surprenante. Ma main tremble quand je prends les journaux. Tous les jours il y a une surprise nouvelle, quelque coup de tonnerre, tantôt la résurrection, tantôt le jugement dernier.

De nouvelles forces s'éveillent dans mon âme, de vieilles espérances se ravivent et une volonté énergique a repris le dessus.

Dans quelques jours je quitte Rome. Je raconterai brièvement ce qui s'est passé ici depuis un mois. L'Italie s'est émue à la nouvelle de la proclamation de la République française. Décidément Rome devient une ville républicaine. Et Pie IX pendant ce temps promulguait une constitution maigre et incomplète, troppo tardi, Santo Padre, troppo tardi. Elle fut reçue froidement. Elle ne contentait ni les progressistes, ni les jésuites.

Les Grégoriens criaient contre tout, aussi haut que les amis de Mazzini. La médiocrité dorée seule en était satisfaite, je parle de ces libéraux qui, comme s'est

exprimé un député de Berlin, aiment uniquement le progrès *modéré* et encore aiment-ils plus la modération que le progrès. La constitution de Pie IX est pire que celle de Naples, c'est un mélange bizarre de théocratie catholique et de représentation anglaise. Le pape et le saint Collège peuvent rejeter toute proposition des deux chambres ; l'inquisition et les tribunaux dominicaux subsistent. Il est permis d'imprimer sur les choses laïques sans censure, mais la distinction entre ce qui est laïque ou spirituel reste à la censure ; distinction bien difficile là où les ministres sont des cardinaux, où le monarque est un pape, où les mesures financières sont presque des dogmes et où les dispositions policières se terminent par des pénitences. Ce qu'il y avait de mieux dans la constitution c'est qu'elle prouvait au monde la possibilité d'un pape constitutionnel, au reste elle le démontra à l'époque où le monde de son côté commença à entrevoir qu'on n'a nul besoin d'un pape.

Pie IX fut très mécontent de l'accueil fait à sa charte, il voyait que sa dernière ombre de popularité lui échappait et pour un homme qui a éprouvé l'amour du peuple, il n'est pas agréable de le perdre. Une seule chose pouvait réconcilier le pape avec le peuple et effacer le passé, il devait se déclarer en faveur de la Lombardie et mettre un gonfalonier papal à la tête de la nouvelle croisade. Mais agir hardiment, prononcer une parole de guerre n'était pas compatible avec le caractère féminin de Pie IX. Tout ce qu'il fit après l'amnistie et la loi sur la civica fut fait un jour plus tard, qu'il ne fallait. S'il eût donné la constitution tout de suite après l'insurrection de Naples, elle aurait été reçue avec enthousiasme ; mais Pie IX temporisait, il attendait et le 24 février arriva et toutes les constitutions du monde pâlirent devant la république en France. Au moment le plus brillant de l'entraînement politique, il promulgua sa piteuse constitution, il ajouta encore dans son manifeste qu'il la proclamait, entraîné par la course rapide des événements.

Il agit de même par rapport à la guerre. Les nouvelles de Milan étaient lugubres, les Autrichiens, voyant le soulèvement inévitable de Milan, cherchaient à l'étouffer, dans toute l'Italie il n'y eut qu'un cri : marcher au secours de Milan ; chaque fois que le drapeau de Milan couvert de crêpe noir apparaissait aux solennités de Rome, on l'acclamait avec frénésie. Tous les hommes conséquents qui souhaitaient sérieusement l'indépendance de l'Italie et qui ne se contentaient pas des cocardes et des démonstrations, exigeaient la guerre, l'attendaient. À Milan tout était prêt pour la révolution, il fallait donc l'aider par la guerre, mais Pie IX ne bougea pas. La brouille avec le pape se sentait au fond des âmes, on le ménageait, on le supportait ; maintenant le parti radical a compris qu'il est plus facile d'agir sans lui qu'avec lui, il lui a retiré son appui et l'a abandonné au destin. Quand le pape eut remarqué que la vague, qui l'avait entraîné, ne se soumettait pas à lui, quand il vit que le langage que tenaient les Romains s'était modifié, il eut un vertige ; éperdu, il voulut s'arrêter sur

la pente et ne plus faire un pas en avant. Pour un acteur politique, il est impossible de s'arrêter et de conserver sa place, il n'y a pas de milieu, ou il faut marcher avec les événements qui avancent, ou il faut tomber sans gloire sur le sol, être broyé ou entraîné contre son gré.

Pie IX eut ce dernier sort. D'abord les jésuites et les cardinaux essayèrent de l'entraîner dans une complète réaction, ils lui persuadèrent que Rome est à la veille d'une révolution ; le pauvre pape publia un ordre du jour à la civica à qui il confiait la vie et la propriété de ses romains, tandis que la ville était aussi tranquille que jamais. Il faut reconnaître que malgré les instigations des jésuites Pie IX ne voulut pas avoir recours aux moyens de la contrainte et de la persécution. Le pape voulait tout arranger diplomatiquement, par la persuasion ; mais il est des époques où toute diplomatie se brise contre la force des choses. Tandis que les jésuites préparaient le Pape à faire table rase des hommes importants du parti radical, tandis qu'ils l'effrayaient sur ses périls inattendus, il s'accomplit un événement : la révolution de Vienne.

Cette nouvelle, venue à Rome presque en même temps que celle de la révolution de Milan, produisit plus d'agitation que la nouvelle même du 24 février. Le peuple demandait qu'on fit sonner les cloches, et le carillon de fête retentit à Rome ; il demandait que le fort St Angelo saluât par le canon la chute du gouvernement autrichien aussi bien que la révolution de la Lombardie, et le tonnerre du canon retentit. On aurait dit que tous les pouvoirs à Rome avaient oublié qu'il y eut un autre maître que le peuple ; personne ne pensait à l'autre maître, mais on accomplissait sans réplique la volonté de celui qui commandait par cinquante mille voix.

Le Corso, toutes les grandes rues étaient pleines de monde. Quelqu'un proposa d'aller au Palazzo Venezia et d'ôter les armoiries autrichiennes, d'anéantir cet odieux oiseau à deux têtes – questo ucello grifagno – tout le monde s'y précipita. On se procura des échelles, on grimpa et le travail commença ; ôter les lourdes armoiries clouées très-haut, n'était pas chose facile. Un ouvrier à larges épaules, à longue barbe, grimpa derrière les armoiries et disparut, par intervalles des coups de marteau retentissaient, trois jeunes gens l'aidaient ; enfin l'énorme écusson tomba lourdement sur le pavé, en agitant les chaînes qui le soutenaient ; l'ouvrier mit à sa place le drapeau milanais. Le peuple se rua avec rage sur les armoiries, tout ce qui avait oppressé l'âme depuis longtemps, tout ce qui s'était amassé contre l'Autriche se fit jour par la haine avec laquelle on piétinait, on cassait les emblèmes de la persécution et du despotisme.

Mais l'exécution en effigie n'était pas encore complète. On attachait les armoiries à la queue d'un âne et l'on traversa le Corso en procession solennelle... des sifflements et des cris accueillaient le malheureux oiseau à deux têtes ; les gamins le suivaient à la

course, en lui prodiguant des coups de fouets et en lui jetant de la boue ; enfin sur la Piazza del Popolo on brûla l'écusson sur un grand bûcher et la musique de la civica lui joua une marche funèbre.

Le pape temporisait encore. Après avoir permis le carillon solennel et les coups de canon, n'ayant pas même essayé de s'opposer à l'insulte faite aux armoiries autrichiennes, il était en pour parler avec le consul, tandis que *l'Époque* publiait le soir la guerre "è dichiarata all' Austria, non dal governo, ma dal popolo Romano". Le lendemain la poste de Milan ne vint pas, l'agitation grandit. Le surlendemain le bruit se répandit que les Autrichiens prenaient le dessus... alors un nouveau cri retentit, "agli armi ! agli armi !"

Le peuple voulait commencer ses exploits guerriers par l'arsenal romain ; pour la première fois il se mit à accuser le pape d'agir de concert avec l'Autriche. Les ministres, surtout Galetti conseillèrent à Pie IX de céder au désir du peuple et de lui donner des armes ; ils lui prouvèrent que le gouvernement n'avait aucun moyen de résistance. Le pape fit tout à contre cœur sans franchise, sans une parole cordiale.

Galetti prit un fiacre et se présenta sur la Piazza del Popolo et déclara, que des dispositions étaient prises pour la distribution des armes. Cette nouvelle fut accueillie par des cris enthousiastes. À la suite de Galetti parut près de la fontaine et de l'obélisque la figure grosse, mais assez belle d'un prêtre qui demandait la parole. "Romains, dit-il, au Colisée ! Les Lombards vous y attendent, vous y trouverez un livre où peuvent s'inscrire ceux qui veulent aller à la guerre, nous n'avons pas de temps à perdre. Suivez-moi au Colisée". Le peuple s'écarta pour laisser passer le père Gavazzi et le suivit au Colisée d'un pas grave et mesuré, en rejetant fièrement sur l'épaule le pan d'un manteau sale.

Le spectacle au Colisée était frappant ; le jour baissait, le soleil couchant éclairait les arcades de rayons éclatants ; une foule innombrable remplissait le milieu ; sur les arcs, les murs, les loges à demi-écroulées, partout on voyait des hommes debout, assis, couchés. Dans une des loges qui avancement se tenait le père Gavazzi, fatigué, essuyant la sueur de son front, mais prêt de nouveau à parler. C'est ici que j'ai entendu son discours mot à mot, c'est un vrai orateur populaire, la simplicité, l'énergie, une voix forte, des gestes tranchants et avec cela, un air de bonté. "Il y a des époques, dit-il, où le dieu de la paix devient le dieu de la guerre ; je porte sur la poitrine à côté du crucifix la cocarde tricolore de l'affranchissement. Je jure devant ce crucifix de marcher en avant, de partager toutes vos fatigues, tous vos dangers – le blessé me trouvera prêt à le secourir, le mourant, à lui donner les dernières consolations, à prier pour lui ; celui même qui faiblira rencontrera mon regard encourageant, mon exemple". Il parla sur ce ton pendant plus d'une heure, son discours électrisa les masses, il connaissait son auditoire, certaines phrases étaient

acclamées avec enthousiasme. “Jeunes gens de Rome, dit-il, j’ai oublié de vous donner une bonne nouvelle, nous avons proposé aux chefs des compagnies volontaires de vous mettre aux premiers rangs, vous combattrez pour l’indépendance de l’Italie et en tombant, vous vous souviendrez que vous défendez les pères de famille – s’il tombe quelques victimes grandes et pures parmi vous, les autres monteront sur les murs ennemis avec le drapeau de l’affranchissement, nous nous reverrons là-bas – au revoir !” Après Gavazzi, Cicerovacchio se présenta, tenant par la main un adolescent de quinze ans environ, il se découvrit, salua le peuple avec sa grâce d’homme du peuple, fit ôter le chapeau à son fils et dit : “J’avais un grand désir d’aller en Lombardie”... Gavazzi et d’autres qui se tenaient sur la tribune, l’interrompirent par ces mots : “Angelo Brunetty doit rester ici, nous nous sentirons plus à l’aise là-bas, si lui il reste ici”. – “Oui, continua le popolano, je ne puis pas aller... mais que ferai-je pour la guerre, Romains ? j’ai un fils, è mio sangue, je le donne à la patrie, qu’il marche dans les premiers rangs”. Il serra le jeune homme dans ses bras. Gavazzi serra la main à Cicerovacchio et essuya une larme. Le peuple cria tout d’une voix : viva Cicerovacchio ! Agité, surexcité depuis le matin, je ne pus me contenir, je fondis en larmes – et le croirez-vous ? à présent aussi je pleure encore à ce souvenir. C’est un des plus beaux moments de ce temps².

Sous un des arcs quelques hommes étaient assis à une table couverte de drap et ornée des drapeaux de la Lombardie et de l’Italie ; la jeunesse s’y pressait pour s’inscrire, à chacun on donnait pour signe une cocarde ; l’obscurité vint, on alluma des flambeaux, le vent agitait les drapeaux, les oiseaux de nuit effrayés, peu habitués à ces visites, planaient au-dessus des têtes – et tout cela dans le cadre gigantesque du Colisée...

Ce jour là beaucoup de mères remarquèrent l’absence de leurs fils. L’un des rédacteurs de l’*Époque* me raconta que, lorsqu’il rentra à la rédaction, il trouva sur la table une lettre adressée à l’un des directeurs du journal ; on lui porta la lettre ; c’était son fils âgé de dix-sept ans qui lui écrivait : “Chers parents, votre Titus s’est inscrit dans la milice ; pardonnez-moi, je sentais que les forces me manqueraient pour me séparer de vous, si j’étais venu prendre congé de vous et que j’eusse vu vos larmes, – je suis entré dans la compagnie de Lombardie qui part cette nuit avec des chevaux de poste”.

² Après la prise de Rome, Cicerovacchio et son fils se rendirent en Lombardie. Garibaldi y faisait les derniers efforts avec ses légions, luttant contre une avalanche d’uniformes blancs, battant en retraite comme un lion blessé. Au milieu de ces combats Cicerovacchio disparaît avec son fils, sans laisser aucune trace ; en 1856 seulement on apprit que le héros Popolano et le jeune martyr ont été fusillés sans jugement par les officiers autrichiens. (1858).

Le surlendemain je fus réveillé vers trois heures par le tambour, j'ouvris la fenêtre, les premiers détachements défilaient ; sans doute, personne ne pensait aux uniformes, ils avaient le havre-sac, le fusil, le briquet, la giberne et une grande cocarde sur le chapeau. Le peuple les accompagnait, sans doute les miliciens avaient passé la nuit en fête, quelques-uns portaient encore des torches allumées, le père Gavazzi marchait devant. Sur la Piazza del Popolo on battit le rappel, on forma les miliciens en colonnes, le colonel parcourut à cheval les rangs, le tout ensemble n'était pas gai, mais plutôt lugubre, le ciel était couvert de nuages, un vent froid et piquant soufflait avant le lever du soleil, les femmes pleuraient, les hommes se serraient les mains, s'embrassaient.

Le tambour battait, la colonne s'ébranla et les habitants commencèrent à se disperser, tous avaient un sentiment pénible au fond du cœur, tous pensaient avec tristesse combien reviendra-t-il de ces jeunes gens, si frais et si robustes, et lesquels reviendront ? Voilà la guerre, cette preuve révoltante de la folie humaine, le brigandage généralisé, le meurtre justifié, l'apothéose de la violence – l'humanité doit encore se battre avant d'arriver à la possibilité de la paix !

Sur toutes les places publiques il y a des tables pour les offrandes en effets et en argent ; on apporte une masse de choses, j'ai vu des objets d'or et d'argent, des centimes de cuivre et un monceau de scudi sur la Piazza Colonna.

Pie IX permettait aux volontaires de partir, mais ne l'ordonnait pas (comme l'expliquait la gazette officielle) vu que le saint-père ne trouve pas *la déclaration de la guerre compatible avec son caractère*. Singulière apparition dans l'histoire, que ce Pie IX ; deux ou trois nobles élans, quelques actes d'humanité le mirent à la tête du mouvement italien ; entouré d'amour, il n'avait qu'à continuer, au moins à ne pas empêcher, mais non, ses faibles épaules succombent sous le poids de cette grande vocation. Il se tient sur le confluent de deux grands courants et tantôt l'un l'entraîne ; tantôt l'autre. Sa grande destinée le poursuit, elle le comble malgré lui de ses dons, et lui il s'y refuse obstinément, il nuit à la cause et il se nuit à lui-même. Mieux vaudrait qu'il s'en allât quelque part. Par reconnaissance pour les premiers jours du risorgimento, son souvenir serait resté sans tache. Il est temps de comprendre qu'on ne peut pas être pape et homme, monarque et citoyen, qu'il y a ici un antagonisme impossible à résoudre.

J'étais sur la place de St°Pierre quand le pape offensa gravement la milice, en refusant de bénir son drapeau. Il y a dans la vie des moments solennels, qui demandent une telle plénitude et un tel alliage de tous les éléments, où les sentiments sont si tendus, que le moindre insuccès ou le moindre mot blessant, inaperçu en temps ordinaire, agit d'une manière terrible, afflige et irrite. C'est dans un pareil moment que le saint-père outragea les Romains. L'affaire finit par le vol de la

bénédiction, les chefs de la colonne demandèrent la bénédiction à Pie, au moment où il descendait de voiture, ils tenaient en mains les drapeaux. Pie les bénit eux, mais non pas les drapeaux.

Je regardais toute cette comédie et souhaitais de tout mon cœur à ce vieillard bien intentionné ou à cette vieille femme appelée Pie IX, non-seulement une honnête, mais une prompte fin, pour qu'il pût rendre compte au jugement dernier de l'histoire.

Après le départ des volontaires, dont fit partie la moitié de la civica, Rome devint vide et encore plus maussade, le printemps soutenait l'excitation nerveuse autant que les nouvelles de la Lombardie. Les communications étaient coupées par la guerre, l'attente, la crainte agitaient tout le monde ; on lisait les journaux à haute voix dans les rues, les gamins couraient avec les nouvelles et criaient : "disfatta di Radetzky – un baiocco – un baiocco per la disfatta degli Austriachi – la fuggita del arciduca Raniero – un baiocco e mezzo ! La repubblica proclamata in Venezia, e viva il leone di St°Marco ! due, due baiocchi !" – Dès le matin on se rend au Corso, on écoute les nouvelles fabriquées, on y croit et l'on n'y croit pas ; et puis chaque jour apporte une nouvelle plus étonnante que l'autre. Agité, animé, dans l'attente de quelque chose d'extraordinaire, c'est ainsi que je quitte Rome.

Quel sera le résultat de tout cela ? Tout cela durera-t-il ? Le ciel n'est pas sans nuages, par moments un vent froid souffle des sépulcres portant l'odeur de cadavre, l'odeur du passé ; la Tramontana historique est forte, mais quoi qu'il advienne, je suis reconnaissant à Rome des cinq mois que j'y ai passés. Ce que j'ai éprouvé restera dans mon cœur et la réaction ne pourra pas emporter tout ce qui s'est accompli !

Lettre IX.

Paris, 10 juin 1848.

De nouveau, chers amis, le temps des réminiscences du passé et des conjectures sur l'avenir, est revenu, – le ciel est de nouveau couvert de nuages, l'âme est pleine de haine et d'indignation... nous nous sommes abusés, on nous a trompés. Il est pénible d'en faire l'aveu à trente-cinq ans.

Le 15 mai m'a dessillé les yeux, il n'est pas même resté de place pour le doute, la révolution est vaincue, et la république le sera aussi. Il ne s'est pas écoulé trois mois entiers depuis le 24 février "on n'a pas eu le temps d'user les souliers"³ qu'on portait à la construction des barricades et déjà la France sollicite l'esclavage, la liberté lui pèse. Elle avait fait un pas en avant pour elle-même, pour l'Europe, et de nouveau elle s'est effrayée en voyant se réaliser ce qu'elle souhaitait, cette liberté pour laquelle elle avait versé son sang.

Je passai toute la journée du 15 mai dans la rue, je vis la première colonne du peuple venir à la Chambre, je vis la foule joyeuse se rendre à l'Hôtel de Ville, je vis Barbès à la fenêtre de l'Hôtel de Ville, je vis les dispositions sanguinaires de la garde nationale pour commencer la boucherie et la marche triomphale depuis l'Hôtel de Ville jusqu'à l'Assemblée du victorieux Lamartine et du victorieux Ledru-Rollin. Ces sauveurs de la patrie, dont l'un poussait sous-main au mouvement et dont l'autre faisait de la coquetterie avec les monarchistes, s'avançaient à cheval, la tête nue, au milieu des bénédictions de la bourgeoisie. Barbès et ses compagnons, couverts de malédictions, se rendirent à la prison. L'Assemblée fit prévaloir le principe monarchique, vers dix heures du soir je rentrai chez moi. Je souffrais cruellement. À la maison je trouvai un chaud républicain, qui était alors maire du douzième arrondissement. "La république est blessée à mort, lui dis-je, il ne lui reste qu'à mourir". – Allons donc, fit mon démocrate, avec cette légèreté française, qui est parfois révoltante. "Alors allez prendre votre fusil et construisez des barricades". "Nous n'en sommes pas encore là, on le fera quand il sera temps. L'Assemblée n'osera rien entreprendre". Mon ami eut le loisir de réfléchir à ses paroles, car il fut arrêté en retournant chez lui et conduit à la conciergerie⁴.

³ Expression de Hamlet en parlant de sa mère.

⁴ Où je le vis encore en 1851.

Je fus saisi d'inquiétude quand je lus à Rome la liste des membres du gouvernement provisoire ; le nom de Lamartine ne présageait rien de bon, Marrast avait été connu pour un grand intrigant, et puis ces avocats, ces inconnus ; Ledru-Rollin seul représentait quelque chose, Louis Blanc et Albert se tenaient à part – qu'y avait-il de commun entre ces hommes ? Plus tard la grandeur des événements effaça les individus. Tout-à-coup ils firent penser à eux, les uns par une trahison secrète, les autres, par une faiblesse visible. En faisant la part des circonstances, nous n'absoudrons pourtant pas les individus ; les hommes sont aussi des faits, ils doivent porter la responsabilité de leurs actions, rien ne les oblige à se mettre en scène, à prendre dans leurs mains débiles les destinées du monde ; où est leur vocation, quand même ils échapperaient à la hache du bourreau, ils ne pourront éviter le burin de l'histoire.

Avec quel transport je volai vers Paris, comment ne pas avoir foi dans les événements qui ont ému toute l'Europe, et auxquels ont répondu Vienne, Berlin, Milan. Mais la France est destinée à me guérir chaque fois de mes espérances et de mes erreurs.

À Marseille je lus le récit de la terrible répression du soulèvement de Rouen, c'était la première effusion de sang depuis le 24 février, elle annonçait des suites terribles...

Le cinq mai nous arrivâmes à Paris. Il était bien changé depuis le mois d'octobre. Moins de faste, moins d'élégance, moins de riches équipages, plus de mouvement populaire dans les rues ; il y avait dans l'air quelque chose d'excitant, partout on sentait le vent de 93, on comprenait que la révolution avait passé par ces rues. Des masses d'ouvriers entouraient leurs orateurs sous les marronniers des Tuileries, des arbres de la liberté à tous les coins, des sentinelles en blouse ou en paletot, les montagnards de Caussidière avec de grands cols rouges rabattus et des figures républicaines, mais théâtrales⁵, allaient et venaient par les rues, les murs étaient couverts d'affiches politiques, aux fenêtres des Tuileries on voyait les figures des combattants blessés aux barricades en manteaux d'hôpital, la pipe à la bouche ; sur les boulevards et dans les grandes rues une foule de gamins et de fillettes vendaient les journaux, les proclamations avec des cris et mille folies. Demandez la grrr-ande colère du Père Duchêne, – un sou – il est bigrrr-ement en colère le Père Duchêne, –

⁵ Le jeu aux soldats, la manie des uniformes et des airs "troupiers", sont communs à tous les Français. En donnant au général Courté l'ordre de rassembler la garde nationale pour une revue, Ledru-Rollin ajoutait : "tâchez que les officiers d'état-major ne galopent pas à toute vitesse allant et venant par les rues, donnant par là à Paris l'air d'une ville assiégée". C'est le reste de l'empire, qui a fortement déprimé la France révolutionnaire, mais aussi ces dispositions appartiennent au peuple même.

un sou – cinq centimes ! La vente en détails repoussée dans les carrefours et les quartiers éloignés par la police de Duchâtel, s'éparpilla sur les boulevards et les Champs-Élysées, en y ajoutant la bigarrure bohème et une animation renforcée. Avec tout cela on n'entendait parler d'aucun désordre et l'on pouvait au milieu de la nuit traverser tout Paris avec la plus grande sécurité.

L'Assemblée s'était ouverte la veille de mon arrivée, ce ne fut pas l'ouverture solennelle et pleine d'espoir de 89. Le peuple de Paris et les clubs l'accueillirent avec défiance, le gouvernement la méprisait au fond de l'âme ; toutes les nuances des partis politiques s'accordaient à reconnaître que cette Assemblée était au-dessous des circonstances ; le 15 mai moral était accompli dans la conscience de tous depuis dix jours. Triste sort de l'Assemblée, qui fut détestée avant d'avoir eu le temps de dire un mot ; pour compromettre les représentants, le général Courté ou peut-être Caussidière, les fit sortir sur le péristyle et proclamer la République devant le peuple.

Les premières séances, attendues avec tant d'impatience frappèrent tout le monde par leur nullité incolore ; le caractère de l'Assemblée se dessina dès ce premier essai d'action, il se jeta dans les détails, s'occupa de questions secondaires, le ton d'avocat, de doctrinaire des anciennes chambres resta dans l'Assemblée nationale. Supposons que les questions dont elle s'occupait eussent de l'importance, mais il ne manque pas de choses importantes dans le monde ; une fois sur cette voie, on peut travailler des années à la sueur de son front et ne résoudre aucune des questions qui font révolution et qui d'avance en décident mille secondaires.

L'Assemblée nationale, s'occupant d'abord d'elle-même, vota de suite à son président le droit d'appeler la garde nationale de Paris, et même celle des départements pour la défense de l'Assemblée. Elle avait peur ; ce fut là son côté le plus saillant. Elle sentait la fausseté de sa position et voyait bien qu'elle ne représentait ni le peuple, ni la révolution, ni même la réaction, qu'elle n'avait pas de terrain réel ; que Paris, le peuple ni les royalistes n'étaient pour elle, qu'une partie des bourgeois, que ces fades réactionnaires qui ont pour marotte l'ordre extérieur, étaient seuls de son côté.

Lamartine vint rendre compte à l'Assemblée, il donnait le bras à Dupont de L'Eure, le vieillard honnête, mais tombé en enfance, montrant par là qu'il n'est que le soutien d'un homme respectable. Lamartine s'exprima comme toujours avec son emphase bien connue ; ses discours ressemblent à la crème fouettée, on croit porter à la bouche une cuillère pleine, et en réalité il n'y a que du vent et quelques gouttes de lait sucré ; à mon avis il est insupportable à la tribune, mais les Français sont en extase devant lui. Lamartine s'humiliait devant l'Assemblée, la flattait sur sa toute puissance. L'Assemblée satisfaite vota que le gouvernement provisoire a mérité la reconnaissance de la patrie ; elle ne pouvait pas le souffrir et surtout ses trois

membres, Ledru-Rollin, Louis Blanc et Albert, mais elle rendait politesse pour politesse, et pour commencer elle voulait remercier le gouvernement pour son humble attitude.

On aurait cru que cela se passerait sans dispute, il en fut tout autrement.

Barbès demanda la parole. Son apparition à la tribune produisit une profonde impression, tout le monde était impatient de l'entendre ; de tels hommes ne parlent pas en vain ; Barbès, que la piquante Abeille du Nord ne nomme pas autrement que "forçat et assassin", jouit de cet énorme avantage que sa fermeté et sa pureté sont au-dessus de tout soupçon ; ses convictions étaient antipathiques à l'Assemblée, sa personne, son passé, sa célébrité, ses longues souffrances si héroïquement supportées inspiraient un sentiment de respect désagréable, dépitant, mais insurmontable. Barbès trouvait juste, avant que l'Assemblée ne couvrît de sa reconnaissance tous les actes du gouvernement, de lui en demander compte. "Je proteste, disait-il, contre une série d'actes par lesquels le gouvernement a perdu sa popularité. Vous souvenez-vous des meurtres de Rouen ?" – au mot meurtre un cri violent : à l'ordre ! interrompit l'orateur, les bourgeois ne pouvaient pas en entendre davantage, le sang des victimes qu'ils avaient immolées leur montait à la tête, moins comme un remords de conscience, que comme un encouragement. L'orateur attendit la fin de la tempête et jetant un regard calme et fier sur cette cohue parlementaire, il continua : "je parle des meurtres commis à Rouen par la garde nationale – nouveau tumulte – je vous rappellerai les colonnes des Polonais, des Belges, des Allemands livrés à l'extermination. Quand ces questions auront été élucidées, nous remercierons le gouvernement, mais pas avant, jusqu'à ce moment je proteste au nom du peuple contre cette reconnaissance".

Ces dernières paroles avaient beaucoup de sens pour ceux qui connaissaient l'autorité de Barbès sur les clubs et sur le monde révolutionnaire de Paris ! mais l'Assemblée excitée, voulant châtier le hardi républicain, vota de suite et presque à l'unanimité sa reconnaissance aux décemvirs.

Barbès tint tête avec dix de ses amis à toute l'Assemblée ; il reprit sa place en secouant tristement la tête et se tut jusqu'au 15 mai⁶.

Après avoir congratulé le gouvernement provisoire, l'Assemblée nomma une commission exécutive de cinq personnes ; celle-ci composa le ministère des journalistes du *National*, en leur adjoignant le fameux sténographe Flocon, comme un échantillon de la *Réforme*. Louis Blanc et Albert furent évincés du gouvernement, le mot *socialisme* devenait déjà le stigmate dont on marquait les hommes reniés par

⁶ Sénard justifia la boucherie de Rouen ; par ce discours il se recommanda à Paris et resta fidèle à ses convictions.

la société bourgeoise et livrés à toutes les persécutions de la police. L'Assemblée ne voulait pas entendre parler d'un ministère des travaux. Les membres de la commission exécutive perdirent toute la confiance des républicains par le choix des ministres ; on les regardait comme des renégats ou comme des instruments des intrigues de Marrast qui, assis à la mairie, escamotait les hommes et glissait à leur place les correcteurs et les compositeurs de son journal.

L'Assemblée s'ouvrit le 4 mai, dès le 10 elle était détestée de tout Paris, à l'exception du parti du *National* et des libéraux crétiens. Les clubs démocratiques votèrent des félicitations à Louis Blanc et à Albert. Des circonstances fortuites contribuèrent à rendre l'Assemblée encore plus détestée et plus ridicule, ainsi l'aversion que Béranger éprouva pour le titre de représentant, ses lettres voltairiennes à ce propos, ses supplications pour qu'on fit grâce à ses cheveux blancs, abaissèrent l'Assemblée de toute la gloire du poète populaire. Après le 10 mai tout le monde était dans l'attente de quelque chose, il semblait impossible que ce ramassis indigeste pût rester à la tête de la France et de Paris. Les journaux étaient pleins de reproches, dans les cafés, dans les rues tout le monde parlait avec chaleur contre l'Assemblée. Dans les clubs on faisait des discours, des propositions incendiaires (comme disent les royalistes). Ainsi se passa le 15 mai.

Le 15 mai fut une grande protestation de Paris contre les prétentions surannées des Assemblées législatives à l'autocratie, car derrière elles se cachaient la monarchie, la réaction et un ordre public décrépît. Paris fit le 15 mai ce que n'osa faire Robespierre le 8 thermidor ; l'homme de 93 s'arrêta et préféra porter sa tête sur la guillotine, que de se sauver contrairement à ses principes, en vertu desquels le pouvoir appartenait uniquement à la Convention. Voilà pourquoi les conservateurs et les libéraux routiniers tombèrent avec tant de fureur sur Barbès, Blanqui, Sobrier et Raspail. Voilà pourquoi ce jour là l'Assemblée et la commission exécutive, qui pourtant se haïssaient mutuellement, se jetèrent dans les bras l'une de l'autre. Les royalistes prirent les armes pour sauver la république et l'Assemblée nationale. En sauvant l'Assemblée, ils sauvèrent le principe monarchique, le pouvoir irresponsable, l'ordre constitutionnel des affaires, l'abus du capital et même des prétendants. De l'autre côté se voyait non la république de Lamartine, mais celle de Blanqui, c'est-à-dire non une république de mots, mais une république de faits ; une dictature révolutionnaire aurait été un état transitoire entre la monarchie et la république ; le suffrage universel, appliqué non pas uniquement à l'élection d'une Assemblée despotique, mais à l'administration tout entière, à affranchir l'homme, la commune, le département des liens du gouvernement. L'Assemblée triompha appuyée sur la garde nationale, mais moralement elle fut vaincue le 15 mai, comme toutes les institutions vieilles, elle existe uniquement par la force des baïonnettes. Il faut jeter

un coup d'œil sur les événements qui bouleversèrent l'Europe pour comprendre le 15 mai et l'étrange position de la République, qui recule depuis le milieu d'avril, c'est-à-dire sept semaines après la révolution.

La révolution du 24 février n'a pas du tout été l'accomplissement d'un plan préparé ; elle fut l'inspiration de génie du peuple parisien, comme Pallas, elle sortit toute armée de l'indignation populaire, c'est un coup de tonnerre qui a subitement accompli des aspirations, depuis longtemps amassées dans les esprits. Le 23 février ni Louis-Philippe, ni M. Guizot, ni les ministres, ni la *Réforme*, ni le *National*, ni l'opposition, ni même les hommes qui firent les premières barricades ne prévoyaient comment finirait le 24 février. On voulait la réforme – on fit la révolution, on voulait chasser Guizot – on chassa Louis-Philippe, on voulait proclamer le droit aux banquets – on proclama la république, le matin on rêvait un ministère Thiers ou Odilon Barrot – le soir Odilon Barrot était plus dépassé que Guizot. Comment cela arriva-t-il ? De l'audace, disait Danton. La témérité c'est le secret des révolutions, surtout à Paris. Une poignée d'hommes appartenant aux sociétés secrètes, qui se sont courageusement battus aux barricades, s'appuyant sur les nobles instincts des ouvriers parisiens, ont proclamé la république et ont donné un tel branle à toute l'Europe, qu'on ne peut prédire encore comment finira cette fermentation universelle. Sans doute le parti révolutionnaire existait ; trompé le 30 juillet, il survécut à la tuerie du Cloître St Méry et de la rue Transnonin, à la perte de tous ses coryphées, depuis Barbès jusqu'à Blanqui et Alibaud, n'inscrivant dans sa lugubre chronique que des malheurs, des persécutions et des sentences judiciaires. Elle avait peu d'espoir, Arman Carrel branlait la tête pendant la lutte, Godefroi Cavaignac mourant disait dans un profond désespoir : “ce gouvernement nous usera tous, nous vieillirons dans une lutte stérile et inégale !”

En effet, depuis 1840 la lutte cesse d'être ouverte. Jusqu'alors le gouvernement avait encore le sentiment de la pudeur ou de la prudence du moins ; il craignait de recourir aux moyens violents, il n'était pas bien sûr de l'entière adhésion de la bourgeoisie. À la fin il jeta le masque ; la partie active du peuple, celle qui possédait des droits civils, fut assez dépravée pour agir de concert avec le gouvernement. Les élections, à peu d'exceptions près, étaient aux mains des ministres, la corruption marchait tête levée, la moitié de la chambre consistait en employés, le reste fut entraîné dans toutes sortes d'opérations financières, pour le succès desquelles il ne fallait pas aigrir le gouvernement. Le capital donnait ses votes au gouvernement et le gouvernement prêtait ses baïonnettes à la défense de tous les abus du capital. Ils avaient un ennemi commun, le prolétaire, l'ouvrier, ils se réunirent contre lui, l'orgueil national et les républicains furent sacrifiés à cette coalition. L'abaissement du sens électoral après 1830 faisant surnager dans la Chambre des êtres indignes,

s'arrêta aux limites du peuple et de la bourgeoisie, il n'amena pas dans la Chambre d'élément purement populaire, mais il y éleva l'écume du tiers-état. Guizot comprit la solidarité de la bourgeoisie avec le gouvernement, il comprit qu'elle craignait bien plus le peuple que le pouvoir ; armé des lois de septembre de Thiers, il alla droit au but. Méthodique, froid, oppresseur par caractère et avide de pouvoir, Guizot se consacra à la destruction d'une partie de ce que la France avait acquis en 89 ; ce fanatique calviniste, sobre et bilieux, dit du haut de la tribune à l'ouvrier écrasé par le travail et la misère, "le travail vous est indispensable, c'est la seule bride pour vous dompter".

Sept années de constants succès développèrent en Guizot plus d'assurance que dans le roi lui-même, ils s'oublièrent. Si Guizot avait su s'arrêter, il aurait fait bien plus de mal, il aurait retardé le 24 février, il aurait eu le temps d'habituer encore plus aux subornations, à la simonie de tout genre, de corrompre tout ce qui est moral dans l'opinion publique, mais il prit trop tôt le ton de vainqueur, entraîné par son caractère bilieux et par de mesquines personnalités et ne voulut pas même garder les apparences. Une partie de la bourgeoisie s'effraya en voyant les allures russes des ministres. Le ministère ne craignait pas le parti du progrès modéré ; il fallait entendre de ses oreilles le ton méprisant de Guizot, sa parole brève quand, forcé par les réformistes de monter à la tribune, il opposa son insolence pleine de talent à la chaleur sans génie d'Odilon Barrot.

Il sortait comme de dessous terre des protestations d'un autre genre contre l'ordre des choses... un gémissement pénible retentissait de temps en temps, non à la Chambre, ni au *National*, ni dans la *Réforme*, mais dans les ateliers, au chevet des hommes expirant de besoin et de misère, et quelquefois dans les assises ; la *Gazette des Tribunaux* les inscrivait sans trop les comprendre. Aux assises criminelles d'effrayants aveux, des accusations bien fondées contre la monstrueuse organisation sociale sortaient de la bouche des hommes, qui partant pour le bagne, jetaient à la société leurs lugubres adieux ; mais qui les écoutait ?...

C'est ainsi qu'allaient les choses avant la révolution, c'est ainsi que je les trouvai à mon arrivée à Paris en mars 1847.

Je ne puis dire le sentiment douloureux qui s'empara de moi, quand j'eus observé le monde qui m'entourait. Nous sommes habitués à associer au mot Paris les souvenirs des grands événements, des grands hommes de 1789 et de 1793 ; ceux de la lutte colossale pour la pensée, pour les droits, pour la dignité humaine, et sur la place publique et sur le champ de bataille et dans les sessions parlementaires. Le nom de Paris s'unit aux meilleures aspirations de l'homme moderne, j'y entrai avec un battement de cœur, avec timidité, comme on entrait jadis à Jérusalem, à Rome. Et que trouvai-je ? Le Paris décrit dans les iambes de Barbier, dans les romans de Sue et

rien de plus. J'étais surpris, affligé, effrayé, parce qu'après, il ne restait plus qu'à s'embarquer au Havre et à voguer vers New York. Le Paris des sociétés secrètes, des ouvriers, des martyrs de l'idée et des martyrs de la vie est masquée pour l'étranger par les splendides décorations du calme artificiel et de la richesse. Le Paris officiel présentait l'extrême de la corruption morale, de la lassitude de l'âme, du vide, du superficiel ; il régnait dans la société une complète indifférence pour tout ce qui dépassait le cercle restreint des banales questions quotidiennes.

Chez les Français de la classe moyenne, il existe généralement une certaine apparence de civilisation recouvrant une complète ignorance ; on s'y trompe d'abord ; mais bientôt on reconnaît une grande étroitesse de conception ; leur esprit est si peu exigeant qu'il suffit à un Français de posséder une demi-douzaine de sentences de Voltaire ou de Chateaubriand, de Lamartine ou de Thiers pour organiser tranquillement là-dessus son existence tout entière, il s'y ajoute chez lui des maximes prises de la morale douceuse à la Genlis, quelques traditions qu'il respecte sans raisonner et le code qu'il craint.

Les Français n'éprouvent pas le besoin d'aller au fond des choses, ils n'ont ni hardiesse de pensée, ni réelle initiative ; ils acquièrent une grande adresse par la routine, ils sont routiniers par excellence, tous ces roués des roués sont des Thiers. Les Marrast ne comprennent rien à la question sociale. Ils sont intelligents dans un certain cercle, en dehors duquel ils sont d'une sottise parfaite. Leurs objections font pitié, ils savent que le socialisme est un parti hostile au leur, il faut donc l'anéantir ; ils sauront préparer avec adresse un guet-apens, sans comprendre de quoi il s'agit. Une passion dominante absorbait toutes les pensées, tous les loisirs de cette classe ; l'accumulation des richesses, le gain, l'agiotage ; cette passion chasse de son cœur l'amour du prochain, l'amour de la vérité, et tout respect de soi-même. La rédaction d'un journal, l'élection d'un député, une voix à la Chambre, tout cela revenait à une opération commerciale, à peine déguisée par quelques phrases de convention. Le pouvoir des banquiers dans toutes les affaires publiques était extraordinaire ; le ministère craignait par dessus tout une rupture avec les capitalistes.

L'Anglais aussi est calculateur, il est commerçant, faire de nouveaux bénéfices est le but de ses transactions, il y porte toute la lucidité de son esprit pratique, c'est son affaire, sa science ; mais en fermant son livre de comptes, il devient à son tour consommateur, il jette volontiers ses guinées et veut vivre à sa guise ; il a ses caprices qu'il ne subordonne pas à l'argent. Le Français, entraîné dans les spéculations d'argent, perd toutes ses passions, toutes ses fantaisies, il ne voit plus que le côté financier de la question, il est absorbé d'avance par la crainte des pertes d'argent. Peut-être est-ce une preuve que l'activité exclusivement commerciale n'est pas

naturelle au Français et que c'est pourquoi il y perd le tact et la mesure ; peut-être ce mal est-il temporaire, comme une apparition difforme et dernière de la bourgeoisie.

Ajoutez à la passion du gain celle du pouvoir, la soif des charges dont sont infectés tous les hommes politiques à quelque parti qu'ils appartiennent. On a vu avec quelle fureur les rédacteurs du *National* et de la *Réforme* se sont rués dans les charges et comme ils ont relevé ensuite avec importance leurs nez, tout noircis de suie hollandaise. Avec cette décadence morale de la bourgeoisie, avec l'ignorance des paysans, avec la pureté suspecte du parti d'opposition et du parti libéral, avec les puissants moyens de la centralisation administrative, les ministres de Louis-Philippe pouvaient agir hardiment comme il leur plaisait, tout en gardant l'apparence extérieure de la légalité. Mais ce n'est pas dans le caractère français, et je le reconnais avec plaisir. Le Français ne peut pas s'arrêter sur l'interprétation pharisienne de la *lettre*, comme l'Anglais, il ne peut pas se contenter de l'avantage réel de la victoire, il veut encore le triomphe extérieur, l'humiliation de l'adversaire.

De son côté, l'adversaire aurait bien supporté l'échec, mais il se révolte contre l'offense. Outre le ton insolent, les ministres commirent l'éternelle faute des conservateurs, ils ne surent pas apprécier leur ennemi, ils ne connaissaient pas cette persistance inébranlable d'un petit groupe de républicains prêts, le jour même de leur sortie de prison, à continuer le complot et à essayer une nouvelle tentative – ces complots frappent par leur fermeté, par leur constance héroïque. Les hommes du gouvernement méprisaient les ouvriers. Malgré l'insurrection de Lyon et celle du Cloître St Méry et de la rue Transnonin, ils étaient convaincus que l'armée et la garde nationale les écraseraient – et ils se trompèrent. Louis-Philippe ne parla pas en vain en secouant la tête, de Paris et de ses aimables faubourgs. Le vieux roi avait vu les sections de la première révolution, il avait été lui-même de garde à la porte des Jacobins ; mais Guizot ne commença à connaître réellement les Français qu'après la prise de Paris par les alliés. En outre il ne faut pas oublier que dix-sept années de propagande du plus grossier égoïsme et du culte le plus impur des avantages matériels de la paix à tout prix ne durent pas former des défenseurs bien chauds et bien dévoués au trône de juillet...

Je partis pour l'Italie en octobre 1847, laissant Paris dans la disposition la plus lugubre, il n'y avait aucun indice du 24 février. La corruption, la vente des charges de pair et des croix, les subornations des ministres, les assassinats dans les familles ducales⁷, les fausses cartes aux Tuileries, le vol des forêts par le roi, le ministre de la Justice surpris dans une maison mal famée, le fils du roi (Montpensier) chassé de la maison d'un respectable général pour sa conduite inconvenante, voilà ce qui

⁷ Praslin.

remplissait les journaux et les conversations. Les députés répondirent aux documents accusateurs – en votant des remerciements à des ministres, dont les friponneries étaient démasquées.

Quant aux faits qui amenèrent au 23 et 24 février, j'ai l'intention de n'y toucher que légèrement, le moment de raconter l'histoire de cette révolution n'est pas venu, nous savons mal le dessous des cartes.

On se rappelle la position où Guizot avait mis la France à la fin de 1847. Toute l'influence de la France sur l'Europe perdue par de petits intérêts dynastiques, toutes les sympathies du peuple sacrifiées pour se faire pardonner les mariages espagnols et le principe révolutionnaire du trône de juillet. La France ne pouvait regagner la hauteur où elle était dix ans avant, elle devenait une puissance de second ordre. Les gouvernements cessaient de la craindre, les peuples désespéraient en elle. Malgré la politique étroite, égoïste et bourgeoise qui posait comme clef de voûte la paix à tout prix et la théorie impossible de non intervention, Guizot parvint à compromettre la France par l'intervention avouée dans les affaires du Portugal et par une intervention occulte dans les affaires de la Suisse. Dans ces deux cas la France joua le même rôle qu'elle avait joué en 1822 envers l'Espagne, l'exécution militaire et la répression policière. Palmerston écrasa le Portugal pour complaire à la reine Victoria, et la France s'y joignit pour complaire à Palmerston. Mais la Suisse anéantit le Sonderbund malgré les menaces de Guizot.

Pour couronner cette noble politique, il ne manquait qu'une alliance avec l'Autriche contre l'Italie. Toutes les sympathies du cabinet étaient en faveur du statu quo. Guizot arrêta continuellement Pie IX et même Charles Albert, dont il trouvait les mesures trop libérales. Le consul français de Turin protesta contre la *publication* à Gênes de chants blessants pour l'Autriche. L'alliance avec la Russie était un des désirs les plus ardents de Guizot. On expulsa Bakounine de Paris sur la demande de l'ambassadeur russe, on défendit au prince Czartoryski de fêter son jour de naissance.

Il était impossible de ne pas observer le caractère de parvenu que prenaient et le gouvernement issu des barricades et les ministres, anciens professeurs. Les sympathies aristocratiques du ministère anglais tory sont naturelles, par conséquent simples, mais l'empressement avec lequel Guizot tendait la main à tout ce qui est aristocratique, son désir de jeter un voile sur la provenance révolutionnaire du trône de 1830, de désavouer 1789 et de se donner pour un terrible tory, pour un conservateur pur sang, tout cela était extrêmement comique. Comme il arrive toujours aux parvenus, le ministère ne pouvait réussir, quoiqu'il fit, à se mettre sur un pied d'égalité avec l'Europe aristocratique-monarchique. La Russie avait un simple chargé d'affaire, auquel en 1847 elle donna le titre d'ambassadeur... en revanche avec

quel plaisir, avec quelle reconnaissance Guizot tendit la main à Metternich, quand celui-ci le lui permit. Michelet eut raison de dire qu'on ne pouvait tomber plus bas.

La Chambre de 47 à 48 se rassembla. La majorité devint encore plus compacte autour du ministère. Guizot, pour toute réponse à l'opposition, montrait de la main cette phalange. Il était difficile de venir à bout du ministère par des voies parlementaires. L'apparition de Lamartine à la tribune faisait événement ; longtemps il se tint de côté, ses "Girondins" étaient un nouveau signe de vie, bientôt après, son discours à Mâcon attira tous les yeux de son côté, on le croyait un homme pur, parce qu'il ne faisait rien. Ce discours émut le ministère, et en même temps, dans un discours à la Chambre, Thiers prononça une sorte de sentence de mort à la politique de Guizot. L'audacieux Guizot succomba à ces discours. Oubliant la force matérielle que donnait la majorité, vexé personnellement, il essaya de vaincre par son talent, il avait réussi quelquefois, mais sa réplique fut pâle, maladroite. Humilié comme diplomate et politicien, blessé comme orateur, succombant sous les coups d'un poète doux et d'un homme d'affaire politique, il se serait encore sauvé par quelque stratagème parlementaire, mais il dut avaler jusqu'au bout l'humiliation et l'amertume, dans cette séance il perdit aussi une auréole qui allait si bien à son front de quaker, l'auréole de la probité. Bien des hommes, tout en n'aimant pas Guizot, le prenaient pour un homme droit, mais qui s'était laissé entraîner par le doctrinarisme, et ne le confondaient pas avec des hommes comme Duchâtel et Hébert. Qu'arriva-t-il ? l'homme le plus borné du monde, Odilon Barrot, arracha cette auréole à Guizot, en démontrant que non-seulement Guizot avait toléré pendant sept ans la vente des places, mais qu'il y avait pris intérêt...

La loi qui abolit le droit de réunion aux banquets publics fut votée. Cependant le triomphe de la majorité ne fut pas gai, le troupeau craintif et vendu des députés commençait à suspecter que cela finirait mal, il était prêt à laisser le ministère à condition que l'opposition abandonnât son projet de banquets. Une telle réconciliation était impossible, mieux valait un coup d'État. Après le 24 février un homme dit au parlement anglais : "S'il s'était trouvé chez nous aussi un ministère assez absurde ou assez criminel pour oser proposer une loi contre la réunion paisible des citoyens, nous aussi nous aurions pris les armes". Cet homme était Cobden.

Le mécontentement devint général. Le ministère voulait permettre le banquet, mais Odilon Barrot songeait déjà à la retraite, Thiers prenait la résolution de ne pas y aller... Voyant cette faiblesse, la police ferma la salle où se préparait le banquet, Delessert en expliqua les raisons dans une circulaire absurde ; le ministère appelait des troupes et se préparait. En effet, cette mesure indigna Paris, l'agitation gagna toute la ville. Le gouvernement, qui n'était pas sûr de la garde nationale, ne fit pas

battre le rappel, les municipaux seuls continuèrent leur brutalité ordinaire ; les troupes étaient mornes.

La garde nationale, appelée à la fin, se réunit au cri de : “vive la réforme, à bas le ministère !” Le roi résolut de céder. Le changement de ministère aurait calmé un peu les esprits, mais les hommes qui voyaient plus loin, ne voulurent pas perdre une telle occasion, ils comprirent qu’il se passerait encore bien du temps avant qu’on pût soulever tout Paris et qu’on ne trouverait pas de sitôt un cas où la garde nationale fût avec le peuple. Ils organisèrent la fameuse promenade par les boulevards qui finit par des coups de fusil à l’Hôtel des Capucines et par les barricades du 24 février.

Dans la matinée du 24 février, il n’était pas difficile de voir que le gouvernement ne tiendrait pas ; en vain Thiers céda sa place à Odilon Barrot, en vain Odilon Barrot, en lunettes bleues, parcourut à cheval les barricades et félicita le peuple de la nomination d’un si excellent ministère. La réforme ne suffisait plus, par ci par là aux barricades on parlait de République.

Le roi abdiqua en faveur de son petit fils. Bugeaud demanda l’autorisation de mitrailler Paris et ne l’obtint pas – il quitta le roi en jurant et en se couvrant sur le seuil de la porte. Émile Girardin tempêta dans le cabinet de Louis-Philippe, le peuple cernait les Tuileries, les événements marchaient avec une rapidité effrayante.

Les bureaux de la *Réforme* et du *National* regorgeaient d’amateurs de trône. À mesure que le peuple l’emportait, leur habileté croissait. Ils avaient d’autant mieux le loisir de préparer le plan pour accaparer le mouvement, qu’ils participaient peu à ce qui se passait sur la place publique. Tout en se tenant de côté, ils se posèrent une question, qui n’avait pas encore été posée : que faire ? La *Réforme* voulait proclamer la République, le *National* se contentait de la régence, il envoya au nom de la régence Garnier-Pagès à l’Hôtel de Ville, mais Marrast, mis de côté par les événements, consentit de suite à la République et forma sa liste de gouvernement provisoire ; il l’envoya à la *Réforme* pour arriver à une entente mutuelle ; la *Réforme* se révolta contre le nom d’Odilon Barrot, qui ne s’était pas distingué par sa bravoure dans l’affaire du banquet du 12^{ème} arrondissement, on le raya, ensuite on tomba d’accord sur les principaux personnages. La *Réforme* introduisit trois des siens : Ledru-Rollin, Flocon et Louis Blanc.

Le roi, congédié par Émile Girardin, comme un feuilletoniste, montait déjà en voiture, quand les premières colonnes du peuple approchaient de la grille du carrousel ; deux bureaux de rédaction continuaient à discuter les noms, n’étant d’accord que sur la proclamation de la République. On était si occupé des individualités qu’on ne pensa pas aux affiches ; il n’y avait pas d’ouvriers ; Proudhon, qui n’appartenait à aucune paroisse et qui était venu à la *Réforme* pour savoir les

nouvelles, composa l'affiche, l'imprima et la donna à Toré qui s'élança aux barricades pour y chercher Albert, afin de distribuer avec lui les affiches.

Cependant la victoire du peuple était complète. À la suite du roi tout le gouvernement avait disparu. Louis-Philippe connaissait si peu le peuple qu'il gouvernait depuis 17 ans, qu'il crut nécessaire pour consommer la honte, de raser ses favoris gris et d'endosser le paletot d'un marin anglais pour se sauver ; on ne le poursuivit même pas, o misère ! Il s'éloigna seul sans emmener personne. Il est vrai que les ministres aussi ont fui, mais non pas avec la pensée de partager le sort du roi, ils craignaient les galères, chacun pour son compte.

La chambre siégeait, la tête basse ; elle craignait avec raison la vengeance du peuple. Mais le peuple, vainqueur presque sans combat, n'eut pas le temps de se fâcher et après avoir crié : à mort Guizot, il oublia complètement les petits coquins, ses complices. C'était plus généreux que rationnel. Thiers accourut tout éperdu, sans chapeau, en criant : "la marée monte, – monte, monte" – puis il se tut. "Êtes-vous ministre ?" lui demanda-t-on ? Il secoua la tête et s'éloigna. Les boutiques ministérielles étaient vides, le président du Conseil, Odilon Barrot s'amusait au ministère des affaires intérieures, à annoncer sa nomination à la France par le télégraphe.

Après le départ du roi, la duchesse d'Orléans parut à la Chambre avec le prince de Nemours et le comte de Paris ; dans la cour du palais Bourbon on tenait caché un petit cheval tout harnaché, sur lequel le petit roi devait traverser la grande ville. La Chambre était prête à proclamer la régence. Dupin, les larmes aux yeux demandait qu'on note au procès verbal, que sur le pont le peuple avait accueilli la duchesse avec transport, quand, par malheur, à ces paroles le peuple envahit la Chambre et donna à Dupin le démenti le plus complet.

Marie proposa d'établir le gouvernement provisoire, se basant sur *la nécessité urgente de prendre des mesures énergiques pour arrêter le mal croissant et pour brider l'anarchie*. Plus tard on fit un mérite à Marie de ce discours, dicté par la peur et par le désir d'occuper un siège dans le gouvernement ; le sang coulait encore dans les rues, et les hommes raisonnables prenaient déjà des mesures contre les vainqueurs et organisaient le gouvernement. Odilon Barrot tenait bon pour la régence. Larochejacquelein fit observer avec ironie, que discuter sur la régence n'est pas du tout l'affaire de la Chambre. Cette sortie exaspéra les centres, ils pensaient que le trône peut s'écrouler, mais qu'eux-mêmes garderont toujours leurs places. Sauzet fit une observation à l'orateur, ce fut son dernier rappel à l'ordre ! Bientôt il disparut, après avoir pourtant lu au peuple le paragraphe de la loi qui défend aux intrus de parler dans la Chambre. De nouvelles masses entrèrent pendant le discours de Lamartine ; elles venaient des barricades, armées et prêtes à tout. Quelqu'un visa

Sauzet ; celui-ci se cacha derrière la tribune et depuis ce moment il s'éclipsa de l'histoire parlementaire.

Après le discours énergique de Ledru-Rollin, au cri et tumulte de la foule qui augmentait à chaque instant, on amena le vieux Dupont de L'Eure et on lui fit proclamer les noms du gouvernement provisoire. Le peuple les acclamait.

Pourquoi le sort du peuple, à peine affranchi depuis un moment, tomba-t-il précisément dans les mains de ces hommes ? Savaient-ils quelque chose des besoins, des aspirations de ce peuple, s'étaient-ils exposés à la mort pour lui, avaient-ils vaincu, eux ? ou peut-être avaient-ils une pensée nouvelle, féconde ? avaient-ils mieux compris que d'autres le mal de l'époque, y avaient-ils trouvé remède ...

Non, cent fois non. Ils occupèrent les charges, parce qu'il se trouva des hommes assez hardis pour proclamer leurs propres noms, non sur les barricades, mais dans un bureau de journal, non pas sur le lieu de la lutte, mais dans la Chambre vaincue. On ne laissa pas au peuple le temps de revenir à lui-même, les membres du gouvernement provisoire se présentèrent à lui, non pas comme des candidats, mais comme un gouvernement tout fait. Lamartine et les hommes du *National* à la tête du mouvement furent un grand malheur pour la France. Et que pouvait-il résulter de ce gouvernement dirigé par Lamartine et Ledru-Rollin ? Ledru-Rollin voulait à toute force affermir la république, Lamartine voulait au contraire maîtriser la révolution. Ledru-Rollin se fit membre du gouvernement pour pousser en avant, Lamartine, pour enrayer le mouvement ; Ledru-Rollin voulait porter la révolution en Belgique, en Allemagne, Lamartine écrivait au mois de mars en Suisse, de ne pas insister sur la reconnaissance de la République "nous ne savons pas, disait-il, si elle est bien solide".

Lamartine et les hommes du *National* étaient effrayé du succès. Ils étaient habitués à l'opposition parlementaire, aux toasts innocemment révolutionnaires des banquets, à l'audace des articles de journaux et à l'emportement des discours éloquents, le verre à la main, et tout à coup ils ont vaincu la royauté, ils se sont assis sur le trône. Ils ne se sont jamais assez respectés pour se croire dignes de la victoire. La première pensée qui leur vint fut contre la révolution. Ils voulaient maîtriser le peuple, ils voulaient l'ordre au plus vite, ils avaient hâte de sortir de l'état révolutionnaire – pourquoi se pressaient-ils ? Parce qu'ils sentaient la faiblesse de leurs épaules ; parce qu'ils avaient une méfiance toute bourgeoise et offensante envers le peuple. Et pourtant le peuple s'était admirablement conduit dans ces journées. Je ne répéterai pas les insipides louanges sur l'absence de vols aux Tuileries, je ne louerai pas les fous qui fusillèrent de pauvres diables pour avoir emporté quelques effets du roi, ces traits de vertu bourgeoise me touchent peu, mais il est impossible de ne pas faire mention de l'ordre régnant dans toute la ville, de la sécurité des hommes connus du peuple, de banquiers, de juges, de commissaires de

police... Pour toute reconnaissance envers le peuple, les nouveaux pouvoirs, tout en lui prodiguant les flatteries, en l'endormant comme un lion, lui préparaient en secret des fers, en remplaçant les armes royales par le mot de République avec sa devise tonnante.

Les véritables fauteurs du mouvement étaient à l'Hôtel de Ville. Sans se donner le temps de respirer après la lutte, ils se rassemblèrent dans cet Escorial des révolutions avec le but d'élire le gouvernement, quand tout-à-coup le bruit courut que le gouvernement est élu à la Chambre et qu'il se rend à l'Hôtel de Ville, accompagné d'une foule immense. Personne ne demanda – élu par qui, quand, de quel droit ?... tout le monde se hâtait d'apprendre les noms de ces messieurs. Ceci prouve clairement que le parti démocratique n'était pas mûr, qu'il n'avait rien de prêt, qu'en général le peuple était si habitué à être gouverné par d'autres, que de suite il se contenta des administrateurs pris dans les rangs de la presse et de l'opposition parlementaire, sans se rendre compte que ce qui est radicalisme bourgeois contre Guizot devient rétrograde par rapport au socialisme et au prolétariat.

Quand le nouveau gouvernement se présenta à l'Hôtel de Ville, il eut l'esprit de mettre en avant Ledru-Rollin. On lui cria de tout côté : "Veut-il proclamer la République ?" Ledru-Rollin répondit qu'il ne reconnaissait d'autre élection que celle du peuple, que l'unique but de ses désirs est la proclamation de la République. Le peuple le reconnut de suite pour un membre du gouvernement provisoire. On posa les mêmes questions à Lamartine, il se troubla, répondit que la nation entière doit décider quelle forme de gouvernement elle accepte. On lui cria de la foule : "Quel appel au peuple ? est-ce pour cela que nous nous sommes exposés aux balles ? Si le roi revient, nous retournerons sur les barricades". Il s'éleva des cris d'indignation ; beaucoup criaient : "Chassons-le". Lamartine proclama à contre cœur la République, et le peuple l'accepta pour membre. Bien des hommes murmuraient ; pour les calmer, on leur présenta Louis-Blanc que les ouvriers aimaient et estimaient. Les autres membres du gouvernement glissèrent inaperçus. Voilà comment s'accomplit le grand acte de son installation.

Il y a longtemps qu'on a observé que les hommes, extrêmement fermes, raisonnables dans les affaires minimes, dès qu'il s'agit de quelque chose d'important, agissent décidément comme des fous. On peut appliquer cette observation à des nations entières.

Avant l'apparition du gouvernement provisoire à l'Hôtel de Ville, la place de maire fut occupée par Garnier-Pagès. Ne sachant pas encore s'il y aurait République ou régence, il distribuait déjà les charges d'après les indications de Marrast. Le calcul était juste ; ne pas donner une place est facile, mais il est difficile de reprendre ce qui a été une fois donné. La *Réforme*, pour ne pas être en arrière du *National*, envoya

Étienne Arago s'emparer de la poste, et Caussidière, de la préfecture de police ; tous deux s'étaient battus aux barricades. Caussidière vint à pied à la préfecture, son fusil sur l'épaule ; il entra dans le cabinet dont Delessert venait de sortir ; Caussidière mit son fusil dans un coin et déclara qu'il était nommé préfet de police de par le peuple. Le secrétaire le salua – et les affaires continuèrent leur train. Les hommes les plus avancés des barricades, les membres de la Société des droits de l'homme étaient mécontents ; les barricades étaient encore debout le 25 février et l'on y mit des canons ; sur les barricades, sur les édifices publics on voyait flotter le drapeau rouge. De lugubres masses de peuple étaient de grand matin sur la place de l'Hôtel de Ville, elles avaient l'air de comprendre qu'hier la victoire leur était glissée des mains. Mais après une nuit écoulée, le gouvernement provisoire se raffermi et Lamartine, comme vous savez, au péril de sa vie, fit maintenir le drapeau tricolore. Le drapeau du peuple, arboré sous les boulets, le drapeau de la démocratie, de la République future, fut rejeté ; et le drapeau de la République de 93, transformée en empire, le drapeau de Napoléon, menaçant pour toute l'Europe, couvert du sang de tous les peuples, le drapeau qui servait d'enseigne pendant dix-sept ans à la boutique de Louis-Philippe, le drapeau derrière lequel les municipaux tiraient sur le peuple, le drapeau de la bourgeoisie royaliste fut pris comme étendard de la nouvelle République. La nouvelle République se déclarait bourgeoise, elle ne brisait pas avec le passé, par conséquent elle devait absolument se heurter à la République attendue, et avec plus de haine que la monarchie, parce que, entre la monarchie et le socialisme il y avait précisément la République politique, formelle. Dès que la bourgeoisie apprit l'affaire du drapeau tricolore, les magasins s'ouvrirent, elle eut le cœur plus léger. Pour cette concession, elle aussi en faisait une, elle consentait à reconnaître la République.

Lettre X.

Paris, 1^{er} septembre 1848.

Il s'est passé plus de deux mois depuis ma dernière lettre et des fleuves de sang la séparent de celle-ci. Les choses que je considérais comme les plus impossibles en Europe, même dans les moments de la déception la plus amère et du pessimisme le plus noir, sont devenues quotidiennes, n'étonnent plus personne. Profondément navré, je suis resté pour voir jusqu'au bout le crime de *l'État de Siège*, des cours martiales, des déportations sans jugement, des emprisonnements arbitraires... Cette situation pénible finira pourtant de quelque manière, il se présentera quelqu'un pour profiter de l'ordre établi – Henri V, Louis-Napoléon ou ce malheureux soldat qui, avec bonhomie, de guerrier se fit bourreau, sabrant avec conviction rues, habitants, idées, paroles.

Le peuple, qui est las, acclamera n'importe qui, il a besoin de repos, il a tout sacrifié dans les journées de juin et a tout perdu, il veut cicatriser ses blessures, pleurer les victimes et gagner son morceau de pain. Peuple héroïque et malheureux, dans quelques mains traîtresses que tombent ses destinées, de moi il n'entendra jamais de reproche.

Si vous aviez vu comme il est triste, navré depuis les journées de juin. Les rues font peur ; là où retentissait nuit et jour la Marseillaise ou quelque autre chant, règne la solitude à présent ; les vendeurs de journaux se taisent, l'ouvrier en blouse est assis sur le seuil de sa porte dans une morne tristesse, sa femme en pleurs est près de lui, ils causent à demi-voix, en jetant des regards inquiets autour d'eux. Quand la nuit vient, tout disparaît, la rue est déserte et la patrouille armée parcourt son quartier d'un air sombre et méfiant ; la blouse a presque disparu des boulevards, la garde nationale ne la laisse plus entrer aux Tuileries comme au temps des rois. Le peuple supporte tout, il sait qu'il est vaincu, il connaît son vainqueur ; il sait que le bourgeois ne s'arrêtera devant rien, que les Cosaques et les Croates sont de vrais agneaux en comparaison de la bourgeoisie, quand elle est triomphante, quand elle défend les droits du capital, l'inviolabilité de la propriété. Le peuple supporte tout, mais une sombre haine, le désespoir s'amassent dans son âme ; la situation est si insoutenable que des masses d'ouvriers, demandent à être envoyés à Alger ; et pourtant il n'y a pas de peuple qui tienne plus à son sol que le Français.

Jamais la terreur de 93 n'alla aussi loin que la terreur d'aujourd'hui. Sans parler de la différence des caractères, des circonstances, des causes, je m'en tiens au fait matériel de la violence et de sa mesure. Bien des têtes tombèrent sous la guillotine,

bien des innocents périrent sans doute, et l'on connaît tous leurs noms ; mais qui sait les noms de ceux qu'on a fusillés dans les forts, sur la place du Carrousel, au Champ de Mars, dans les caves des Tuileries ? Nous connaissons les noms de Fouquier-Tinville, de Maillard et d'autres membres du tribunal révolutionnaire. Mais ceux-ci, qui les a jugés, qui les a condamnés et où était la nécessité de ces crimes sanglants ? pourquoi en fait-on mystère, pourquoi a-t-on ôté au peuple le droit de connaître ses martyrs ? Est-ce que le comité de Salut Public cachait ses mesures ? les meurtres mêmes de septembre se faisaient au grand jour et les listes étaient examinées avec assez de soin, comme le certifie un témoin encore vivant, le scribe de la prison de Bicêtre. Mais dans ces mystérieuses exécutions de nuit, qui a dressé les listes ? Qui a osé prendre sur soi cette terrible responsabilité ? Les généraux d'Afrique se faisaient les exécuteurs de l'Assemblée qui agissait sous l'influence de Sénard et de Marrast ; Sénard et Marrast étaient l'expression de la volonté de la bourgeoisie – voilà le coupable. Non, dignes bourgeois, ne parlez plus de la République rouge et de la soif du sang ; quand elle versait le sang, elle croyait à l'impossibilité d'agir autrement, elle se vouait à ce sort tragique et abattait les têtes avec une conscience pure, mais vous, vous vous vengez lâchement, sans courir de danger. Six mille familles attendent la déportation et la fin des jugements de la cour martiale pour savoir si leurs pères, leurs frères, leurs fils ont été fusillés ou non...

La terreur de 93 fut grandiose dans sa rigueur implacable et sombre. Toute l'Europe se rua sur la France pour châtier la révolution, la patrie était alors réellement en danger. La Convention voila pour un moment la statue de la liberté et mit la guillotine comme gardienne "des droits des hommes". L'Europe voyait avec horreur ce volcan et reculait devant sa sauvage et toute puissante énergie ; la terreur sauva la France et vainquit l'Europe. Quand ce temps fut écoulé, ceux qui s'étaient voués au rôle terrible de juges, posèrent à leur tour la tête sur le billot ; ils subirent la loi du talion ; leurs têtes innocentes tombèrent et la hache apaisée se rouilla.

Aujourd'hui le préfet de police déclare chaque semaine, que la France refleurit, que le commerce fait des progrès, que la confiance renaît... Qui ces bourgeois avec ces Algériens cherchent-ils à sauver ? Il n'y a rien à craindre de l'Europe, depuis les journées de juin les monarques s'empressent, à l'envi les uns des autres, de reconnaître le nouveau gouvernement ; ils sauvent l'ordre public, ébranlé, mais non détruit le 24 février, et ils se vengent de la frayeur éprouvée, de l'insolente prétention de la populace d'être hommes, quoique leurs philosophes et leurs hommes libéraux n'aient fait que prêcher cette doctrine depuis un siècle.

Quelle rude leçon que cet état de siège de trois mois ! Voilà cette France qui aime tant la liberté, ce pays de propagande, de révolution... elle est privée de tout, au cœur même la vie est suspendue ; Paris est bâillonné, garrotté, il est privé du droit de

réunion dans les clubs, loi perfide, qui en le permettant, tua le droit de réunion ; il est privé de la liberté de la presse, ses enfants sont envoyés par milliers aux colonies et tout cela pour le salut de la société bourgeoise. Ah, périssent l'état qu'il faut sauver par de tels moyens ! Mais le peuple ne périra pas avec l'état ; les institutions absurdes périront ainsi que ceux qui, des formes républicaines, firent sortir le despotisme des casernes et s'y soumirent, afin de perdre le pauvre peuple.

Comment tout cela se résoudra-t-il, c'est ce qu'il est difficile de prévoir ; la violence que chacun exerce soi-même rétablit une apparence d'ordre, on s'habitue à l'arbitraire, qui peut répondre que la France ne rétrograde non-seulement derrière 1830, mais derrière 1789.

Le peuple ne se relèvera pas de longtemps après une telle défaite, il a besoin de repos ; il a perdu tous ses amis, tous ses guides ; à son moindre mouvement les horreurs des journées de juin renaîtront plus fortes que jamais, qui sait les limites de violence que pourront atteindre les grands défenseurs de l'ordre ? Jusqu'à présent ils ne se sont arrêtés devant rien. Pourvu que la patience n'échappe pas au grand peuple de Paris ; qu'il descende à présent de l'arène couvert de son sang, qu'il n'envisage pas les événements, qu'il ne prête pas l'oreille aux outrages et qu'il rassemble ses forces en silence ; je ne sais s'il sera appelé à arborer de nouveau le drapeau du socialisme à la bourse de Paris, je sais seulement qu'il vengera les journées de juin, la trahison de mai, la déception de l'Hôtel de Ville, l'appel mensonger de Cavaignac. On ne peut arrêter la guerre commencée par les journées de juin ; toute l'Europe s'y sent entraînée. Il est difficile au vieil Adam de changer de peau, le socialisme est trop grandiose pour les hommes usés, trop incompatible avec les formes vieilles où s'est renfermée la vie décrépite de l'Europe occidentale.

Hommes pitoyables, méprisables ! j'ai devant moi l'horrible livre des "rapports" de la commission d'enquête du 15 mai et des journées de juin. Les décevants de la République de 48 se sont noyés dans ce borborygme de calomnie et de dénonciation. Regardez ces fiers républicains, tout-à-coup sortis des rangs de citoyens pour devenir gouvernants, voyez comme ils se hâtent de faire des dénonciations pour se disculper, comme ils craignent ce dont ils se vantaient quelques mois auparavant. Les conversations privées, les épanchements de l'amitié, tout est violé, les gestes même sont interprétés. Ironie ! ironie ! L'Assemblée réactionnaire voulait se venger des républicains ; par une ironie amère elle nomma Odilon Barrot président de la commission d'enquête, et ce libéral idiot de la restauration, dépassé, rejeté par la révolution du 24 février, s'étalant dans le fauteuil de président, manda devant lui Lamartine et ces collègues. Comme un écolier surpris par son gouverneur et qui veut se disculper, comme s'il craignait d'être mis en punition, Lamartine commença par une phrase rebattue de chrestomathie et finit par l'aveu comme quoi il n'y avait pas

d'entente dans le gouvernement provisoire... Et personne de ces messieurs n'osa dire qu'ils écartent un tel juge, l'ennemi déclaré de la République, le ministre de Louis-Philippe ! et personne ne vint au secours de la révolution du 24 février. Au lieu d'être terrifié de l'attentat qui la mettait en accusation, ils la traînèrent devant l'inquisition d'Odilon Barrot ; ils permirent aux lèvres de Bochar de prononcer le verdict de condamnation !

Et de pareils hommes étaient à la tête de la République ! et si dans leur nombre, il s'en trouva deux qui n'ont pas voulu perdre les accusés par leurs dénonciations, en revanche il ne s'en trouva aucun qui eût assez de courageuse compassion pour dire un mot en faveur de huit mille victimes et pour rejeter une partie de leurs fautes sur l'Assemblée elle-même. Ainsi que dans l'affaire du collier de Rohan, tout le monde savait qui était l'accusée, mais personne n'osait la nommer, ici de même personne n'osa mentionner les causes du 15 mai et du 23 juin, ceux-mêmes qui auraient voulu disperser l'Assemblée, qui souhaitaient succès à la révolution, ne purent s'empêcher de jeter une parole dure aux casemates de ces malheureuses victimes de leur foi dans la France. Ces hommes n'eurent pas même assez de sentiment de leur dignité, assez de respect de soi-même pour ne pas répondre à d'insolentes questions. Ils se justifiaient par leur soumission à la loi. Qui donc a investi l'Assemblée d'une telle puissance, qui lui a donné le droit de condamner sans jugement, de faire des enquêtes sur les révolutions, sur l'histoire ? Il n'y a pas lieu ici à soumission à la loi ? c'est de l'esclavage, de la pusillanimité ; – effrayés de leurs liaisons avec les vaincus, – les *montagnards* laissèrent les royalistes prendre de terribles mesures, ils se taisaient, ils ne protestaient pas. Qu'ils aillent à présent se disculper devant Odilon Barrot, le prier, lui livrer leurs amis... peut-être l'Assemblée et lui leur feront-ils grâce...

... La République fut proclamée par le gouvernement provisoire timidement et à contre cœur ; il céda devant le peuple armé et prêt au combat. L'acte même de la promulgation fut étrange et rappelait une diplomatie qui aurait dû disparaître sous la République, mais qui au contraire s'y développa. "Le gouvernement provisoire (disait cette pièce curieuse) souhaite la République, si le peuple français la confirme". Quelle hésitation, quelle circonspection ; quelqu'un parle-t-il ainsi une heure après le combat, après la victoire ? Le lendemain le gouvernement provisoire se déclara "républicain" ; ensuite parut une troisième proclamation disant : "Le pouvoir royal est aboli, la République est proclamée !" cette fois pas un mot sur l'adhésion du peuple.

La révolution du 24 février se fit trop inopinément, ce fut un coup d'état, un 18 brumaire républicain. En France de tels changements étaient fréquents et réussissaient, mais il ne faut pas oublier qu'il est plus facile de faire le 18 brumaire au profit du pouvoir qu'au profit de la liberté. Le pouvoir ne demande que d'être

reconnu, mais la liberté n'a pas d'effet tant qu'elle n'a pas pénétré dans les convictions, tant qu'elle n'est pas devenue pensée, opinion, foi. La République fut une surprise pour tous, pour ceux qui la souhaitaient ardemment ainsi que pour ceux qui la repoussaient plus ardemment encore. N'est-ce pas un rêve ? demanda Crémieux tout ému, après le discours qu'il venait d'adresser aux avocats dans les premiers jours de la République. Oui, citoyen ministre, c'était un rêve, c'est là qu'est tout le mal ; à présent nous ne dormons plus et vous ne demanderez plus, si c'est un rêve ou non. Nous avons fait un somme très doux, mais nous voilà réveillés comme après une dose d'opium, la poitrine oppressée, la tête lourde, avec un dégoût profond de la vie et des hommes. Il me semble toujours que le roi est en voyage pour quelque temps et que l'administration s'est relâchée en son absence ; mais en vue de son prochain retour, les serviteurs commencent à élever la voix et à faire le procès à la révolution de février, de même que tous les procès politiques étaient poursuivis devant la Chambre des pairs. La valetaille a peur ; elle se défend seulement en attestant qu'elle l'attendait toujours, en effet elle a laissé fermés respectueusement ses palais, ses jardins, ses parcs réservés ; pourquoi ? sans doute par le sentiment qui fait considérer au serviteur libéré, son ancien maître toujours comme son maître.

Tous les hommes que le 24 février a fait surgir étaient détériorés par la captivité d'Égypte du Pharaon Orléaniste ; ils se développèrent dans la politique d'opposition, dans les expédients parlementaires, ils ne pouvaient avoir ni simplicité, ni franchise. Les individualités ne sont pas coupables, elles naquirent sous une pénible fatalité, elles grandirent dans un milieu malsain, elles furent élevées sur un sol en putréfaction. On ne peut pas cependant les décharger de toute responsabilité, ce serait les traiter trop légèrement et ne pas les prendre au sérieux.

Il est facile de couvrir toutes les actions humaines par la large amnistie de la nécessité historique, mais c'est renoncer à la dignité individuelle et priver l'histoire de tout intérêt dramatique.

Je plains les hommes du gouvernement provisoire, j'étais habitué à entendre leurs noms dans un temps serein qui semble aujourd'hui un rêve, comparé à la triste actualité. Cette dictature illégale fit son apparition, baignée dans le sang et elle continue, couverte d'opprobre. Et c'est précisément ce sang, cet opprobre qui dicteront une sentence implacable ; nous ne pouvons récuser les conséquences évidentes, nous ne pouvons renier le présent au travers duquel apparaît un passé encore si proche de nous. Le gouvernement provisoire, envisagé au travers des baïonnettes de l'état de siège, ne saurait trouver grâce à nos yeux.

La France, il est vrai, n'était pas prête pour la République... mais le gouvernement provisoire, investi d'une vraie dictature et s'appuyant de Paris, put se mettre à la tête du mouvement, élevant le peuple par ses institutions, sans l'exposer aux émotions

sanglantes, par lesquelles il passe actuellement. Pour cela il aurait fallu avoir la foi et l'énergie du comité de Salut Public, oui, seulement sa foi et son dévouement, les circonstances étant telles que le gouvernement de 48 n'avait nullement besoin de jouer le rôle de sévérité implacable, qui voile d'un nuage sanglant la dictature de 93. Je suis persuadé que la plupart des membres avaient un certain désir du bien. Les premiers jours il aurait fallu être un monstre pour ne pas partager l'entraînement universel ; outre Ledru-Rollin, Louis Blanc et Albert, il y avait non-seulement des républicains, mais des socialistes. Mais il leur manquait le nerf révolutionnaire que possédaient le royaliste Mirabeau et le montagnard Danton ; ils n'avaient pas cet esprit inquiet qui mine le vieil édifice, qui brise sans crier gare, insolent envers le passé, irascible et trouvant du plaisir à la destruction. Louis Blanc est plus radical que Ledru-Rollin, mais il s'éloigna dans le palais du Luxembourg, prêcha à ses adeptes le droit au travail et perdit toute influence sur le gouvernement.

Ledru-Rollin rencontra de l'opposition chez ses collègues, peut-être en serait-il venu à bout, mais à leur tête était une puissance, Lamartine. Le caractère de Lamartine était féminin par excellence, conciliant et fuyant les extrêmes ; il aspirait à concilier les opinions opposées, parce qu'au fond il n'était pas bien au clair avec lui-même ; dans son esprit, dans ses discours il manquait quelque chose de précis, de défini ; c'était un réflecteur en poésie, il le devint en politique. Lamartine grandit sous des influences étranges, il resta fidèle à l'époque de sa floraison ; à ce temps où la France rétrograde trahit son propre génie, d'ordinaire si lucide dans les abstractions, la pensée et la phrase françaises s'obscurcirent, aspirant "à tout embrasser sans rien renier", le vide vague de Chateaubriand et l'éclectisme embrouillé de Cousin sont les types de cette époque.

Lamartine a précisément quelque chose de Chateaubriand, quelque chose d'éclectique. Il ne se doutait pas que cette fluctuation entre les extrêmes, sans principe fixe, sans pensée élaborée est une preuve d'absolue indifférence, n'est qu'un épicurisme égoïste, un laisser aller. Lamartine trouvait dans son âme des sons pour les lis blancs, pour les autels et aussi pour Napoléon, mais en réalité il ne se donnait à rien ; Lamartine dictateur, prit en affection la République, le peuple ; à cette hauteur il voulait jouir de la paix universelle ; il sympathisait avec l'ouvrier affamé, mais il aimait l'opulence du riche ; il eut une larme pour la duchesse d'Orléans et une générosité chevaleresque envers ses ennemis politiques ; il y avait une seule chose, avec laquelle il ne pouvait sympathiser : la révolution, il croyait qu'on n'en avait plus besoin après la proclamation de la République ! Et un pareil homme se trouvait en tête de la démocratie naissante, unissant dans son âme douce deux courants agités, cédant à tous deux et les affaiblissant l'un par l'autre.

Le gouvernement provisoire prit surtout à tâche de tranquilliser le tiers-état en France et les gouvernements inquiets de l'Europe. Il n'avait pas foi dans sa propre cause, c'est pour cela qu'il la perdit. Il voulait organiser la République *n'importe comment* conserver la paix *n'importe comment* – et le but fut atteint. Il craignait de briser avec le vieil ordre de choses, il n'avait pas une pensée nouvelle, organisatrice ; de là vient qu'il flotta entre tous les partis, un jour paraît une loi socialiste, un autre jour une mesure purement monarchique, les unes ne sont qu'une piteuse copie du Comité de Salut Public, les autres ont l'empreinte d'une monarchie constitutionnelle. Il semble pourtant que la jeune République aurait dû différer beaucoup de la vieille monarchie ?

Ils se prenaient eux-mêmes pour quelque chose de si fortuit, de si passager, qu'ils n'allaient en rien au-delà de la forme et de la superficie ; ils évitaient d'aborder tous les problèmes importants. Ils avaient pour mission de jeter les premiers fondements de la régénération démocratique et sociale ; au lieu de cela ils indiquaient avec modestie la nouvelle Assemblée aux républicains ; aux socialistes, la commission du Luxembourg ; ils craignaient de prendre sur eux la responsabilité de la République ; ils ne souhaitaient qu'une chose : la tranquillité des rues et l'ordre policier ; leurs nerfs délicats ne pouvaient supporter le vacarme républicain.

“Le suffrage universel, l'organisation du travail”, voilà ce que voulait la révolution de février et ce que n'osait lui contester le gouvernement provisoire. L'intelligence incomplète de la question lui donna une solution froide et mécanique qui fit que le suffrage universel tua l'organisation du travail.

Avec le régime monarchique, avec l'absurde division des pouvoirs qui fait la gloire des partisans des formes constitutionnelles, avec l'idée religieuse de la représentation, avec la centralisation policière de l'état dans les mains du ministère, le suffrage universel n'est qu'une illusion optique, comme l'égalité que prêchait le christianisme. L'absurdité des conservateurs, leur habitude du cens, les faisaient trembler devant le suffrage universel, tandis qu'il n'est pas plus à redouter que tout autre mode d'élection de représentants. Il ne s'agissait pas seulement de se réunir une fois par an pour élire les députés et de retourner de nouveau au rôle passif de gouvernés, il s'agissait de fonder sur la base des élections toute la hiérarchie sociale, de laisser la commune élire ses administrateurs, de même que les départements, il fallait annuler tous les proconsuls recevant leur Mission du ministère ; alors seulement le peuple aurait pu réellement profiter de ses droits et en outre élire avec discernement ses députés centraux. Nos décemvirs ne voulaient rien de tout cela, ils voulaient maintenir l'administration des villes et des communes dans la plus grande dépendance du pouvoir exécutif et ils appliquèrent l'idée du suffrage universel uniquement aux faits politiques.

Ledru-Rollin comprit le danger et l'absurdité des prochaines élections. Quel résultat pouvaient donner les votes de quelques millions d'hommes, non préparés, non civilisés, votant pour la première fois sous l'influence du clergé, des riches propriétaires, des notaires, des employés, des hommes hostiles à la République par leur position sociale même ?

Il n'y avait rien de plus simple que d'envoyer au peuple des délégués pour établir une entente entre lui et le gouvernement révolutionnaire et de leur donner des circulaires à cet effet. Que trouvèrent de surprenant les journaux conservateurs, les membres du gouvernement, d'où venaient ces cris de la bourgeoisie, ces malédictions à Ledru-Rollin, quand il envoya les commissaires et publia ses circulaires ? La bourgeoisie se soumit à la dure nécessité en reconnaissant la République, à condition que la République serait une farce, elle comptait fermement sur l'inorganisation du suffrage universel ; et voilà que paraît un homme, investi du pouvoir important de ministre des affaires étrangères [de l'intérieur], qui veut rendre réelles ces élections fictives. Relisez ces fameuses circulaires, vous verrez que tout son but était de faire élire des républicains et non des royalistes pour constituer la *République*. "Mais la France ne veut pas du tout de République" ! C'est une autre question, alors il ne fallait pas s'adresser à Ledru-Rollin, mais à l'ensemble du gouvernement, à tout le peuple parisien et leur demander : pourquoi après Louis-Philippe n'ont-ils pas proclamé Henri V ? – La République existait de fait, elle fut proclamée par droit de révolution, ses ministres devaient agir dans l'esprit républicain.

Si tous avaient agi de concert, s'ils avaient marché d'accord avec Ledru-Rollin, si ce dernier n'eut jamais dévié, nous ne serions pas depuis trois mois en état de siège et nous n'aurions pas vu les rues de Paris, jonchées de cadavres.

La fatale maladresse du gouvernement provisoire le conduisit de faute en faute, pour ne pas dire de trahison, en trahison. Si l'on n'avait procédé immédiatement aux élections, peut-être sous l'impression de la récente révolution aurait-on élu des républicains, si les élections avaient été ajournées à un long terme, on aurait pu préparer le peuple, surtout les paysans. Le gouvernement ne fit ni l'un ni l'autre, il donna juste assez de temps pour que l'animation s'apaisât et que la réaction reprît courage. Il employa une seule réclame électorale, l'impôt supplémentaire des 45 c. L'absurdité de cette mesure est palpable ; elle offensa les campagnards, elle les indisposa contre la République ; les 45 c. devinrent le drapeau de la réaction. Au fond c'est par cet impôt que les paysans apprirent à connaître la République, elle ne se recommandait à eux que par un surcroît de charges. Mais, dira-t-on d'où prendre l'argent ? Où vous voudrez, mais jamais dans la poche de pauvres gens déjà écrasés par l'injustice sociale. Où Cambon prenait-il l'argent ?

Alors c'était le temps de la terreur. – Bon, où le Directoire prit-il à la fin de 1795 les 600 millions ? Enfin sir Robert Peel n'est certes pas un révolutionnaire, et il sut bien créer *l'income tax*.

Le club de Blanqui comprit l'effet pernicieux que devait produire l'impôt supplémentaire, il envoya une députation au gouvernement. Garnier-Pagès répondit aux délégués que le gouvernement comprenait lui-même l'inopportunité de sa mesure et tâcherait de la réparer. Comment la répara-t-il. Ils donnèrent l'ordre de ne pas prélever les 45 c. sur les gens auxquels les maires délivreront un certificat de pauvreté. Si c'était un subterfuge, Garnier-Pagès est un mauvais plaisant ; mais s'il l'a fait par conviction, alors c'est de l'absurdité. Non-seulement en France, où par un sentiment d'orgueil très développé personne n'avoue sa pauvreté, mais partout ailleurs, déclarez un impôt avec cette blessante exemption pour les pauvres et tout le monde le payera, ou personne. C'est ce qui arriva ; là où l'on ne le paya pas, le gouvernement eut recours à des mesures militaires !...

Le peuple de Paris et les clubs virent avec effroi que le gouvernement faisait fausse route, ils regardaient avec défiance tous les membres à l'exception de Ledru-Rollin, de Louis Blanc et d'Albert. Les clubs, par la voie des journaux et des délégués, signalaient les fautes et indiquaient les remèdes. Le gouvernement ne changea en rien sa ligne de conduite. Les clubs disaient par exemple qu'il ne fallait pas laisser les places de juge à des hommes qui s'étaient occupés pendant vingt ans à persécuter les républicains – le gouvernement ne les révoqua pas.

En même temps avec l'abolition du cens électoral, tomba l'organisation exclusivement bourgeoise de la garde nationale ; chaque citoyen, investi du droit de voter, recevait un fusil. Paris armé présentait l'aspect d'une force imposante, il devenait non-seulement la capitale de la démocratie, mais encore sa puissante milice ; il n'y avait pas alors d'armée à Paris et il ne pouvait y en avoir, tant que le peuple avait la liberté de la voix. En armant Paris tout entier, le gouvernement de 48 introduisit une masse nouvelle dans les vieux cadres de la garde nationale ; les nouveaux légionnaires se soumirent tout naturellement aux anciens et acceptèrent presque tous leurs opinions politiques. Cabet parla dix fois dans son club sur la nécessité de licencier la garde nationale et de la reconstituer plus tard, il s'élevait fortement aussi contre l'uniforme, et il avait raison. L'uniforme a des effets pernicieux, il sépare l'homme des autres hommes, mais il n'est nulle part aussi nuisible qu'en France. Depuis Napoléon I^{er} la France est infectée de militarisme. Le gouvernement se borna à l'abolition des bonnets à poil, il laissa subsister l'ancien uniforme et toléra l'habit bourgeois pour les nouveaux soldats ; alors naturellement les hommes en uniformes formèrent l'aristocratie des légions.

Quant à l'organisation du travail, le gouvernement ne pensa pas même à s'en occuper sérieusement, il n'avait aucun plan, aucune opinion sur ce problème si grave du temps présent. Pour s'en débarrasser, le gouvernement nomma Louis Blanc et Albert, présidents de la commission des ouvriers et les relégua au bout de Paris, dans le palais du Luxembourg. En outre, sans attendre sa décision, il fonda les ateliers nationaux, espèce d'asile pour les ouvriers manquant de travail par le fait de la révolution. Ces fameux ateliers nationaux qu'on a attribués aux socialistes, furent en réalité imaginés par les conservateurs du gouvernement provisoire, lesquels agirent non par le désir du bien, mais par la terreur qu'inspiraient deux cent mille hommes, sans pain et sans ouvrage.

Que la commission du Luxembourg ait fait peu ou beaucoup, son importance est établie ; la question sociale est devenue une question d'état. On a beau le fusiller et le déporter, le peuple n'oublie pas de telles choses. Le gouvernement fut forcé par les ouvriers de nommer une commission en leur faveur, semblable à la première église donnée aux chrétiens dans la Rome antique ; Louis Blanc fut le premier pontife et le prédicateur du nouveau temple. Les discours de Louis Blanc retentissaient dans des cœurs qui souffraient non-seulement de la misère, mais encore de l'outrage. Les paroles de sympathie et de fraternité partaient alors de la même tribune, sur laquelle toussait quelques jours auparavant le vieux Pasquier tout voûté, ce représentant rusé et sans cœur du vieux monde agonisant. Dans les séances du comité on faisait peu d'affaires, mais elles se terminaient quelquefois par des larmes ; c'étaient des liturgies solennelles du socialisme naissant, des entretiens amicaux, qui agissaient notablement sur le développement des ouvriers. Un jour Lamartine vint à la fin de la séance ; Louis Blanc avait terminé sa causerie, le peuple commençait à s'écouler, quand tout à coup le petit Louis Blanc se précipite de nouveau à la tribune, il crie, il sonne, il prie les ouvriers d'attendre un moment, les ouvriers s'arrêtent. Louis Blanc leur dit : "Mes amis, mon collègue, le citoyen Lamartine, a reçu à l'instant même la nouvelle que le peuple de Vienne est vainqueur, Metternich a fui, la révolution triomphe ; je vous ai arrêtés pour partager avec vous cette bonne nouvelle. Vive la République universelle !"

Cependant la réaction triomphait, elle était si sûre de la victoire que le maréchal Bugeaud offrait déjà au gouvernement son épée de Transnonain ; Thiers attendait les élections. Se parant d'une ridicule générosité, le gouvernement ne prenait aucune mesure contre les intrigants encroûtés et leur laissait pleine liberté de dérouter les électeurs.

Je hais du fond de mon cœur toutes les mesures féroces, car elles ne sont que l'effet de la vengeance. Mais quelle férocité y aurait-il eu à écarter de la participation aux affaires quelques centaines d'hommes, riches pour la plupart ; à les forcer à s'éloigner

de la France jusqu'à ce que le nouveau gouvernement se fortifiât, que la République se fut organisée. Ces hommes étaient connus, ils le sont à présent, ce sont les fameux *satisfaits* de la Chambre, ce sont les anciens ministres, défenseurs publics du jésuitisme. Certes, cette mesure aurait été bien plus courte et plus utile que les déportations arbitraires qui continuent depuis plus de deux mois. Ledru-Rollin, qui pensait qu'il fallait destituer tous les préfets, laissait en même temps Carlier au ministère de l'intérieur. Les espions, dont le nombre sous Louis-Philippe était considérable, eurent l'audace d'offrir leurs services à la République, se fondant sur ce que le 24 février les avait privés de tout moyen d'existence, et le gouvernement, au lieu de déporter ce nid de corruption, accepta leurs services. Trois *polices secrètes* furent formées de ces hommes et d'autres filous appartenant à différents partis. L'une d'elle était à la préfecture, l'autre au ministère de l'intérieur, et la troisième à la disposition de Marrast ! De grandes sommes furent dépensées à l'entretien de tout ce vilain monde, sommes bien mal employées, car tout se faisait ouvertement, dans la rue. Les espions de Marrast entouraient Caussidière, Ledru-Rollin et Louis Blanc, tandis que Caussidière savait tout ce que disait Marrast. Voilà à quoi s'amusaient les décevirs. La même chose se passait au ministère des affaires étrangères, Lamartine employait les secrétaires de Guizot et confiait d'importantes missions diplomatiques à des hommes de la réputation la plus douteuse.

Vous vous souvenez comme la proclamation de la République émut toute l'Europe, l'Angleterre même chancela sur ses bases féodales ; les peuples relevèrent la tête et tendirent une main sympathique à la jeune République, la France devenait naturellement le chef du mouvement universel. Quelle différence avec la République proclamée le 22 septembre 1792 ! Alors il se trouva à peine une poignée d'hommes comme Kant, Fichte, Forster, Fox qui sympathisaient avec le mouvement, à présent les députations se succèdent devant le gouvernement provisoire avec des discours de sympathie et de fraternité. Les Polonais, les Italiens, les Allemands, les Américains du Nord, les Irlandais, les Chartistes et les démocrates anglais expriment leur amitié et leur étonnement, à l'envi les uns des autres. Ce n'étaient pas de vains discours ni des paroles vides, rappelez-vous ce qui eut lieu à Vienne, à Berlin, à Milan, à Rome, dans l'Allemagne du Sud, en Posnanie et en Belgique même.

À aucune époque de l'empire, la France n'eut une telle influence sur toute l'Europe comme aux mois de mars et d'avril ; les gouvernements démoralisés perdaient la carte, les peuples étaient pour la France, la terreur était si grande que le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche se laissaient arracher des institutions démocratiques et promettaient de reconstituer la Pologne. Pour exprimer d'un mot la faiblesse de la vieille politique de 1815, il n'y a qu'à se souvenir de la petite principauté de Monaco et

du canton de Neuchâtel qui firent chacun sa révolution, et personne ne pensa à s'y opposer !

Quel profit tira la République française du concours surprenant des circonstances ? – Elle laissa la terreur se calmer, elle encouragea tous les gouvernements et éteignit tout le mouvement européen. Le manifeste de Lamartine était déjà assez atone et assez pâle, mais les actes de sa diplomatie furent encore plus faibles. Il dit dans son manifeste que la France n'a pas besoin de chercher le pardon de sa révolution ni de mendier la reconnaissance de la République. Dans le fait il tâchait précisément que les gouvernements européens donnassent l'absolution à la France pour le péché de son affranchissement. Lamartine avait tout aussi peur de la coalition des rois que les rois avaient peur de l'alliance des peuples. On peut sans rire se représenter un homme qui a peur d'un autre, mais figurez-vous que tous deux se craignent mutuellement et vous éclaterez de rire. La vieille diplomatie des cours était plus perspicace et plus astucieuse que Lamartine, elle comprit à quelle espèce d'innocent gouvernement républicain elle avait affaire. Elle sentit du dépit de sa fausse terreur et se vengea de sa faiblesse sur les peuples. La réaction ouverte et arrogante commença alors partout et continue encore dans toute sa force ; la monstrueuse invention de l'état de siège durant des mois trouva des imitateurs.

Mais que faisait donc le parti démocratique, les socialistes, quelles mesures prirent-ils quand ils eurent vu dans quelles mains inhabiles et sur quelle voie pernicieuse était le gouvernement ? On ne peut pas dire que la démocratie ait montré beaucoup de talent et d'habileté, elle ne sait que se battre avec bravoure, que mourir héroïquement et que subir avec dignité la prison et les galères. Trois fois la démocratie put vaincre la République monarchique et trois fois elle laissa échapper de ses mains la victoire.

Les martyrs du temps de Louis-Philippe, Barbès et Blanqui, étaient les chefs de deux clubs puissants ; Sobrier, Raspail, Cabet avaient leurs clubs à eux, leur but était le même, mais il n'y avait ni plan ni unité. Barbès et Blanqui étaient désunis, leur dissension, basée sur l'opposition la plus complète des caractères, était attisée par des gens qui trouvaient leur compte à l'éloignement de ces deux coryphées de la démocratie. Barbès et Blanqui, revenus du Mont St-Michel, tendirent la main à Lamartine, d'autant plus que Barbès se croyait redevable à Lamartine, qui en 1840 avait intercédé auprès de Louis-Philippe pour qu'il ne laissât pas exécuter sa sentence de mort⁸.

⁸ Ce bruit circulait alors, plus tard je sus de Barbès lui-même que la part de Lamartine dans cette affaire était mince. La sœur de Barbès le sauva par une lettre adressée à Louis-Philippe.

L'aide de pareils hommes était inappréciable pour le gouvernement, ils apportaient les conseils de démocrates éprouvés, une autorité basée sur de grands services, sur le courage héroïque de l'un et sur les profondes conceptions de l'autre. Au bout de quinze jours tous deux s'éloignèrent en secouant la tête ; ils virent qu'on ne pouvait rien faire avec ces hommes, qu'ils perdront la révolution. Barbès était représentant et colonel de la 12^{ème} légion. Tout en se retirant, il resta par là en rapport avec le gouvernement. D'ailleurs des souvenirs de jeunesse le rattachaient encore au gouvernement, où il comptait d'anciens camarades de conspiration. Confiant, toujours prêt à donner la dernière goutte de son sang pour la République, il n'aperçut pas bien des choses ; son cœur pur l'avait fait croire à la pureté des autres, il comptait sur les hommes, là où il fallait s'en défier.

Blanqui était tout autre. En rompant ses liaisons avec le gouvernement, il les rompait définitivement ; il n'avait jamais aimé aucun de ces hommes faibles, à présent il les soupçonnait et les haïssait. Blanqui est un homme concentré, nerveux, morose ; épuisé et brisé par la terrible réclusion cellulaire, il a conservé une incroyable énergie d'âme. C'est un révolutionnaire de notre siècle, il a compris qu'il ne fallait rien réparer, parce que le premier problème, c'est la destruction de ce qui existe. Doué d'une éloquence tout à fait originale, il sait émouvoir les masses, chacune de ses paroles est un réquisitoire contre le vieux monde et un appel à sa condamnation. On l'aimait moins que Barbès, mais on l'écoutait mieux. Le gouvernement avait peur de cet homme implacable ; quoiqu'il fit, il sentait que le regard haineux et ironique de Blanqui était sur lui et ce regard le faisait pâlir. Tous les membres du gouvernement tâchèrent de le perdre, même Ledru-Rollin et Caussidière ; avec Barbès au contraire, ils espéraient en venir enfin à une entente.

Au mois de mars le gouvernement n'avait pas encore osé songer à des arrestations, il se bornait à la calomnie. Blanqui et les clubs le firent souvenir de leur force le 17 mars, à propos d'une absurde démonstration contre les bonnets à poil. Ils parcoururent les rues principales de Paris en une procession solennelle de cent mille hommes. Elle était en bon ordre et très calme, et cependant la bourgeoisie fut tellement terrifiée par cette démonstration et l'expression des visages, qu'elle se tint coi pendant tout un mois, mais non sans continuer sa conspiration souterraine.

Pendant ce temps on aurait pu faire des merveilles, la démocratie ne sut pas en profiter. Les hommes qui défilaient en immenses colonnes sur les boulevards auraient bien pu empêcher la réaction de rassembler ses forces et à la fin de les écraser aux journées de juin.

La démocratie se borna à encourager le gouvernement le 17 mars ; le peuple promit de le soutenir contre les machinations de la réaction, mais où voyaient-ils que le gouvernement craignait la réaction ; c'était le peuple qu'il craignait. La veille de ce

jour, Lamartine avait livré Ledru-Rollin et déchargé d'une manière détournée une partie du gouvernement de la responsabilité de ses circulaires ; le peuple acceptait à présent cette solidarité et criait : Vive Ledru-Rollin ! et Ledru-Rollin n'eut pas l'esprit de s'emparer de la dictature pour sauver la révolution. Le peuple se dispersa sans avoir rien fait, si non de donner plus de force au gouvernement provisoire. Le lendemain, on lut au Moniteur : "Le gouvernement, proclamé sur le théâtre de la lutte, a reçu une nouvelle confirmation de son pouvoir par deux cent mille citoyens, qui nous donnèrent par leurs acclamations la force morale et la sanction souveraine". Ayant ainsi remercié le peuple, le gouvernement commença à se préparer à une nouvelle réception de l'hôte souverain, cette fois ce fut avec les honneurs militaires.

Juste un mois plus tard, le 16 avril, les clubs et les ouvriers, convaincus enfin que le gouvernement ne veut rien faire pour le peuple, que les élections vont mal, se rassemblèrent sans armes au Champ de mars. Tout à coup le rappel de la garde nationale retentit dans tout Paris, les bourgeois armés courent de toute part, la banlieue fait son entrée par toutes les barrières, dans les mairies on distribue les cartouches, près de cent mille baïonnettes se pressent aux abords de l'Hôtel de Ville et du palais du Luxembourg, et l'on se demande avec inquiétude où est l'insurrection, où est l'ennemi ? Sobrier saisit son fusil et descendit dans la rue, persuadé que les royalistes ont fait un soulèvement. Ces baïonnettes, ces canons étaient préparés contre ce même peuple devant lequel, un mois auparavant, s'inclinait le gouvernement provisoire. Ce jour là Ledru-Rollin accepta une grande responsabilité, il ordonna de battre le rappel ; Marrast proposa à tous les maires de Paris de crier : À-bas les communistes, et déjà le cri de : mort aux communistes retentissait dans les rangs des gardiens de l'ordre. Bien entendu qu'on désignait par là les républicains qui ne croyaient pas que la République consistât simplement en l'absence de Louis-Philippe. Sans le bon et noble vieillard Courtais, qui commandait la garde nationale, l'affaire ne se serait pas passée sans effusion de sang. La victoire du peuple était possible, car il n'y avait pas d'armée, il n'y aurait pas eu autant de victimes qu'en juin, et les victimes de juin ne furent pas les dernières.

Les ouvriers outragés exigeaient des explications du gouvernement, le gouvernement se troublait, il remerciait tout à la fois la garde nationale pour le bien qu'elle avait fait et les ouvriers pour le mal qu'ils n'avaient pas fait et que nul ne pensait à faire. Marrast assurait que le seul but du gouvernement est de "mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme". Le peuple se dispersa d'un air sombre, la défiance et l'animosité croissaient, les deux Républiques se mesurèrent : "Oh que l'avenir est menaçant, écrivait Pierre Leroux à Cabet, puisqu'il y a aujourd'hui deux Républiques en présence !"

Deux ou trois jours après le 17 avril, à une revue de la garde nationale que passait le général Changarnier, royaliste déclaré, intrigant bien connu, homme sans cœur, ambitieux et très envieux, il déclara que quelques régiments de ligne sont prêts à entrer dans Paris pour soulager la garde nationale ; c'était pour ainsi dire une question posée aux bourgeois : veulent-ils que l'armée rentre à Paris ? "Vive la ligne ! crièrent les premières légions, composées des quartiers riches et aristocratiques ; quelques heures après les soldats entrèrent dans Paris, tambour battant – c'étaient les premiers depuis le 24 février. Depuis lors, la République se trouvait sous l'épée de Damoclès, Cavaignac coupa le fil, et l'épée, apportée par le gouvernement, fit sa besogne. Les soldats peuvent faire des soulèvements prétoriens, des révoltes de janissaires, mais leur présence n'est pas compatible avec la liberté du peuple, ou bien ils doivent cesser d'être soldats. Émile de Girardin écrivit avec beaucoup de justesse dans la *Presse*, que le 24 février, l'armée n'a pas été vaincue comme armée, mais qu'elle a été condamnée comme institution et l'obtus *Réforme* se récria contre lui. Cependant l'arrivée des troupes émut fortement les citoyens ; le club de Blanqui se présenta devant le gouvernement pour lui en demander compte ; Lamartine répondit, avec son éloquence astucieuse, que quatre mille soldats sont venus pour réconcilier les citoyens-soldats avec leurs frères. "Nous ne pensons pas, nous n'avons jamais pensé et nous ne penserons jamais à opposer les troupes au peuple ; la République à l'intérieur ne demande pas d'autres défenseurs que le peuple armé. Et que peut faire cette poignée de guerriers, quand 80 000 hommes, commandés par Bugeaud, n'ont rien pu faire". Ce fut un grand crime du gouvernement provisoire, et Ledru-Rollin consentit à cette mesure ; de la même main qui avait signé ses bulletins et ses circulaires, il signa l'arrêt de mort de la révolution. Le pouvoir déprave ou enivre.

Après ces événements, le gouvernement s'éloigna de plus en plus du peuple ; le peuple se sentait trahi, aussi se pressait-il dans les clubs ; il y avait là en masse des discours, des séances orageuses, des propositions, mais point de plan pour arrêter la réaction ; le peuple était prêt à tout hasard. Des boutades inattendues avaient bien souvent réussi aux Français, ils pensaient qu'il en serait de même cette fois encore. Cependant les élections inclinaient à la monarchie ; ici on congédiait les commissaires du gouvernement provisoire, là on les emprisonnait ou on les empêchait d'agir ; le clergé secondait la bourgeoisie et les légitimistes. Les ouvriers, ayant perdu toute espérance de voir leurs intérêts représentés, s'insurgèrent à Limoges, à Rouen et à Elbeuf. À Limoges, le peuple eut le dessus et il n'y eut pas de meurtres ; à Rouen, la bourgeoisie fut victorieuse et le sang teignit les rues de la vieille cité. Depuis quatre mois la réaction se prépare à juger les perturbateurs de l'ordre public.

Au point de vue de la police, le peuple fut coupable de s'opposer par la violence aux élections, mais il y a une autre, une suprême justice et celle-ci est de son côté ; le peuple se sentait trompé ; ne trouvant pas d'autre moyen, entortillé par le formalisme, il s'insurgea, entra de force dans l'Assemblée, jeta les urnes au feu. Le peuple n'est pas un tribunal, un individu privé, excepté en Angleterre il ne peut pas procéder par des moyens légaux. En Angleterre, la légalité met des chaînes au peuple de même qu'au gouvernement ; le gouvernement en Angleterre ne sortira jamais des formes marquées par la loi. Y a-t-il jamais eu en France un gouvernement quelconque qui se soit arrêté à la légalité dans un procès politique ? tous les gouvernements de la France ont eu leurs journées de septembre, leurs lettres de cachet, leurs fructidors, le duc d'Enghien vaut bien la *complicité morale* d'Hébert et les déportations d'aujourd'hui. Les gouvernements français, depuis le 9 thermidor 1794, ne croient plus ni à leur légalité, ni à leur solidité, ils croient toujours voir se dresser la guillotine et ils se défendent par n'importe quels moyens. Quant à ce qui regarde la jurisprudence française tant vantée et son indépendance, c'est un des préjugés les plus criants. Elle sert tour à tour à chaque gouvernement pour envoyer ses ennemis en exil ou à l'échafaud.

D'ailleurs la légalité ne saurait être obligatoire pour un peuple entier ; quand il s'insurge, il porte en soi une source vivante de justice et de légalité dans le moment donné ; il ne marche pas d'après un article connu du code, mais il crée une loi nouvelle. Le peuple proteste par les barricades, comme le 24 février ; il enfonce les portes de l'Assemblée, comme au 15 mai, pour montrer son mépris envers la représentation, élue *légalement par la forme*, mais ne jouissant plus de la confiance. Dans de semblables moments, le peuple a la conscience de son autocratie et il agit en conséquence de cette conviction. Les absurdes persécutions contre les mouvements politiques, surtout pendant les élections et après la révolution, prouvent une seule chose, que la République n'est qu'un mot vide de sens. Dans les Républiques il faut, bon gré mal gré, s'habituer *aux désordres et à la violation de la tranquillité* ; au fond ce n'est pas du désordre et ce n'est pas aussi effrayant qu'il semble. Dans les monarchies, aux casernes et dans les prisons, il y a bien plus de calme, là tout bruit, tout écart de discipline est regardé comme une trahison, comme un outrage à la majesté ; mais dans ce calme, ce qui est mauvais, c'est que l'homme ne sait jamais ce qu'il deviendra dans une heure. Aux États-Unis, les élections ne se passent presque jamais sans vacarme, le gouvernement ordinairement s'éclipse alors et il montre par là une grande probité – ici il n'y a ni autant de tact ni autant d'intelligence. Les Français ne peuvent se débarrasser de l'idée de l'organisation monarchique ; ils ont la passion de la police et de l'autorité ; tout Français est dans l'âme un commissaire de police, il aime l'alignement et la discipline ; tout ce qui est indépendant, individuel

l'irrite, il comprend l'égalité seulement comme nivellement et se soumet volontiers à l'arbitraire de la police, pourvu que tout le monde s'y soumette. Mettez un galon autour du chapeau d'un Français et il devient oppresseur, il commence à opprimer tout homme qui ne porte pas ce galon ; il exige du respect envers l'autorité. Les Français aiment la terreur, c'est pour cela qu'ils supportent si facilement l'état de siège ; il est bon de récapituler tout cela en parlant des horreurs de 93, afin de ne pas mettre une faute collective sur le compte des individus.

Deux moi après le 24 février, le ministre parlait des cris séditieux, des réunions d'hommes sans armes ; jamais il ne pensa à se demander : pourquoi le peuple ne crierait-il pas s'il en a envie et comment le peuple pourrait-il s'occuper activement des affaires publiques, s'il ne peut se rassembler ? Les clubs, les salles publiques, les places publiques, ce sont les cabinets de travail du peuple. Du moins si ces hommes relisaient l'histoire d'Athènes et de Rome.

Cependant les représentants affluaient de tous côtés vers Paris. Le peuple et les républicains regardaient avec indignation et en rougissant jusqu'aux oreilles, ces visages bornés, ces yeux avides des propriétaires, ces traits défigurés par l'amour du gain et de l'ordre, ces gros nez et ces fronts étroits des rapaces provinciaux, qui allaient à la face du monde organiser les destinées de la France, créer la République, possédant pour tout criterium l'aune du boutiquier et les balances de l'épicier. Et vous leur avez livré l'avenir de votre belle France, vous les avez acceptés, vous leur avez permis... mangez-en donc le fruit amer !

Étrange destinée de la France d'être grande dans la maladie et triviale dans la santé, d'être grande un jour et insignifiante le lendemain ! Sans doute il est bon qu'elle ait la force de secouer la boue de temps en temps, qu'elle ne puisse rester longtemps dans le repos, qu'elle ait besoin de nouveauté, de changement, de mouvement ; néanmoins son manque de persistance frappe. Le peuple français se soulève tout à coup, inexpugnable et menaçant, il entre dans une lutte à outrance contre le mal social ; impossible de lui résister dans ces moments là : il prend la Bastille, les Tuileries, il repousse une armée entière – il faut laisser passer ces fougues. À mesure qu'il a le dessus, ses forces s'épuisent, son esprit se trouble, l'énergie disparaît et il devient indifférent pour ce qu'il a acquis au prix de son sang. Tant que la République et la France de 93 étaient à un doigt de leur perte, tant que l'Europe, la Vendée, le clergé, la noblesse, les fédéralistes, les prétendants, les émigrés, l'or de l'Angleterre, en un mot, tant que tout était contre eux au dehors comme au dedans, Paris et la Convention défendirent, sauvèrent la France et la République. L'ennemi défait n'avait pas eu le temps de regagner sa demeure, que déjà la République faiblissait. Après avoir combattu dix ans pour la liberté, la France s'offensa de ne pas avoir un gouvernement fort, de n'être opprimée par personne. La

constitution monstrueuse et sans cœur de Sieyès, le coup d'État de caserne du général Bonaparte furent accueillis avec transport, personne ne voulut remarquer que la constitution de l'an VIII est un despotisme organisé, que la publicité est tuée, que le système électif est tourné en dérision, qu'il n'y est pas même question de la liberté de la presse. Il n'y a pas au monde de peuple qui ait fait plus d'exploits, qui ait versé tant de sang pour la liberté que les Français et il n'y a pas de peuple qui la comprenne moins, qui cherche moins à la réaliser en fait, sur la place publique, au tribunal, dans sa maison ; ils se contentent de paroles, ils font des proclamations là où il faudrait changer l'existence même. Le peuple français est le peuple le plus abstrait du monde, le fanatisme de l'idée va de front chez lui avec le mépris de l'individu, avec le dédain du prochain ; tout devient idole chez les Français – malheur à l'individu qui ne s'inclinera pas devant celle du jour. Le Français se bat héroïquement pour la liberté, et, sans y réfléchir un seul instant, il vous traîne en prison si vous n'êtes pas de son avis. Louis XIV disait : "l'État c'est moi", la République en dirait bien autant. Et le tyrannique *salus populi* et l'inquisitorial, le sanguinaire *pereat mundus* et *fiat justitia* sont inscrits dans la conscience des royalistes de même que dans celle des démocrates. C'est que les Français élèvent chaque principe à la dignité de dogme ; on les croyait irrégieux, anti-chrétiens, parce qu'ils sont légers et habitués aux railleries de Voltaire, mais à côté de Voltaire ne voit-on pas Rousseau, dont chaque parole est religieuse, qui a traduit l'Évangile du latin d'église en français moderne. Les Français ne se sont pas du tout émancipés de la religion ; lisez George Sand et Pierre Leroux, Louis Blanc et Michelet, c'est partout le christianisme et le romantisme adaptés à nos mœurs ; partout le dualisme, l'abstraction, le devoir abstrait, la vertu conventionnelle, officielle, la moralité rhétorique sans rapport avec la vie pratique. Observez avec quel effroi on écoute ici Proudhon, parce qu'il dit ouvertement et hardiment les choses, dites par Feuerbach quelques années auparavant.

La liberté de la pensée, c'est plutôt un noble caprice chez les Français qu'un besoin réel ; et, je ne réponds pas de la liberté de la presse, si les démocrates s'emparent du pouvoir. Leur nature mobile les sauve de l'esclavage. Après avoir perdu les neuf dixièmes de ce qui a été acquis par le sang, ils recommencent au bout d'une quinzaine d'années à construire des barricades, ils jonchent les rues de cadavres et étonnent l'univers par leur héroïsme, pour perdre de nouveau ce qui a été conquis. Ce caractère d'adolescent étourdi, cette gaminerie politique des Français, pleine de bravoure et de noblesse, plut longtemps à l'Europe, l'entraîna, lui plut surtout tant qu'elle-même n'osait ouvrir la bouche et qu'elle était réduite à faire secrètement des signes d'intelligence à Paris ; maintenant les peuples ont un peu grandi ; Vienne et Berlin ont eu leurs barricades ; les peuples qui avaient levé la tête après la révolution de 1830, commençaient à s'indigner ouvertement contre la réaction française ; ils se

retirèrent avec dépit de la France après le 24 février, qui avait tant promis et qui n'avait rien tenu. Encore une explosion pareille et vous verrez les peuples de l'Europe se détourner de la France et la laisser se déchirer à son aise, sans l'honorer de leur intérêt ni de leur sympathie. L'humanité mûrie ne permettra pas qu'on la joue toujours, elle cessera de s'intéresser à un pays qui, comme les paysans russes avant Boris Godounov, a par an un jour de liberté et trois cent soixante-quatre jours d'esclavage !

Lettre XI.

Paris, 1^{er} juin 1849.

Notre époque, amis, quoique bien pénible, est pleine d'un profond enseignement. La dernière année nous a beaucoup appris. Nous connaissons mieux notre camp, nos forces, nous sommes devenus bien plus pauvres, mais en revanche, nous sommes mieux préparés. Il devient de jour en jour plus difficile de marcher d'accord avec nous – tout ce qui est faible, hésitant, fragile doit rester en arrière. Beaucoup d'hommes sincères et dévoués avaient travaillé à la révolution pendant toute leur vie, mais ils s'arrêtèrent, quand ils comprirent où elle allait ; les uns nous abandonnent isolément par honte, d'autres forment bande à part – en attendant qu'un Cavaignac quelconque les guide à sa manière...

Il y a deux ans, on pouvait faire le libéral à bon marché ; il suffisait de discourir sur le progrès, sur la souveraineté du peuple, sur les sympathies démocratiques, de s'asseoir au centre gauche, d'effaroucher quelquefois les bourgeois par le souvenir de la Convention, de traquer les ministres par des questions impossibles et tout cela en restant défenseur non seulement du droit, mais encore de l'ordre existant.

Tout a changé depuis et l'on ne peut plus être sérieusement révolutionnaire avec deux, trois phrases, deux, trois discours, ni même par le noble souvenir des luttes passées et des barricades. Ni la bravoure personnelle, ni le caractère ne suffisent pour rendre l'homme révolutionnaire, s'il ne l'est comme le veut l'époque.

Les révolutionnaires du 18^{ème} siècle étaient grands et forts, précisément parce qu'ils avaient bien compris leur rôle, et qu'une fois qu'ils l'eurent bien compris, ils continuèrent leur marche sans crainte et sans pitié. Être aujourd'hui révolutionnaire de la Convention serait à peu près aussi impossible que l'eut été de se présenter comme huguenot à la Convention. Il suffisait au 18^{ème} siècle d'être républicain pour être révolutionnaire, à présent, on peut être républicain en même temps que conservateur à outrance. Mais à notre époque le révolutionnaire doit être socialiste.

On n'est pas forcé d'être révolutionnaire, mais celui qui lève une fois le drapeau, qui se met volontairement dans les rangs, doit savoir que la *révolution oblige*, qu'on ne peut pas imposer à sa marche les limites du caprice.

Par bonheur la révolution et le conservatisme se sont tellement éloignés l'un de l'autre dans ces derniers temps qu'aucun colosse de Rhodes n'aurait pu tenir en même temps les pieds sur les deux rivages – position favorite des hommes *forts* tels

que Lamartine. Le temps de l'éclectisme politique est passé, il faut opter entre les deux bords.

Le conservatisme et la réaction couvent dans l'âme de celui qui veut conserver quelque chose des principes chrétiens, féodaux, romains ; les événements le démentiraient infailliblement. En effet, l'idée révolutionnaire de notre époque est *incompatible* avec l'organisation de l'État en Europe ; ils se conviennent l'un à l'autre aussi peu que les lois anglaises iraient au Japon ou le droit prussien à l'ancienne Grèce. Au fond les agitateurs purement politiques sont plus près de Guizot que de nous.

Tout en Europe se précipite avec une incroyable rapidité vers une révolution fondamentale ou vers un écroulement ; il n'y a pas un point sur lequel on puisse s'appuyer ; les traditions et les théories, la religion et la science, le nouveau et le vieux, tout brûle et tombe en cendres. Dans une seule année la France a usé jusqu'à la corde le rêve de la République politique et l'Allemagne, toutes les autres rêveries. – Mais où sont les limites ? Qui dira où finit la République politique, où commence la sociale ?

La République politique ne se continue pas dans la sociale, mais elle se transforme en elle ; la révolution sociale est l'accomplissement, la réalisation de la politique, et ce n'est pas la fusion des deux systèmes, c'est la voie naturelle de tout ce qui est vivant, de tout ce qui se meut et se développe. Où sont les limites entre les plantes et les animaux, entre la chimie et l'organisme ? La différence entre la rose et l'ours saute aux yeux, mais pénétrez dans le monde des zoophytes et des cryptogames, et vous verrez le point de contact du règne animal avec le règne végétal, que l'un touche l'autre par des degrés imperceptibles... Le socialisme prend la République pour une voie qu'il faut nécessairement parcourir ; la République politique, représentative est la transition entre la monarchie et le socialisme. La République a un idéal, des aspirations, mais elle n'est pas la réalité tant qu'elle se borne à la représentation de la souveraineté du peuple ; avec des conditions plus favorables elle peut être plus indépendante qu'une monarchie constitutionnelle, mais elle ne saurait être tout à fait libre, tant qu'elle n'acceptera pas les conséquences des faits historiques et sociaux. Du moment qu'elle les accepte, elle deviendra sociale – nom de convention qui désigne cette transition.

Ordinairement on pense que le but exclusif du socialisme est la solution de la question du capital, de la rente et du prix de travail, c'est-à-dire la suppression de l'anthropophagie civilisée. Ce n'est pas tout à fait ainsi. Les questions économiques sont extrêmement importantes, mais elles ne forment qu'un côté du grand système qui tend aussi à l'abolition des abus de la propriété, à anéantir tout ce qu'il y a de monarchique, de religieux dans les tribunaux, dans le gouvernement, dans toute

l'organisation sociale, et surtout dans la famille, au foyer domestique et dans la moralité de la vie privée.

La République qui conservera l'organisation et les mœurs monarchiques peut toujours redevenir monarchie ou, ce qui est encore pire, tomber sous le pouvoir despotique d'un intrigant ou d'un soldat heureux, sous l'autocratie d'une assemblée vénale et despotique, sous le joug d'un ministère corrupteur et de ses agents.

Pour désigner encore plus clairement en quoi consiste la différence entre la vraie République sociale et la République transitoire, représentative, montrons dans toute sa pureté, dans sa dernière expression l'idéal de l'organisation sociale auquel tend l'homme de nos jours, et l'on verra son immense différence avec cette éternelle monarchie, qui a usé les pinceaux de l'histoire.

Sous la monarchie, le peuple est gouverné, en République, il fait lui-même ses affaires. Le type de la monarchie, c'est le père s'inquiétant de ses enfants, le patron employant ses ouvriers, le tuteur défendant ses pupilles. Le type de la République, c'est la libre association de frères ayant une cause commune et un intérêt égal.

La monarchie doit être nécessairement fondée sur une autorité sacrée, inviolable, cette autorité va en descendant vers le peuple, communiquant à chaque échelon de la hiérarchie sociale une partie du pouvoir suprême. Je vois sur le front de chaque commissaire de police la trace du chrême dont est oint son monarque. La solennité et l'éclat sont indispensables à la monarchie ; la majestueuse représentation et la pourpre sont aussi nécessaires au monarque que la chasuble au prêtre. Le pouvoir monarchique doit se montrer partout, être toujours évident ; il doit rappeler constamment que l'individu n'est rien vis-à-vis de lui, qu'il est *sujet* et obligé de lui sacrifier sa meilleure part et surtout de se soumettre en tout et partout.

L'abolition de l'autorité est le commencement de la République. Elle ne reconnaît que des hommes libres et autonomes ; l'autorité tue la liberté de l'intelligence.

La République n'a besoin d'aucun autre principe que de celui qui est inhérent à toute vie sociale : condition universelle et sans laquelle toute société devient impossible. Il y a des choses obligatoires, non parce que les hommes vivent en République, mais parce qu'ils vivent ensemble.

La République, qui exige plus que ces conditions indispensables cesse d'être République ou bien elle est encore en formation ; une telle République peut avoir de l'initiative dans l'administration, elle n'en aura pas vis-à-vis des hommes, et c'est là précisément le commencement de la monarchie. Voilà pourquoi dans les monarchies l'administration est si difficile, si compliquée, elle ne présente pas l'idée d'une activité sociale, mais elle est elle-même l'action ; elle supprime le bon sens et la volonté des sujets, considérés comme des mineurs et des idiots. Plus la personne, la commune, la ville, le département sont libres, moins le gouvernement a de besogne ; les trois

quarts du travail qui pèse à présent sur le gouvernement se feront de soi-même, sans aucune participation d'une administration.

La monarchie est basée sur le dualisme. Le gouvernement ne doit, ne peut jamais tomber d'accord avec le peuple. Le gouvernement, c'est une providence, un sacerdoce, un esprit créateur ; le peuple n'est qu'une masse passive, qu'un troupeau docile au bon pasteur. La monarchie est théocratique, elle s'appuie sur le droit divin, elle a toujours soutenu la religion qui, en revanche, appuie toujours la monarchie. Sans Jéhovah ou Jupiter il n'y a pas de monarchie ; le roi de la terre suppose le roi du ciel. Pourquoi les hommes ne se soumettraient-ils pas à un seul quand la nature, quand tout l'univers obéit à Dieu ?

Dans la monarchie comme dans la religion, il ne peut être question de moralité ; la soumission ôtant la responsabilité, supprime en même temps la moralité ; l'autorité nie la dignité humaine et l'indépendance, comme la foi nie la pensée. Dans la monarchie, le monarque seul a un caractère moral, parce qu'il est seul libre.

Le principe intérieur de la République – c'est l'ensemble harmonieux et non le dualisme ; elle n'a ni robes noires, ni laïques, ni hommes haut placés et bas placés – elle n'a rien au-dessus d'elle – l'homme est sa religion, c'est son Dieu et elle n'en a pas d'autre. C'est pour cela qu'elle suppose l'homme moral, c'est-à-dire capable de sociabilité. L'homme libre ne reçoit de commandements de personne, il est indépendant, comme tout autocrate. L'absence d'un ordre suprême pesant par l'autorité du fort est le commencement de la moralité de l'homme, de la responsabilité de ses actes.

Ici la moralité devient une forme naturelle de la volonté de l'homme, elle fond les désirs de l'homme avec le monde extérieur, la société. Elle n'a pas besoin de l'insolent doigt indicateur qui montre le chemin, qui menace et humilie. Sous ce rapport, la République ressemble à la nature. On cite souvent la soumission de la nature à ses lois, oubliant que dans la nature la loi est inséparable des faits, qu'elle est elle-même une loi réalisée ; la loi comme abstraction n'existe que dans l'esprit humain.

Dans la nature tout est indépendant, détaché et forme un tout ; la nature ne cherche pas du tout à obéir aux lois ; au contraire, partout où elle peut, elle les saute ; on peut dire de la nature ce que Proudhon disait de l'histoire – c'est la révolution en permanence. Dans la nature comme dans la République, le gouvernement est caché, on ne le voit pas, le gouvernement est l'ensemble, il n'existe pas à part, continuellement il s'agglomère et se disperse.

L'idée du gouvernement séparé du peuple, se tenant au-dessus de lui, ayant pour vocation de le guider, c'est l'idée de l'esprit organisant la matière grossière ; c'est Jéhovah, c'est le roi, le symbole de la providence sur terre, c'est précisément ce que repousse la République.

La République n'est pas une école, un symbole, elle n'a pas besoin de se faire représenter par le gouvernement, ce n'est pas nécessaire à la raison, son existence et ses actes ne la représentent pas, mais témoignent de sa présence. La pensée de transporter sa souveraineté aux délégués est une pensée monarchique et mensongère. L'homme libre ne se désiste pas plus de sa souveraineté que de sa respiration, il ne peut être non plus esclave de son vote. La représentation est aussi une monarchie, une monarchie hypocrite. Dans la République, il y a des chargés d'affaire, des délégués, ils sont indispensables pour des raisons de distance, d'occupations, etc. Mais leur réunion ne peut pas présenter un pouvoir suprême, ils accomplissent la volonté des électeurs, ils ne peuvent être au-dessus du peuple, il n'y a rien au-dessus de la tête de l'homme libre, pas même une loi pétrifiée, gardée par les lévites noirs du parquet et les kchatrias bigarrés des casernes.

Le gouvernement, en République, c'est le bureau national, la chancellerie des affaires publiques, le greffe de la volonté du peuple, l'ordre policier, l'administration...

La monarchie ne peut pas exister sans une forte centralisation, la République n'en a pas du tout besoin, l'unité républicaine est basée sur l'avantage commun, sur le développement général, sur l'unité de race, sur les mœurs, sur le sang – et si ces bases lui manquent, il n'y a aucune nécessité dans l'unité artificielle, dans la centralisation contre nature. Les parties, fortuitement réunies peuvent se dissoudre, entrer dans d'autres combinaisons qui auraient avec elles plus d'affinité ou rester indépendantes. Toutes les unions artificielles ne mènent à rien, elles répondent seulement aux exigences du moment. La Prusse et l'Autriche forment-elles réellement des nations, des unités ?

Nous craignons la liberté, parce que nous craignons les hommes, nous les prenons pour bien plus mauvais qu'ils ne sont, c'est la monarchie qui nous a habitués à ce point de vue. Nous dormons tranquillement en pensant qu'il y a un gouvernement fort, c'est-à-dire, un pouvoir qui, appuyé sur ses baïonnettes, peut nous jeter en prison, nous fusiller, nous déporter ; la pensée de ce pouvoir aurait dû au contraire nous priver de repos et de sommeil.

L'homme est un "animal sociable" par excellence, comme disait Aristote. La sociabilité ne lui pèse pas.

Nous savons comment nos paysans agissent dans la commune, comment les ouvriers conduisent leurs associations, leurs affaires ne vont jamais jusqu'à la police, parce que tout se fait simplement, sans plumes, sans procès verbal, sans employés, sans commissaires de police.

Il faut avoir une certaine confiance dans les hommes, ne pas exiger d'eux l'impossible ni l'absurde, ni des vertus tendues, ni le dévouement surnaturel – alors

ils aimeront et ne feront aucun mal. La monarchie est intéressée à nier le bon sens aux hommes ; reconnaître la majorité au peuple, c'est renoncer au trône.

Si vous pensez qu'il y a un peu de vérité dans ce que je viens de dire, alors, je vous le demande, la République extérieure peut-elle suppléer à son sens intérieur, sans se transformer en cette République *intérieure*, réelle qu'on nomme sociale ?

Il y a un mois, aux séances de la banque de Proudhon, des paroles remarquables furent prononcées ; elles étaient d'autant plus graves qu'elles ne venaient ni d'un jeune homme, ni d'un Français offensé par la réaction, mais d'un citoyen calme des États-Unis de l'Amérique du Nord :

“Je suis citoyen, dit Breusben, d'une République qui existe dans les conditions les plus brillantes depuis plus de soixante-dix ans ; mais je vous le dirai franchement, parce que vous avez besoin de le savoir, la République ne vous soulagera pas (il parlait aux ouvriers). Tout ce que la République politique peut donner, elle l'a donné en Amérique, mais elle est impuissante à réaliser l'existence sociale à laquelle l'homme contemporain aspire”.

Convenons, une fois pour toutes que la République est un commencement inévitable de l'affranchissement des peuples, c'est le premier pas, sans lequel il ne peut y en avoir un second. Quelque bien organisée que soit une monarchie, elle limite et resserre le cercle du développement ; donc, quand il s'agit de la République, personne ne la compare à la monarchie ; elle a sur la monarchie l'avantage du changement, par conséquent des espérances ; l'élément du mouvement est inhérent à sa nature. La République est simplement plus convenable que la monarchie ; le pouvoir, en République, tout en restant tyrannique perd l'onction sacrée, le caractère enivrant du pouvoir suprême, de la majesté césarienne qui émoussent le courage de l'homme, en affaiblissant son intelligence. Après avoir repoussé toute comparaison avec la monarchie, comme humiliante pour la République et pour la dignité humaine, nous devons cependant savoir que par lui-même le mot “République” est très vague, très élastique ; en disant “République” nous disons seulement : négation du pouvoir héréditaire et participation du peuple aux affaires publiques. Une telle République existe précisément à présent en France, elle a affranchi l'État de la dynastie orléanienne, mais elle n'a pas affranchi l'individu de l'État, au contraire, elle a laissé l'individu faible et impuissant devant le spectre de la représentation, revêtu de la pourpre royale. Elle peut devenir plus supportable, tout en restant dans le même principe monarchique ; mais ne peut aller jusqu'à “la vraie égalité, jusqu'à la liberté”, comme disait Breusben. Tout ce que pouvait donner une République constitutionnelle dans son développement le plus intelligent, tout s'est réalisé de l'autre côté de l'Océan. Les États-Unis de l'Amérique du Nord forment un état viril, sain, intelligent, quoiqu'en disent les âmes romantiques auxquelles répugne tout ce

qui est sain et fort. La République politique à laquelle tendait le libéralisme du 18^{ème} siècle est installée là-bas, les droits dont les Français ont tant parlé y sont acquis. Vous pouvez être blessé aux États-Unis par l'opinion publique, par le genre de vie, mais non par le pouvoir ; là on n'a jamais envisagé le gouvernement comme sacré, là il n'y a presque pas de bureaucratie, ce fléau noirci d'encre dont se vantait ces jours-ci encore le roi de Prusse, en état d'ivresse ; là, il n'y a point d'espion, point de militairomanie, ni de caporalisme, ni de chauvinisme, là on ne comprend pas ce qu'est l'oppression de la presse, et, avec tout cela, un citoyen des États-Unis dit aux ouvriers : "La République, fondée sur les bases actuelles, n'a pas le moyen de vous aider, il y a ici des limites qu'elle ne peut dépasser".

Au 18^{ème} siècle la République était une croyance ardente, une religion, son nom seul était toute une révolution. En 92 la République, comme jadis le paradis, apparut à l'horizon comme l'ère lumineuse et solennelle de l'affranchissement. Sans doute, ni le paradis ni la République rêvée ne pouvaient se réaliser ; cet affranchissement d'une partie des chaînes du passé consistait dans l'établissement même de l'Église et dans la ruine du trône ; mais, bientôt les hommes se sont heurtés à des écueils.

Avant de poser la tête sur le billot, Babeuf dit à la France que sa révolution n'était que le commencement, l'avant-coureur d'une autre qui ne touchera pas seulement les formes, mais le fond, la moelle des os des sociétés civiles. On ne le comprit pas et, en effet, ce n'était pas le temps de le comprendre ; les forces, développées par le premier affranchissement, étaient si grandes encore que leur élan faillit briser la vieille Europe toute entière et que vingt années de guerres continuelles purent à peine faire rentrer le fleuve débordé dans son ancien lit.

Depuis l'époque napoléonienne il s'est passé des siècles – la folie de Babeuf, la folie de Saint-Simon et de Fourier devinrent à leur tour des dogmes.

La révolution du 24 février était réellement une révolution sociale ; mais les hommes arriérés, obtus et mal intentionnés la rétrécirent en une révolution politique ; elle fut pâle, parce qu'elle était au-dessous des circonstances, parce qu'elle était une copie, et non un original. Voilà pourquoi les traditions de la première révolution, quoique vingt fois lues, nous coupent la respiration, pourquoi dans la pensée de chacun de nous les figures, les événements, les paroles, la prise de la Bastille, la réponse de Mirabeau, le 10 août, Danton, Robespierre et tous les géants de la guerre et de la tribune se sont gravés profondément dans notre mémoire. Vous ne pourrez vous empêcher de sourire si, à côté de ces hommes, vous mettez les individualités effacées, pâles, modérées de Lamartine et compagnie. Ne pensez pas que l'éloignement seul donne aux autres leur grandeur ; dans cent ans les premiers acteurs de 48 seront plus oubliés que les doublures de 93 ; tandis que Santerre et Excelman vivront pour la postérité la plus reculée, les noms des grands hommes de la

révolution de l'année passée resteront à peine dans le souvenir de quelque compilateur. Les événements sont grands quand ils coïncident avec l'aspiration suprême du siècle ; alors les hommes sacrifient à la réalisation toute leur force ; ils font tout ce qu'il est possible de faire. Les apôtres et les jacobins croyaient sincèrement sauver le monde, et c'est pour cela qu'effectivement ils le sauvèrent. À un point de vue absolu, sans doute ils avaient tort, ils se trompaient sur la valeur de leurs actes ; mais ces erreurs se trouvent toujours dans ce qui est grand, dans ce qui porte le cachet du génie. Voilà pourquoi il vaut mieux, pour être un premier acteur dans l'histoire, quelque peu de monomanie, plutôt que de l'impartialité ; les hommes qui se sont emparés du pouvoir après le 23 février, certes n'étaient pas des fous, ils méritent des éloges pour leur modération et leur prudence, mais on ne donne pas de couronnes de laurier pour de telles qualités.

La proclamation de la République était indispensable. Le socialisme posait, exigeait la République comme un degré civil inévitable et allait plus loin dans la critique, dans la négation de ce qui existe, dans la foi de l'avenir, de l'humanité ; sa protestation était une prophétie. Accuser le socialisme de n'avoir pas assez élaboré ses opinions ni développé son enseignement et de vouloir pourtant les réaliser, c'est une injustice ; les révolutions sociales ne sont jamais prêtes avant la lutte, elles commencent par la négation de ce qui est vieilli ; la lutte est la mise au monde des idées sociales abstraites, elle les rend vivantes par des lois empruntées à des idées théoriques : les utopies seules sont élaborées et toutes prêtes, par exemple la République de Platon, l'Atlantide de Thomas Moor, le royaume céleste des chrétiens. L'Église n'était pas du tout prête dans l'Évangile, elle s'est développée par le temps, la lutte, les conciles. Tant que le socialisme a été une idée théorique, il posait des problèmes définitifs (phalanstère), il inventait des formes et des costumes ; dès qu'il commença à se réaliser, Saint-Simon et Fourier s'éclipsèrent, alors le socialisme du communisme apparut, c'est-à-dire la lutte à mort, le socialisme de Proudhon, qui a dit lui-même dernièrement qu'il n'est pas un système, mais qu'il est la critique et la négation.

Pourquoi, disent bien des hommes très consciencieux, le socialisme a-t-il compliqué la question ? il fallait laisser la République se consolider, et puis commencer la propagande du socialisme ; il a effrayé beaucoup de gens qui, à cause de lui, se sont éloignés de la République ; d'un autre côté, les ouvriers ne veulent pas se battre seulement pour la République. On peut être un homme consciencieux en même temps qu'un mauvais historien et un pire psychologue. Quand une pensée neuve et grande apparaît et qu'elle frappe les intelligences les plus fortes de l'époque, on ne peut ni la supprimer, ni même l'entraîner ; les masses semblent la pressentir ; une parole qui, dans tout autre moment, aurait passé inaperçue, inquiète et agite ; qui

peut dire en effet aux masses ce que Hamlet se dit à lui-même : “Cœur, attends, ne bats pas – j’attendrai ce que dira Horace”. La pensée n’est-elle pas un fait comme tous les autres ? n’a-t-elle pas son éclosion inévitable et son immuable développement ? Le socialisme devait lever son drapeau au premier appel de la République et témoigner de son existence ; trompé, et par le gouvernement de 48 et par l’Assemblée, il exigea, d’abord par la parole, ensuite par les barricades l’accomplissement des promesses. On lui répondit par une canonnade de quatre jours ; il fut vaincu et voyez, la République ne peut plus se maintenir, la conservation d’une telle République est sans intérêt pour le peuple. Cette République par elle-même n’a pas de pensée nouvelle ; cherchez-la dans la constitution de 48, dans les séances de l’Assemblée, dans les journaux non socialistes ?... Je ne connais rien de plus piteux que la position de la *Réforme*.

“Les prophéties de sa jeunesse se sont réalisées” – et elle n’a rien à dire... Là bas au loin il y a lutte, doute, travail de l’avenir, mais ici, à la Chambre, dans le gouvernement, dans la presse, on rumine les mêmes vieux aliments pour la centième fois. Proudhon, Pierre Leroux, Considérant ne servent pas d’exemple, car on ne les écoute pas, ils sont comme des étrangers à la Chambre, leurs paroles ne provoquent que des cris d’indignation.

“Mais la République aurait dû organiser la liberté”. Qu’est-ce que la liberté, messieurs de la Montagne ? – N’est-ce pas cette liberté qui, sur la proposition de Pascal Duprat, a livré Paris à l’état de siège ? Non, le temps du parti bonasse-libéral et des honnêtes républicains politiques est passé, ils n’ont rien à dire, rien à faire, leur République ne peut pas tenir, elle est dépassée, le peuple ne la reconnaît pas.

L’ouvrier, combattant avec désespoir le 24 février, attendait autre chose. Ce fut une espèce de journée des dupes. Dès que l’ivresse du triomphe fut passée, tous se réveillèrent surpris, effrayés ; les hommes qui n’avaient pas voulu renverser le trône, se souvinrent qu’ils l’avaient renversé ; les hommes qui souhaitaient la République politique, se souvinrent qu’ils avaient publiquement balbutié le mot socialisme ; les républicains rouges étaient furieux d’avoir laissé échapper le pouvoir de leurs mains, d’avoir admis un gouvernement faible et rétrograde ; les ouvriers pleuraient sur leur drapeau, outragé par Lamartine, pour complaire aux bourgeois. En un mot, personne ne vit la réalisation de son idée, personne n’était satisfait, les uns se rappelant avec dépit ce qu’ils avaient fait, les autres voyant avec honte où ils s’étaient arrêtés. La confusion des idées en vint au point qu’aux journées de juin les ennemis tombaient avec acharnement les uns sur les autres, au cri répété des deux côtés de : Vive la République ! – c’était une terrible preuve que le mot de République ne pouvait arrêter le conflit.

Le gouvernement provisoire eut dû le comprendre avant cette tuerie, mais, privé d'énergie et d'initiative, il ressemblait non à un dictateur, mais à un homme timoré qui aurait trouvé une couronne et la tient en mains, demandant à chaque passant si ce n'est pas lui qui l'a laissée tomber et s'il n'a pas de titres pour la reprendre. C'était honnête, mais très absurde. Pendant deux mois la réaction n'en croyait pas ses yeux, les hommes de bourse et d'intrigues étaient vaincus par la naïveté de Lamartine, ils ne pouvaient comprendre comment, ayant un tel pouvoir en mains, il ne sût l'employer à rien. Quand ils se furent convaincus que ce pouvoir était employé uniquement à tarir la source qui l'alimentait, alors étouffant un rire intérieur, ils crièrent le 4 mars plus fort que personne : Vive la République ! Hommes pratiques, ils comprirent que ce n'est pas la peine de faire du bruit pour une dynastie ou pour une autre, et qu'avec une pareille République la domination de la bourgeoisie était encore sauvée.

Lettre XII.

Sei Repubblica tu, Gallica greggia... ?

Alfieri (Misogallo).

Nice, 10 juillet 1850.

Enfin me voilà de nouveau à Nice, à Nice chaude, parfumée, calme et tout à fait déserte pour le présent ; il y a deux ans et demi je l'ai à peine remarquée. Alors je cherchais encore les hommes, les grands centres de mouvement, d'activité, bien des choses étaient nouvelles pour moi, me préoccupaient. Plein d'indignation, je me réconciliais encore ; plein de doute, je trouvais encore des espérances dans mon âme et je me hâtais d'abandonner la petite ville, ayant à peine jeté un regard distrait sur ses beaux environs. L'écho solennel du réveil italien parcourait alors toute la péninsule – j'avais hâte d'être à Rome.

C'était à la fin de 1847... et maintenant je viens à Nice, comme le pigeon voyageur⁹, fatigué, la tête penchée, demandant seulement du repos à sa calme solitude, fuyant l'activité bruyante et stérile des grandes villes.

J'ai longtemps hésité, où m'abriter, où chercher le repos ; j'ai choisi Nice, non-seulement pour son air doux, pour sa mer, mais encore parce qu'elle n'a aucune signification, ni politique, ni scientifique, ni même artistique. J'avais moins de répugnance pour Nice que pour tout autre endroit, et j'en suis content. C'est le paisible monastère où je m'éloigne du monde, tant que nous n'avons pas besoin l'un de l'autre. Je crie au monde : adieu. Il m'a assez tourmenté, je ne lui en veux pas, il n'est pas coupable, mais je n'ai plus ni force, ni désir de partager ses jeux cruels, son insipide repos.

Il ne s'en suit pas que j'aie pris l'habit d'ermite, que j'aie fait un vœu. J'ai dépassé l'âge, et la race humaine l'a dépassé aussi, où de telles inepties étaient en vogue ; je ne me crois pas en droit d'enchaîner mon avenir... non, j'ai agi plus simplement, je me suis mis à l'écart pendant la tourmente, ne voyant aucun moyen de l'arrêter.

Il y avait de quoi fuir dans les bois, sans les mesures de Baroche et de Carlier. Je suis saisi d'ennui et de frayeur quand je pense à la vie que j'ai menée dans les derniers temps à Paris. Je m'en souviens comme d'une récente opération chirurgicale, et je crois sentir encore l'approche du bistouri. Du matin au soir tous les côtés de l'âme

⁹ Voir fable des Deux Pigeons.

étaient grossièrement outragés. Un seul coup d'œil sur les journaux et sur les discussions de l'Assemblée empoisonnait la journée entière.

Non, ce n'est ni le royalisme ni le conservatisme qui a conduit ces gens là à cet abaissement du sens moral, de la dignité humaine. Tout au contraire, ces hommes ont amené le royalisme et le conservatisme à ce cynisme éhonté. Le royalisme est une espèce de religion politique qui n'exclut ni la bravoure, ni la noblesse ; sa faute est dans sa médiocrité et dans son inactualité ; le conservatisme est une théorie politique, un mode vieilli de la pensée, mais qui n'est pas privé du sentiment de la honte, de l'honneur. Ni Stafford, ni Malesherbe, ni les tories anglais ne ressemblaient en rien aux orléanistes et aux messieurs de l'Élysée Bourbon d'aujourd'hui.

Les députés, hommes de lettres, journalistes "du grand parti de l'ordre" se sont si bien mêlés avec les vils instruments du pouvoir, qui ne s'offensent ni des injures ni même des coups, qu'on ne sait plus si l'on a affaire à un homme ou à un mouchard.

La majorité de la Chambre et les journaux conservateurs sont de fidèles organes, non du royalisme, mais de cette génération de Français qui, née sous le joug des casernes de l'empire, s'est épanouie dans toute sa beauté à l'ombre du roi-citoyen. Elle ne croit pas au christianisme ni au droit divin, mais elle connaît le danger de la liberté, mais elle veut jouir de ses richesses, ne fût-ce que dix ans encore. Voilà pourquoi les journalistes de l'ordre représentent les délateurs comme les anges-gardiens de l'ordre et les sauveurs de la société. Un de ces satellites de l'ordre se défendait naïvement dans sa brochure d'avoir été à la chasse aux révolutionnaires ; et le critique, qui en fait l'éloge, conseille de prendre des faux et des fourches et d'aller massacrer les socialistes dans les maisons et dans les champs. En même temps un organe mieux élevé, le *Journal des Débats*, s'émeut des services dévoués du corps des gendarmes, et l'Assemblée nationale décerne le nom d'Agamemnon à l'empereur Nicolas et l'invite avec passion à marcher sur l'Europe.

Les défenseurs de l'ordre semblent, avec une chaleur fiévreuse et malade mendier le despotisme le plus grossier, pourvu que le pouvoir garantisse l'inviolabilité du gain. Pour cela ils ont tendu la main à tous les gouvernements ennemis de la France ; pour cela ils ont donné leurs enfants à élever aux jésuites, quoiqu'ils les détestent eux-mêmes ; pour cela, ils sont arrivés à un tel héroïsme de lâcheté qu'ils se vantent publiquement des délations, comme leurs sœurs publiques se vantent de leurs désordres.

La civilisation n'oblige à rien les conservateurs français ; avec leur semblant de moralité, avec leurs phrases de rhétorique, d'une politesse stéréotypée, ils sont féroces et impitoyables, ils ne connaissent pas le repentir. Les Français aiment en général à opprimer. Vous savez comment ils ont "affranchi" l'Italie dans le siècle passé et quelle haine ils ont excitée contre eux en Espagne – mais ce n'est rien

comparé à ce qu'ils sont chez eux pendant la guerre civile ; ici ils deviennent des bêtes féroces, des bouchers de la Saint-Barthélemy, des septembriseurs, des mitrailleurs des journées de juin.

J'écoutais les débats sur la déportation avec un effroi mêlé à un sentiment de curiosité, pareil à celui que nous éprouvons en voyant comment on nourrit l'hyène ou comment le boa constrictor avale des lapins vivants.

Ne pensez pas que je veuille parler de l'absurdité de condamner des hommes à la prison perpétuelle pour des actes commis quelques jours après une révolution, quand les esprits étaient encore excités et que les institutions n'étaient pas encore établies. Je sais comment les hommes jugent et condamnent leurs ennemis. Mais ce qui est inouï, c'est que l'Assemblée, composée de 700 membres, retourne au bout de deux ans aux casemates où languissent ses adversaires, pour aggraver leur châtement.

Avant tout il faut savoir ce que sont les prisons en France. Ce n'est que la permission de se voir entre prisonniers et de se promener ensemble qui rend les prisons françaises plus supportables que celles de Spielberg, de Spandau ou de Bobrouick. Dans la prison centrale de Clervau les hommes mouraient de faim, à Mont-Saint-Michel, à Doulanse, à Belle-Île, pour des fautes insignifiantes on jette les prisonniers, les mains liées, dans un trou sans fenêtres ; le célèbre Blanqui fut, dit-on, battu en prison. Le fameux château de Chillon, bâti par les ducs de Savoie au moyen âge, au bord du lac de Genève, semblerait une salle de danse, comparé au château d'Iff, près de Marseille, où l'on tenait les insurgés de juin. Mais si les prisons françaises valent celle du Spielberg, Noukahiva, lieu de déportation des Français, surpasse de beaucoup la Sibérie. En Sibérie, le climat est atroce, mais non mortel ; les déportés (colonisés) qui ne sont pas envoyés aux travaux forcés, ne sont pas obligés au travail en tâche, comme cela se pratique dans les colonies pénitenciaires de la France en Algérie.

Mais les ministres et les représentants n'eurent pas assez de Noukahiva, ils imaginèrent de construire une Bastille équatoriale sur cet îlot marécageux, brûlé par un soleil tropical et couvert de nuées de moustiques.

Ce n'est pas tout, contrairement au bon sens et aux idées les plus élémentaires du code pénal, ils avaient envie de soumettre à cette loi tous les hommes condamnés précédemment.

Quand un reste de conscience força Odilon Barrot de s'opposer à cette inqualifiable absurdité, quand le repentir du sang versé en juin, appela Lamoricière à la tribune pour proposer un fort comme prison, c'est alors qu'il fallait entendre ces Procus de l'ordre, ces cannibales de la religion, ces chacals de la vertu et de la vie de famille ! Pendant le vote des hurlements haineux de bêtes féroces s'échappaient de la poitrine de ces vieillards insensibles, de ces avocats sans cœur. Ayant perdu deux points, ils se

saisirent du troisième avec fureur et le maintinrent. Les familles n'ont pas le droit d'être déportées, le condamné doit l'implorer comme une grâce ; le ministre a le droit de refuser. "Les condamnés politiques, les ennemis de la société n'ont pas de famille" dit un des orateurs.

Comment la langue humaine a-t-elle osé le dire publiquement, comment peut-on s'élever à cette poésie de l'insensibilité dans un pays où tous les partis ont passé successivement par la prison ? c'est un mystère de l'éducation française...

Et tout cela se fait pour la défense de la société, de la religion, de la famille !

Quelle société que celle qui est défendue par de tels moyens ! La société, la religion, la famille défendues par Thiers !

Sancte Thiers salvator mundi, redemptor usuriæ et defensor proprietatis – ora pro nobis !

Pauvre Jésus-Christ, à quelle crise tu es arrivé, Thiers devient ton rival !

Et cependant Thiers est bien le vrai représentant de la majorité contemporaine, à l'air insolent, mais à l'allure humble dans l'action, qui, tout en faisant de l'esprit et en riant aux éclats, déporte, enchaîne, a pour unique Dieu le capital et n'en connaît point d'autre. Qui pourrait mieux représenter le parti de l'ordre que Thiers, le gamin à cheveux blancs, le bavard, le libéral couvert du sang de Lyon, le libre penseur qui a dicté les lois de septembre ? L'extérieur même de Thiers, vieillard de petite taille, avec un ventre arrondi, sur de minces jambes, avec l'air d'un Figaro, exprime d'une manière typique la bourgeoisie française.

Élevez-lui une statue, avec des lunettes et en habit rond et mettez-la sur la colonne de juin, afin qu'elle échange des œillades avec son empereur de la place Vendôme.

Napoléon et Thiers, l'époque héroïque de la bourgeoisie ascendante et l'époque de son lourd triomphe !

... Tout cela est triste, me disaient les démocrates, atteints de l'espérance chronique et de l'optimisme enraciné, "mais il ne faut pas prendre un arrêt momentané pour quelque chose de trop sérieux. Notre victoire est proche, les fous veulent toucher au suffrage universel..., pour son vote le peuple se lèvera comme un seul homme."

On enleva le suffrage universel, pas un homme ne bougea, le peuple resta "dans ce repos solennel et majestueux", dont on lui a tant parlé et où l'homme s'arrête quand on l'a dévalisé, et qu'il est content encore de n'être pas égorgé. – Étrange lutte où toujours le même est battu, nous connaissons son existence seulement par ses cris de détresse ; ce n'est pas une lutte, c'est une victoire. Mais les démocrates qui espèrent la résurrection des morts ne perdent pas courage.

"C'est à présent, disent-ils, que le gouvernement se cassera le cou". Sans doute, un jour le gouvernement s'écroulera, tout a une fin, surtout en France... Mais vous, que

faites-vous là ? Le peuple n'est pas pour le gouvernement, mais il n'est pas non plus pour vous.

Le peuple n'est pas avec vous, parce que dans votre liberté, il ne trouve pas la sienne, parce que votre lutte est la lutte de deux formes gouvernementales – ce n'est pas sa lutte à lui... vous vous imaginez avoir agi quand vous avez prononcé une parole, mais le peuple est indifférent aux phrases ; le peuple n'est pas avec vous, mais c'est vous qui devriez être avec lui. Vous devez étudier ses aspirations, ses désirs, ce n'est pas à lui à donner son sang pour vos essais théoriques, pour votre cours de révolution expérimentale. Vous voyez qu'on ne peut marcher plus loin par l'ancienne voie... si vous ne voulez pas d'une nouvelle, si vous ne pouvez vous transformer, avouez franchement que vous êtes un passé et terminez en paix votre existence, comme une curiosité historique, comme un échantillon d'une autre époque, sans vous efforcer de troubler le monde après votre mort comme le font les légitimistes, les jésuites, les piétistes.

Ils nommaient cela irritation, désespoir, ils trouvaient que c'était grand de persister dans son rôle et de tenir quand même, et cependant il était clair qu'il n'y avait plus de place où tenir bon...

... Il est difficile de se représenter de loin ce qui se fait à Paris. Il n'y a plus même de ces mesquines garanties données par le code civil. La terreur, se cachant dans un coin, écoutant aux portes, s'est appesantie sur tout comme un brouillard. Tout misérable qui invente sur votre compte quelque absurdité politique, peut compter que le lendemain de sa dénonciation un commissaire de police se présentera chez vous avec deux agents pour visiter vos papiers. Les secrets de famille, les correspondances intimes, tout est feuilleté par les alguazils de l'inquisition laïque, la moitié de vos papiers est emportée et ne vous sera jamais rendue. Les hommes qui ont ou qui avaient quelque valeur politique, ne couchent pas chez eux, cachent leurs papiers, se munissent de passeports tout visés. Ils craignent les concierges, les commissionnaires, les trois quarts de leurs connaissances ; les lettres viennent perlustrées, aux coins des rues se promènent constamment des hommes à mines suspectes, en habits bourgeois qui ne semblent pas faits à leur taille, en chapeaux râpés, à l'allure militaire ignoble et une grosse canne à la main. Ils suivent des yeux les passants et les transmettent à leurs camarades.

Le soir, des bandes d'espions vont à la chasse des journaux dont la vente est prohibée ; à force de ruse ils se font donner un numéro de l'*Événement*, alors les sergents de ville, placés en embuscade, se jettent sur la pauvre boutique ou la table, gagne pain de quelque vieille femme et de sa famille. Les sergents saisissent la vieille, elle pleure, on la rudoie, on l'injurie et on l'emmène devant le préfet, en même temps qu'un garçon de huit ans qui n'a rien mangé depuis la veille et qui a vendu en cachette

un numéro de l'*Estafette*. Les passants voient tout et continuent leur route, n'osant pas élever la voix. On se croirait à Pétersbourg ou à Varsovie.

Dans cette tyrannie sans tyran, il y a quelque chose d'encore plus révoltant que dans un pouvoir monarchique. Là on sait qui haïr, mais ici c'est une société anonyme d'escrocs politiques et de joueurs de bourse, s'appuyant sur la corruption sociale, sur la sympathie des bourgeois, forte des poignets de la police et des condottieri de l'armée ; elle étouffe sans entraînement, opprime sans foi, par amour de l'argent, par peur et reste insaisissable. Cette compagnie a pour chef un commissaire de police centrale, qui a reçu six millions de voix en mémoire de ce que son oncle a opprimé ce même peuple pendant seize ans et a jonché les plaines de toute l'Europe de cadavres français, afin de rendre possible la restauration des Bourbons !

Qui est-il lui-même ? – J'ai eu beau observer son air taciturne, son nez colossal, ses yeux troubles et gonflés, ses traits affaissés... je n'ai pu lui trouver que des qualités négatives, mais c'est pour cela précisément qu'il sera le grand homme de l'actualité.

Il appartient à notre siècle de produire de ces nullités effacées, sans caractère, comme Pie IX, le roi de Prusse, Louis-Napoléon et leur doyen d'âge, l'empereur d'Autriche démissionné.

... En franchissant la frontière de la France, les côtés noirs de ce pays me sont revenus encore une fois à la mémoire.

En allant d'Avignon à Marseille, je pris par hasard le livre d'un des voyageurs ; après avoir lu une vingtaine de pages, je m'arrêtai. Certes je ne suis pas une femme nerveuse, j'ai assez lu et assez vu pour savoir d'avance qu'il n'y a pas de férocité, de crime dont les hommes soient incapables ; mais, sans exagération, sans phrase, très ému je posai le livre. C'était un nouveau récit de la terreur blanche en 1815.

À Marseille, les royalistes tuèrent, massacrèrent tous les mameluks avec leurs femmes et leurs enfants. Ailleurs, les catholiques fondirent sur les protestants à leur sortie de l'église, ils en massacrèrent une partie, et après avoir mis à nu leurs filles, ils les traînèrent par les rues... et tout cela se faisait sous les auspices des comités centraux, en rapport alors avec le comte d'Artois et recevant leurs ordres du pavillon de Marsan.

Mais, dira-t-on, les jacobins agirent-ils mieux dans les départements ? Non, ils n'agirent pas mieux ; ce n'est pas une consolation, au contraire, c'est ce qui pousse au désespoir, c'est la preuve irrécusable que les Français sont sanguinaires. De quelque côté que soit la victoire, "laissez toute espérance", ils sont impitoyables, ils ne sont pas généreux, ils applaudissent à chaque succès, à chaque mesure sanguinaire, ils vont toujours plus loin que le gouvernement lui-même.

*Schiavi or siam, si ; ma schiavi almen frementi,
Non quali, o Galli, e il fosti e il siete vui,*

Schiavi, al poter qual ch'ei pur sia, plaudenti.

ALFIERI.

Marseille est une des villes les plus désagréables, les plus prosaïques du midi. En été, le mistral vous jette par terre et vous étouffe de poussière, la chaleur est insupportable, des émanations fétides s'élèvent de l'eau stagnante du port. J'avais un vif désir de partir au plus vite, surtout après ma lecture... il me semblait toujours que je rencontrais dans les rues les acteurs de ces scènes révoltantes – voici ce mendiant à l'air sauvage, à coup sûr il aura été de maison en maison tuer les bonapartistes ; ce tailleur à l'air sale, borgne, avec un front bas aura probablement massacré les mamelouks et peut-être tuera-t-il con amore les socialistes au nom de l'ordre, de la famille et de la religion.

Quand j'eus dépassé le pont du Var et que le carabinier piémontais se mit à inscrire mon passeport, je me sentis soulagé. Je rougis pour la France et pour moi, mais je l'avoue, j'ai respiré plus librement, comme jadis après avoir franchi la frontière russe. Enfin me voilà hors de cette torture morale, de cette continuelle excitation, de cette indignation. De ce côté je serai un étranger pour tout le monde, je ne connais personne, je ne partage pas leurs intérêts, je n'ai rien à faire avec eux, ni eux avec moi. Ici je puis être négativement indépendant, ici je puis me reposer... tant que la sainte Hermandade de la police universelle n'aura pas commencé sa croisade en Piémont.

Le carabinier me remit le passeport, avec cette inscription : "visto da R. carab. al Ponte Varole il 23 Gunio". Je quittai donc la France au terrible anniversaire du 23 juin. Je regardai à ma montre, il était quatre heures trois quarts. Il y a deux ans, à cette heure, une lutte terrible, suprême se préparait. Je me tenais sous la pluie, adossé à une maison et je regardais faire une énorme barricade à la place Maubert – mon cœur battait violemment, je pensai – to be or not to be...

Not to be fut la décision du sort. La révolution fut vaincue. L'autorité triompha de la liberté ; la question qui agitait l'Europe depuis 1789 fut résolue négativement. La honte de la prise de la Bastille est lavée par la canonnade qui eut lieu à la même place, et cette fois c'est le faubourg Saint-Antoine qui est pris. Après les journées de juin il restait à faire les répressions partielles, à profiter de la victoire, à poser hardiment ses conséquences. Le principal était fait, la République de 1848 défendit le principe monarchique et confondit toutes les idées.

La révolution ne fut pas vaincue à Vienne, à Berlin, elle fut vaincue à Paris ; elle ne fut vaincue ni par l'Angleterre, ni par la Russie, ni par les émigrés, ni par les Bourbons, mais par les républicains au nom de *l'ordre*, de cet ordre qui finit par l'élection de Louis-Napoléon, par la prise de Rome, par l'état de siège, par

l'anéantissement de toutes les libertés et de tous les droits. Eh bien vive l'ordre ! Le sang de juin sera un nouveau chrême pour tous les rois, pour toutes les puissances !...

Après la mitraille des rues de Paris, depuis la trahison contre les insurgés de juin, après les fusillades en gros, les déportations sans jugement, non-seulement l'ère glorieuse de l'ordre commence, mais encore tout le caractère de l'agonie de la vieille Europe commence à se préciser. Elle mourra par l'esclavage, le statu quo, par la maladie byzantine... elle aurait du mourir par la liberté, mais elle s'est montrée indigne de cette mort. Un jour un cosaque du Don viendra réveiller ces Paléologues et ces Porphyrogénètes, s'ils ne sont pas réveillés par la trompette du jugement dernier de la Némésis populaire, qui prononcera contre eux l'arrêt vengeur du communisme, contre lequel on ne trouvera alors d'appel ni chez Thiers ni chez Marrast. Le communisme est dans l'âme du peuple Français, qui sent si profondément les injustices sociales et qui respecte si peu la personnalité de l'homme.

Après les journées de juin, pas un seul rayon d'espérance ne pénétra dans mon âme. Combien n'ai-je pas eu à combattre mes amis ! ils ne voulaient pas voir ce qui s'était passé, ils exigeaient que je partageasse leurs espérances. J'étais prêt à partager avec eux les dangers, les persécutions, prêt même à périr, moins par bravoure et par dévouement que par ennui et, comme dit le proverbe : "Parce que la mort est belle en compagnie" ; mais me tromper volontairement, m'arrêter devant la vérité et me détourner, parce qu'elle est hideuse, c'est ce que je ne puis faire.

Où sont ceux contre qui je disputais ? Ils sont tous dispersés, tous persécutés ; les uns sont en prison, d'autres ont depuis longtemps traversé l'Océan, l'un s'est rendu au Caire, l'autre s'est caché en Suisse, un autre erre dans Londres... qui donc avait raison ?

... Mais assez ! la Méditerranée s'étend sous mes fenêtres, je suis sur le saint rivage italien. J'arrive paisiblement dans ce port, je tracerai sur le seuil de ma maison le pentagramme des anciens pour conjurer tout esprit d'agitation et de folie humaine...

Lettre XIII.

Nice, 1^{er} juin 1851.

J'ai tenu ma parole, je suis resté une année entière dans ma solitude – non seulement sans écrire de longues épîtres, mais sans en lire. Je suis resté tranquille au bord de la Méditerranée, attendant de meilleurs jours, mais ils ne sont pas arrivés loin de là, le rude Mistral souffle plus fort et plus froid. C'est en vain que je me réjouissais de ma solitude, c'est en vain que je dessinais le pentagramme, je n'ai pu trouver la paix tant désirée. Les pentagrammes défendent contre les mauvais esprits ; mais il n'y a pas de polygone qui puisse défendre contre les méchants – il n'y a contre eux que le carré de la prison cellulaire.

Quel temps ennuyeux et vide que ce chemin de 1848 à 1852 – rien de nouveau, à moins que quelque malheur individuel vienne vous briser entièrement la poitrine, qu'une roue de la vie ne soit cassée...

Nous sommes arrivés jusqu'en juin 1851 – et le chemin devient toujours plus sablonneux – mais qu'y a-t-il à faire ? rester couché ne le rendra pas plus court. Allons ! récapitulons le passé.

Quoique ce ne soit pas facile !

Il est difficile, dans notre temps, de parler avec franchise parce que, sans parler des persécutions policières, la majorité des gens, restés avec nous sur le même bord, commence à se séparer de nous de plus en plus ; nous marchons, ils ne veulent plus bouger, deviennent de plus en plus irritables – et par l'âge, et par le malheur ils forment *l'orthodoxie démocratique*.

Ils ont leurs propre inquisition radicale, leur cens pour les idées ; les idées et les pensées qui sont conformes à leurs exigences ont le droit de cité et de publicité ; toutes les autres sont proclamées hérétiques et privées du droit de publicité ; ceux qui ne pensent pas comme eux sont les prolétaires du monde moral ; ils doivent se taire ou se faire place par la force, par la révolte. Contre les idées qui s'agitent arrive une censure démocratique, beaucoup plus dangereuse que toute autre, car elle ne possède ni police, ni jury, ni juges en robe burlesque, ni prêtres avec des mitres de mascarade, ni prisons, ni amendes. La censure de la réaction vous arrache violemment des mains un livre, que tout le monde estime ; elle persécute l'auteur, ferme l'imprimerie, brise les presses – et la parole persécutée devient une religion. La censure démocratique détruit moralement ; ses accusations ne sortent pas d'un bureau de police, ou de la bouche d'un procureur, mais du fond de l'exil, de la

proscription, des ténèbres de la prison ; l'arrêt écrit d'une main qui porte la marque de la chaîne, retentit bien profondément dans les cœurs, ce qui ne l'empêche nullement d'être injuste.

Il s'est formé chez nos sectaires starovery, une tradition qui date de 1789, une espèce de religion qui les unit, religion tout exceptionnelle et très oppressive. Ils la conservent dans l'exil, malgré les persécutions ; c'est fort bien, mais cela avance peu le développement. Le malheur empêche les hommes d'avancer ; la fidélité au passé paralyse le présent ; la tradition persécutée, avec sa couronne d'épines sur la tête, resserre le cœur, la pensée et la volonté.

Les démocrates-formalistes sont comme les Bourbons ; ils n'ont rien appris dans la malheureuse année commencée le lendemain de la révolution de février. C'est pourquoi ils sont si obstinés dans leurs opinions, ne savent pas s'expliquer leurs défaites et les attribuent naïvement à des fautes personnelles, à des trahisons. Si demain revenus de prison ou d'exil, ils rentraient au gouvernement, on les verrait encore continuer leur impossible République *non-sociale*, comme les émigrés de 1815 avaient continué leur impossible monarchie-rococo.

Tout se qui s'arrête et retourne en arrière se pétrifie comme la femme de Loth et se trouve abandonné en route. L'histoire n'a pour acteur qu'un seul parti – le parti du mouvement.

Dans les derniers temps, le conservatisme révolutionnaire est arrivé à un tel point, que l'élément conservateur y domine ; l'élément révolutionnaire et, quelque paradoxal que cela puisse paraître, la destruction des vieilles formes de la société ne marchent que grâce aux réactionnaires et aux vrais conservateurs.

Voyant leur danger, les réactionnaires sont sortis des bornes prescrites par les lois et se sont fortifiés en dehors de leurs forts en ruines – confirmant par là l'imminence de leur chute ; tandis que nos anciens croyants prétendent, avec les matériaux de leurs vieux murs, bâtir leur jeune République.

La brochure de Romieu est bien plus révolutionnaire que les proclamations du comité central.

La brochure de Romieu – c'est le cri d'effroi poussé par un homme en ribote qui par hasard a aperçu le spectre rouge de la fenêtre de sa salle à manger, où il festinait avec son ami Véron. Voyant la Méduse, coiffée du bonnet phrygien, il lui a paru que les voûtes tombaient, que le feu de l'incendie perçait par les fentes, que l'on voyait des têtes sur des piques, des hommes à mains calleuses portant des haches, alors tremblant de tout son corps, il a commencé à crier au secours.

"Oubliez", criait-il en se tordant les mains, "Oubliez" les formalités des légistes, votre *droit* n'a jamais été qu'un vain mot, et il l'est surtout maintenant qu'il faut se sauver et sauver son dernier avoir. Massacrez dans les rues, égorgez dans les maisons,

appelez au secours les canons russes, mettez la couronne de César sur la tête du premier sergent qui aura tué, de son sabre, le dernier socialiste – “vos moyens actuels pour arrêter le cataclysme sont ridicules (c’est-à-dire les déportations, les prisons, les fusillades, la guillotine !...) ils rappellent ces deux gendarmes que le gouvernement avait placés, pendant le débordement de la Loire, avec l’ordre d’aller et venir sur le rivage et de reculer à mesure que l’eau inonderait les prairies. Est-ce cela ce qui est à faire à présent ?... Distribuez des cartouches et marchez en avant ; on ne demandera pas la raison du droit au vainqueur !”

Les masses du peuple toujours collées à la réalité par instinct et peut-être parce qu’elles sont elles-mêmes cette réalité, n’écoutent pas les anciens croyants. Elles regardent l’avenir par dessus leurs têtes. Comment, où le peuple s’est-il instruit ? c’est difficile à dire, mais ce n’est pas dans les livres, le peuple lit peu. Il ne refuse pas parfois d’aller à des réunions écouter des discours démocratiques, comme il aimait jadis aller écouter les prédicateurs ; il les croit les uns comme les autres, est entraîné par la phrase, mais cela n’a pas d’influence sur sa vie, sur sa conduite.

Le peuple, comme les femmes, comprend les choses par un tact spécial ; ce à quoi nous arrivons par des raisonnements théoriques, il le conçoit tout d’un coup en entier et sans travail. Une nouvelle vérité, dès qu’il l’a conçue, se transforme dans son cerveau non en une réflexion, mais en une action ; sa conception est plutôt passionnée et esthétique que logique. Le peuple sommeille longtemps, restant dans les usages de ses pères, dans ses habitudes, répétant les choses acceptées par les générations précédentes, – il s’incline devant les pouvoirs spirituel et laïque, sans les discuter ; il les considère comme un fait irrévocable, comme une force inévitable, de même qu’il considère la nature et ses phénomènes. Il n’a pas le temps de s’adonner à des études abstraites ; il lui faut travailler pour conquérir les conditions matérielles de l’existence. Parfois il est agité de tendances indéterminées, d’ennuis vagues, il comprend l’accablante injustice et la possibilité d’une meilleure existence ; mais les générations se succèdent et le peuple reste accablé ; il ne fait rien d’après les apparences, mais son cœur est tout prêt. Un seul mot, un seul fait – et en vrai Samson il brise ses liens ; se ruant en avant, il s’élève jusqu’à la question révolutionnaire du temps.

Les masses du peuple français ne savaient rien de la politique avant 1789. Mais elles étaient mécontentes depuis longtemps. Réveillées par le tocsin de Paris, elles devinrent révolutionnaires, surtout dans les villes. Elles prirent la Bastille, puis les Tuileries, puis Lyon et puis toute l’Europe, et vaincues à leur tour, elles ne se sont nullement soumises. Chaque génération avait son jour de jubilation révolutionnaire, le 30 juillet 1830, le 24 février 1848.

Mais depuis les journées de juin, le peuple se sépare des révolutionnaires, précisément parce qu'il reste fidèle à la révolution. Le monde illusoire de la politique et des extérieures reconstructions de sa vaste prison disparaît à ses yeux et perd tout son intérêt. Louis-Napoléon pouvait dix fois se proclamer empereur, les Légitimistes pouvaient faire venir leur Chambord, les Orléanistes couronner leur comte de Paris, le peuple n'aurait dit mot. Le manque de courage des dynasties les empêcha de réussir. Il n'y avait pas bien longtemps que ce même peuple de Paris courait chercher des fusil, se sentant offensé par les ordres de Polignac, qui défendait d'imprimer des livres que le peuple n'avait jamais lus, par les ordres de Duchâtel qui défendait des réunions où personne ne l'avait invité, et les soldats pâlissaient devant le peuple et les rois fuyaient. Et aujourd'hui le peuple reste tranquille, il regarde sans mot dire toutes les iniquités, qui évidemment ne font que miner les droits qu'il avait conquis. On l'a trompé, il n'a plus de foi dans ceux qui l'ont abandonné le jour de l'insurrection.

Mais la révolution n'est pas finie. Au lieu des tentatives imprudentes et des conspirations avortées, l'ouvrier pense sérieusement et cherche une liaison non avec des révolutionnaires de profession, non avec les rédacteurs de journaux, mais avec les *paysans*. Depuis que la rude main de la police a fermé les clubs et les réunions électorales, la tribune des ouvriers s'est transportée dans les villages. Cette propagande qu'on ne peut atteindre, pénètre plus profondément que le bavardage des clubs.

Un gros orage s'élève dans le cœur du paysan. Il ne comprend rien au texte de la constitution ni à la distribution des pouvoirs, mais il contemple d'un œil sombre le riche propriétaire, le notaire, l'usurier ; il voit qu'il a beau travailler, le profit passe en d'autres mains, et il ouvre l'oreille aux paroles de l'ouvrier. Quand il l'aura bien compris, avec l'opiniâtre fermeté du laboureur, avec sa persévérance habituelle en toute chose, c'est alors qu'il comptera ses forces, et ensuite il balayera de la surface de la terre l'ancienne organisation de la société. Ce sera la vraie révolution des masses.

Ce qu'il y a de plus probable, c'est que, la lutte réelle de la minorité riche et de la majorité pauvre – aura un caractère décidément communiste.

Ce mot fait peur aux vieux révolutionnaires, comme le nom jacobin faisait jadis peur aux esprits-forts de la noblesse, comme le nom de jésuites faisait peur aux demi-catholiques. Les vieux révolutionnaires ont toujours prêché l'égalité et la fraternité ; maintenant que le peuple les prend au mot, ils voudraient reculer, et cependant ils s'imaginent encore qu'ils marchent de concert avec le peuple, qu'ils représentent parfaitement ses tendances. Au fond ils ne sont pas avec le peuple, c'est ailleurs qu'ils ont leur point de départ. Leur point de départ vient des livres, des écoles, des traditions romaines, leur point de départ vient de la minorité civilisée, d'une

organisation sociale qui s'était développée contre le peuple, et qui doit périr pour que le peuple devienne libre.

Quelle image comique et poignante d'un Don-Quichotte révolutionnaire pour un poète de l'avenir. Nos chevaliers pleins du rêve de la Convention et de l'ancienne Montagne, nourris de l'histoire de 93, et du *Moniteur* d'alors, ne voient dans les idées contemporaines qu'un écart des vrais principes, ils tâchent de ramener l'humanité au 9 Thermidor et à la constitution de St Just. Ils répètent les paroles qui jadis avait fait vibrer les cœurs, sans remarquer que ces paroles sont depuis longtemps remplacées par d'autres ; ils continuent de parler de civisme et de tyrannie, de coalition et de l'influence anglaise, des protestations et des pétition, des droits inaliénables de l'homme, de l'infraction à la constitution et enfin du droit sacré à l'insurrection !

Comment l'ouvrier s'abstiendrait-il de sourire et de secouer la tête, lui qui vit dans un état de siège, qui se trouve près des cours martiales et des transports d'exilés sans jugement, quand on lui parle du droit à la révolte, en y ajoutant une nouvelle absurdité "le droit au travail". À qui ira-t-il notifier ce droit, et à quoi sert-il au peuple quand la force n'est pas de son côté ? Et à quoi lui servirait-il si la force était de son côté ? Louis XVII était au moins reconnu par une dizaine de calendriers allemands et par un calendrier russe...

Nos Don-Quichottes sont allés en guerre sans avoir rien préparé, portant haine aux rois et aux formes extérieures de l'autocratie, mais portant aussi respect au pouvoir ; ils ne voulaient pas de prêtre, mais ils voulaient conserver l'autel ; ils ont nommé la Monarchie République et ils ont traduit en termes romains les lois féodales, sans les jamais remanier en réalité. Leur but est excellent : l'anéantissement de la tyrannie, l'introduction de la fraternité et de la liberté universelles ; mais comme tous ces lieux communs, sans aucune série d'explications et de développements, se perdent dans un certain brouillard d'une agréable couleur, il est bien naturel qu'ils n'aient jamais réussi à avoir une application pratique.

Ils combattent avec les armes rouillées de leurs ennemis, sur un sol épuisé ; certainement ils doivent être battus, parce que leurs ennemis savent mieux manier leurs propres armes et qu'ils se sentent à la maison.

Leurs moyens sont trop vieux, leurs drapeaux se sont usés, et ce n'a pas été toujours dans les combats, mais au sein des banquets et des démonstrations.

Il serait bien temps de s'arrêter un peu et de réfléchir, et surtout d'étudier un peu plus profondément le monde contemporain et de ne plus affirmer avec une légèreté vaniteuse, des faits qui n'existent pas, en fermant les yeux devant ceux qui existent, mais qui ne nous plaisent pas. Il ne faut pas voir dans la foule qui vient aux démonstrations – une armée toute faite, ni chercher la voix du peuple dans des articles de journaux, écrits par nous-mêmes, ou par nos amis, ni juger l'opinion

publique d'après de petits cercles de nos amis, qui s'assemblent chaque jour pour répéter toujours la même chose.

Quelque clair que soit ceci, malheur à celui qui oserait le dire au milieu du triste camp des vaincus.

Les vieux révolutionnaires et leurs disciples y verraient une offense, une personnalité, une trahison, au lieu d'y voir l'aveu douloureux par lequel un homme arrache son cœur du milieu où il a passé sa vie, de la société qu'il a aimée, mais dont il a compris l'impossibilité actuelle. Ils n'apprécient pas le lyrisme de l'ironie et de la haine, qui échappent à un homme quand il vient à s'apercevoir qu'il a marché une partie de sa vie par une fausse route et qu'il ne sait pas encore s'il trouvera jamais le chemin qui le conduira au but de sa vie. Ils nomment "dilettanti" les individualités rebelles qui ne partagent pas leur point de vue, ils nomment convives impolis les personnes qui ne veulent pas prendre part à un travail préparation stérile, qui osent critiquer ce qui a été fait.

Don-Quichotte a aussi beaucoup travaillé et d'une manière tout à fait désintéressée. Les travaux préparatoires de toutes les émigrations consistaient en querelles, en formation de comités, où l'on répétait toujours que la victoire est proche et cela à la veille ou au lendemain d'une défaite...

Beaucoup de personnes pensent que ces messieurs vivent dans une complète oisiveté, même dans une oisiveté de la pensée et qu'ils ne veulent pas réfléchir à ce que disent d'eux amis et ennemis.

Ils sont contents d'eux-mêmes. Qu'est-ce donc que cette paresse de l'intelligence, que cette *Vornehmthuerei*, cette morgue aristocratique, cette infailibilité papale ?

Mais quelle nécessité y a-t-il de parler à ces vieux croyants encroûtés, aux oreilles dures, qui prennent racine à leurs systèmes, comme les polypes aux rochers ? Ils ont accompli leur devoir, ce sont des hommes respectables, ils ont une place dans l'histoire – mais nous, devons-nous devenir stylistes par politesse envers eux ?

Mais nous avons beau protester, nous avons beau nous dépiter, nous-mêmes, par nos habitudes, par notre manière de parler, nous appartenons au même milieu littéraire-scientifique et politique, que nous voudrions renier.

Il n'est pas en notre pouvoir de mettre en pratique notre rupture théorique, nous sommes allés trop loin dans cette vie pour pouvoir l'abandonner.

Comme Hafis nous avons ôté notre soutane, après l'avoir portée jusqu'aux cheveux blancs, et comme Hafis nous avons toujours la passion d'en parler. Ce n'est pas étonnant. Notre activité, c'est précisément cette rupture, nous nous y sommes arrêtés, et elle nous a coûté beaucoup de travail et d'effort.

Certes il nous paraissait que cet affranchissement est notre premier pas en avant et qu'après commencera notre activité complète et indépendante ; sans cette conviction nous n'aurions pas fait ce pas. Mais en réalité le fait de notre révolte – c'était notre action, nous y avons dépensé nos meilleures forces, nous y avons prodigué notre meilleure parole, nous ne pouvons être forts que dans la lutte contre les pédants et les pharisiens des mondes conservateur et révolutionnaire¹⁰.

Laisser là nos discours contre eux et nous adresser au peuple – c'eût été une grande chose, mais nous ne saurions l'accomplir.

Le peuple n'a pas besoin de ce que nous pouvons dire ; nos paroles sont des répliques, des échafaudages, le développement de nos idées ; elles sont notre confession morale, notre critique, notre doute. Le peuple connaît à peine les spectres contre lesquels nous luttons, notre lutte ne le préoccupe pas, il a une toute autre rancune. Le peuple souffre beaucoup, la vie lui est pénible, il hait beaucoup de choses et il devine passionnément que bientôt il y aura changement ; il attend non des œuvres toutes préparées, mais *la révélation* de ce qui fermente vaguement dans son esprit, il attend – non pas un livre, mais des apôtres, des hommes dont la foi, la volonté, les convictions et la force coïncident parfaitement avec les siennes, des hommes qui ne se sont jamais séparés de lui, qui ne se sont jamais éloignés de lui, mais qui agissent de concert, avec une foi franche et inaltérable et un dévouement inébranlable.

Celui qui sent qu'il tient de près au peuple, celui qui s'est émancipé du milieu d'une civilisation artificielle qu'il a transformée et domptée en lui-même, celui qui s'est tellement approché du terme qu'il ne lui reste plus qu'à agir, et qui a atteint la foi et l'union dont nous parlons, c'est à lui qu'appartient la parole, c'est lui qui doit parler au peuple, et il le fera, sans doute, quant à nous, nous nous inclinerons devant lui.

Sentez-vous quelque chose de semblable dans votre esprit ? – J'en doute. Quant à nous, nous sommes tout à la fois le cadavre et l'assassin, la maladie et le prosecteur du vieux monde – c'est là notre vocation.

J'ai longtemps pensé qu'on peut comme individu commencer une nouvelle vie, rentrer en soi-même, s'éloigner de la friperie générale. Mais s'il y a auprès de vous un seul homme, avec lequel vous n'avez pas rompu entièrement vos relations, c'est par lui que vous reviendra le vieux monde vicieux et dépravé, faux et perfide. Nous

¹⁰ Cette lettre a été écrite à la suite de quelques articles, imprimés dans un journal allemand, sous le titre : "La littérature de la décadence" (Untergangslitteratur) où l'on attaquait fortement "De l'Autre Rive" et "L'Omnia mea mecum porto" que j'avais publiés dans le même journal. Quelques allusions à ces articles étaient tout à fait à leur place dans le temps, mais pas maintenant ; je les ai omises.

ressemblons à cet esclave des colonies françaises, que son maître lia comme punition au cadavre d'un bœuf, et qu'il laissa ainsi mourir.

La mort du vieux monde nous entraînera aussi, il n'y a plus de salut possible, nos poumons malades ne peuvent plus respirer un autre air que l'air infecté. Nous sommes emportés vers une ruine inévitable ; elle est tout à fait légitime, indispensable, nous sentons que bientôt, nous serons de trop ; mais en disparaissant avec le vieux monde, concevant la fatalité qui nous a liés à lui, nous lui porterons encore les coups les plus féroces, et périssant au milieu du désastre et du chaos, nous acclamerons avec passion le nouveau monde – ce monde qui n'est pas le nôtre – en lui jetant notre “César, les mourants te saluent”.

Lettre XIV.

Nice, 31 décembre 1851.

Vive la mort, mes amis ! Et je vous souhaite la bonne année ! Maintenant soyons conséquents, ne trahissons pas notre pensée, ne nous effrayons pas de l'accomplissement de ce que nous avons prévu nous-mêmes, ne renonçons pas à l'expérience que nous avons acquise par une voie douloureuse. Maintenant soyons forts et fidèles à nos convictions.

Il y a longtemps que nous avons vu la mort s'approcher, nous pouvons être tristes, compatir, mais nous ne pouvons ni nous étonner, ni nous désespérer, ni baisser la tête. Tout au contraire nous devons la relever, car nous sommes justifiés. On nous a nommés des oiseaux de mauvais augure, qui ne font qu'appeler tous les malheurs ; on nous a accusés d'éloignement orgueilleux, de colères enfantines, et nous n'étions coupables, que d'être dans le vrai et d'oser l'exprimer avec franchise. Notre voix, restée la même, devint la consolation de ceux qui sont consternés par les événements de Paris.

Quand les hommes qui étaient à la tête du mouvement plaisantaient sur leur propre faiblesse, quand ils prenaient l'agonie du moribond pour une lassitude passagère, lorsque les empiriques et les charlatans assuraient que le mal passerait et qu'ils employaient tous leurs moyens pour guérir un cadavre, quand ils attendaient que le malade prit son lit et marchât à leur voix ; alors il fallait absolument prêcher que "ce n'est pas Catiline qui est aux portes, mais bien la mort" comme l'a fait Proudhon du fond de sa prison. Maintenant elle a ouvert les portes, il n'y a plus à se tromper... la voilà parmi nous – la mort, elle fauche à droite et à gauche... sa sinistre moisson tombe de toutes parts.

Il s'est enfin écroulé ce monde décrépit qui s'était survécu à lui-même, qui se dissolvait, qui était parti de deux principes opposés, monde astucieux, qui arriva enfin au mensonge et à la confusion de toutes les idées, à des concessions pusillanimes, qui s'était arrêté à des combinaisons impossibles. Tout ce que ce monde a reconstruit du passé, tout ce qu'il a peint à neuf sur un bois vermoulu, toutes les productions de sa vieillesse retombée en enfance, – tout cela s'est écroulé comme une maison de cartes. Il n'y a plus de réticences confuses, soutenant de fausses espérances. La nuit noire qu'on attendait est venue – nous avançons à petits pas vers le matin.

Tout est fini – la République représentative comme la monarchie constitutionnelle, la liberté de la presse comme les droits immuables de l'homme, la juridiction publique comme le parlement élu. On respire plus facilement, l'air devient plus pur ; tout est devenu d'une simplicité primitive... Vous avez beau regarder, partout vous sentez la barbarie, de Paris et de Pétersbourg, celle d'en bas et celle d'en haut, celle des palais et celle des ateliers. Qui portera le dernier coup ? Sera-ce la vieille barbarie de tête couronnée ou la barbarie violente du communisme, le sabre sanglant ou le drapeau rouge ?...

C'est par les voies de la barbarie, que la nouvelle civilisation prend violemment possession de l'ancien domaine public ou s'en détache brusquement, s'il est trop épuisé. C'est le désordre d'un enterrement, la grossière tutelle des mineurs.

L'idée d'une future révolution ne peut être étouffée ni par le despotisme romain, ni par la république byzantine, ni par la barbarie anarchique, ni par celle des hordes étrangères. Rien ne peut l'étouffer excepté une révolution géologique. Elle n'est le privilège d'aucun pays, c'est là que gît sa force. Qui sait où elle fêtera son triomphe ? Est-ce de ce côté de l'Océan ou de l'autre ? En France ou en Russie, à New York ou dans ce même Paris ?

Le Christianisme a été fort par sa signification universelle ; aujourd'hui cette qualité appartient de droit au socialisme. Les distances ont disparu, toutes les voies de communications sont ouvertes ; le patriotisme exclusif n'est plus une vertu, c'est un vice, c'est la plus grave des fautes, dès qu'il s'agira de passer dans le monde nouveau.

La réaction nous paraît si formidable, précisément parce que nous nous tenons aux mêmes endroits avec le même entêtement, que si la race humaine n'existait qu'entre Paris et Berlin. La reconstruction de la société, cherchée par l'homme contemporain, sa pensée révolutionnaire, non seulement ne sont pas inhérentes au sol, mais pas même aux formes sociales basées sur de vieux errements. C'est pourquoi la République peut tomber, la France elle-même peut tomber, mais la révolution subsistera. Elle s'échappe comme le mercure sous la pression et se rassemble d'un autre côté.

Nous regrettons la décadence actuelle du peuple, qui a vécu si glorieusement et que nous avons tant aimé, peut-être plus que nous ne l'avouons. Nous sentons, comme dit Michelet, qu'avec la chute de la France la température du globe terrestre a baissé.

Il était difficile de s'accoutumer à l'idée que la France ait rompu avec la révolution. Le 2 décembre, quoique parfaitement prévu, a frappé tout le monde. Que l'homme prévoie ou non un malheur, le malheur tombe sur lui à l'improviste. Nos regrets sont

sincères, ils sont notre droit, c'est la part que l'individu prend à l'action contemporaine. Mais outre le lien avec le présent, nous en avons un avec l'avenir.

Aujourd'hui après nos premiers instants de colère impuissante, de honte, d'incertitude agitée – il est temps que par dessus les décombres et les cadavres nous jetions un regard en avant. Si le cœur veut plus que l'entendement seul, l'entendement aussi veut plus que le regret seul. L'idée s'élève comme la lune au dessus d'un cimetière et tache d'éclairer de sa lumière, ce qui fut, de relier les fils rompus, ces fils rouges de la révolution, qui passent par dessus le sceptre impérial, tout autour du globe terrestre, en compagnie du câble sous-marin.

Nous n'avons pas fui devant le danger ni devant la douleur, nous sommes restés sains et saufs par hasard ; mais aujourd'hui que faire ? Le combat est fini, les morts sont enterrés, nous ne pouvons pas rester là près de leur tumulus, nous ne pouvons nous contenter d'un sentiment de regret rétrospectif. *La vie oblige !*

Notre poitrine – encore forte après tant de coups – retient sa voix titanique d'insubordination, même d'ironie devant les vainqueurs. Ils nous ont vaincus, montrons leur qu'ils ont vaincu pour nous. Ils nous ont ôté le présent – ôtons leur l'avenir, empoisonnons leur triomphe par notre prophétie.

Certes, la critique rendra les pertes plus évidentes, plus incontestables – mais celui qui craint le savoir est perdu, c'est un conservateur.

“Laissez les morts enterrer leurs morts”, a dit le Christ. Oui, toute la question dans de pareilles révolutions est là : sommes-nous des morts appartenant au passé et répétant avec gémissement “c'en est fait”, ou sommes-nous des hommes de l'avenir, qui disent, en laissant retomber le linceul sur le cadavre du roi : le roi est mort, vive le roi !

Malheur à celui qui il maintenant jetterait en souriant une parole froide à la France, le temps des reproches et du blâme est passé pour elle, c'est le passé qui commence pour elle. Paris restera dans la mémoire des siècles – la Jérusalem de la révolution. La religion de l'avenir est née au milieu de torrents de sang français, dans la tête des penseurs français, au milieu des souffrances du prolétariat français.

Qu'aucun peuple n'ose se réjouir de la chute de la France ! Qu'ils s'inclinent devant son malheur les yeux baissés. Ce n'est pas ainsi qu'ils tomberont ; qu'ils en soient certains. La médiocrité a bien des avantages, mais elle commande d'être modestes. Si la France a commis des erreurs – elle en a été aussi bien punie...

... Ce qui n'avait pas réussi au grand jour aux révolutionnaires du 15 mai, au nom de la liberté, réussit à Louis-Napoléon et aux agents de la police, par une nuit noire, au nom de la violence. La République est tombée, égorgée à la corse par des bandits, par la trahison.

Blanqui est justifié par Bonaparte.

L'assemblée a été dissoute – comme Hubert avait voulu la dissoudre.

Au lieu de la dictature révolutionnaire, il s'est établi le tribunal de la police – et tout est tombé devant lui ; car tout était chancelant, superficiel, faux ; car dans chaque nouvelle combinaison – on avait laissé un vieil élément qui l'empoisonnait.

Devons-nous donc nous étonner qu'il se soit trouvé des bourreaux assez consciencieux pour abattre ce que nous avions condamné. Le 2 décembre, n'ayant aucune force créatrice, aucun principe vital, sous prétexte de sauver, détruit l'état, contre lequel lutte le socialisme.

La France traditionnelle, historique, monarchique – avait été décimée au temps de la terreur. Depuis lors vient une suite de formes gouvernementales inachevées, de combinaisons de pensées incomplètes, entremêlées de formes du passé. Le sauvage despotisme de Napoléon peut aussi peu se maintenir que le pouvoir des deux chartes. Le gouvernement représentatif en France a pu vivre tant que le pouvoir exécutif et les révolutionnaires l'ont toléré. Non seulement Louis-Philippe, mais Louis XVIII et Charles X appartenaient tellement à l'ancien monde, qu'ils craignaient de détruire ouvertement la charte ; ils avaient foi en elle.

L'édition républicaine de la charte en 1848, différant des précédentes en ce que personne n'y croyait, mais que tout le monde l'employait comme un masque. Proudhon ne voulait pas la voter, les socialistes la méprisaient, les royalistes la détestaient, les républicains la trouvaient incomplète. Seul Louis-Napoléon, qui lui avait prêté serment aurait dû lui rester fidèle ; et c'est lui qui l'a trahie.

Son élection, parfaitement libre en 1848, était un plébiscite, par lequel la France renonçait à la liberté.

Il a accompli la volonté du peuple. Intrigant par tradition de famille, il l'a accomplie en secret, tandis qu'il pouvait le faire ouvertement. Rien ne gênait cet homme. Étranger, élevé en dehors de la France, il ne partageait ni les bonnes, ni les mauvaises qualités des Français, il les observait et les notait froidement. Étudiant toujours la vie de son oncle, il trouvait un mépris sans bornes pour les Français et pour les hommes en général. Il n'avait rien à perdre et tout à espérer. Il observa pendant trois ans et ne joua qu'à coup sûr.

Il a réussi, parce que son Coup d'État répondait au besoin pressant d'arriver à n'importe quoi, même à un désastre complet, et de sortir d'une fausse situation. Le 2 décembre n'a pas d'autre sens. C'était une issue. Le peuple de Paris l'avait bien compris et n'a pas voulu défendre les barricades, il était content de changer ; mais bientôt il comprit qu'il n'avait rien gagné. Les conservateurs intelligents, de leur côté, ont aussi compris que la victoire n'est pas à eux.

À qui donc est la victoire ?

La révolution du 2 décembre, comme les journées de juin, n'a pas de drapeau, elle n'a qu'une date, une police, des soldats ivres, des généraux soudoyés. La mort vint, comme toujours dans les maladies aiguës, d'une manière absurde, avec l'apparence du hasard, sans une parole sensée.

On dit que c'est l'ordre qui a triomphé.

– Il n'y a pas d'idée plus mesquine, plus faible que l'idée de l'ordre *quand même*, de l'ordre dans la tranquillité policière.

Seulement lors d'une exécution capitale, la police va en avant et au premier plan.

Le César de la police, l'exécuteur de son pouvoir, le représentant de l'ordre se nomme : le bourreau.

En effet Louis-Napoléon doit tout anéantir pour rester le maître, autrement il ne pourrait se maintenir un seul jour. Pensez-vous qu'il puisse laisser tranquilles les orléanistes et les républicains bleus et rouges ?... La littérature, la poésie, le journalisme – tout doit être tué, la France, causante par nature, doit se taire... Puis il a besoin de guerre et toujours de guerre, c'est un supplice en grand, c'est une destruction radicale. Mais pour la guerre il faut beaucoup d'argent – où le prendre tant que les contributions n'ont pas ruiné des races entières ?... Où ? Chez les capitalistes ? Et ici commence le communisme césarien.

Ah ! Messieurs, vous avez vendu vos droits de citoyens pour un plat de lentilles et vous vous imaginez qu'on va vous le laisser. Non ! Où irez-vous vous plaindre ? Est-ce qu'il existe encore une publicité, une justice, un droit de défense ? – L'ordre triomphe trop bien ; pour objection, en prison ; pour une révolte, à Noukahiva, à Cayenne.

Sur cette pente, et avec l'aide de la guerre, il sera plus difficile de retenir la France, que de retirer la couronne des mains du préfet de police. Mais qu'importe que la France soit sauvée ou non, qu'elle soit victorieuse ou non ? Qui que ce soit qui ait la victoire, des vieilles formes de l'Europe monarchique et chrétienne, il ne restera pas bientôt la moitié.

Toute l'Europe sortira de ses limites, sera entraînée dans une destruction générale ; les frontières des pays seront changées, les peuples se formeront en de nouveaux groupes, les nationalités seront brisées et violentées. Les villes, prises d'assaut et pillées, seront appauvries, la civilisation disparaîtra, l'industrie cessera de travailler, les villages seront déserts, la terre restera sans bras, comme après la guerre de trente ans ; les peuples fatigués, opprimés se soumettront à tout, le despotisme militaire remplacera toute légalité et toute administration. Alors commencera entre les vainqueurs eux-mêmes une lutte nouvelle pour leur proie. La civilisation effrayée, l'industrie émigreront en Angleterre, en Amérique, les uns tâcheront de sauver du désastre – les capitaux, les autres, la science. L'Europe deviendra quelque chose comme la Bohème après les Hussites.

Et voilà qu'au sein de la ruine commencera une autre guerre – une guerre intérieure ; celle des *pauvres contre les riches*.

Inutile de hausser les épaules, de s'indigner et de maudire. Romieu vous l'a prédit : “Ou un Césarisme inévitable ou le spectre rouge”. Il n'a pas tout à fait terminé la pensée : le Césarisme amènera au Communisme ; si non – non seulement les formes sociales et les gouvernements de l'Europe sont morts, mais les peuples eux-mêmes !

Et en quoi cette guerre serait-elle plus odieuse que la guerre de la bourgeoisie contre la noblesse, que la guerre des libéraux contre la propriété féodale et religieuse ?

Les bourgeois ont acquis leur fortune par le travail, les nobles – par le sang, par la violence et tous deux avec la complicité des gouvernements.

Cette fois-ci un gouvernement révolutionnaire aidera le peuple dont il est sorti.

Quand on voit un torrent qui se précipite, qui est-ce qui songe à lui prouver d'une manière juridique qu'il ne doit pas submerger les rives étrangères ? Ainsi passera la révolution sociale sans que nul puisse y mettre obstacle.

Le communisme orageux, terrible, sanglant, injuste passera à toute vapeur.

Au milieu des foudres et des éclairs, à la lueur des palais embrasés, sur les ruines des fabriques et des magistratures comme sur un nouveau Sinaï apparaîtront de *Nouveaux Commandements*, un nouveau décalogue aux traits grossièrement accentués.

Ils se combineront de mille manières à la vie historique ; mais la base sera le socialisme ; l'état contemporain avec sa civilisation sera – comme dit poliment Proudhon – *liquidé*.

– Vous regrettez la civilisation ?

– Je la regrette aussi.

Mais les masses auxquelles elle n'a donné que larmes, misère, ignorance et humiliation ne la regretteront pas.

Soyons donc humbles devant les destinées inévitables et entrons d'un pas ferme dans la nouvelle année !

*Textes
philosophiques
choisis*

Après l'orage

Nous avons connu ensemble les terribles, les abominables journées de juin. Je vous dédie les premiers sanglots échappés à ma poitrine après ces événements. Oui, des sanglots, je n'ai pas honte de mes larmes ! Vous rappelez-vous la Marseillaise de Rachel ? Maintenant seulement le moment est venu de l'apprécier. Tout Paris chantait la Marseillaise, les mendiants aveugles et la Grisi, les gamins et les soldats ; la Marseillaise, comme l'a dit un journaliste, est devenue un *Pater noster* depuis le 24 février. Ce n'est que maintenant qu'elle s'est tue : l'*état de siège*¹¹ est malsain pour ses accords. Après le 24 février la Marseillaise avait été un cri de joie, de victoire, de force, de menace, un cri de puissance et de triomphe...

Mais voici que Rachel a chanté la Marseillaise... Son chant a fait peur, la foule est sortie écrasée. Vous en souvenez-vous ? – C'était un glas funèbre parmi les réjouissances nuptiales, c'était un reproche, une sombre prédiction, un gémissement de désespoir venant troubler l'espérance. La Marseillaise de Rachel conviait au festin sanglant de la vengeance... là où on avait semé des fleurs, elle jetait des branches épineuses. Les braves Français disaient : ce n'est pas la radieuse Marseillaise de 48, mais le sombre chant du temps de la Terreur... Ils se trompaient : en 93 ce chant n'existait point ; il ne pouvait naître dans la poitrine d'un artiste qu'à la veille du crime des journées de juin, qu'après la duperie du 24 février.

Rappelez-vous cette femme maigre et pensive, qui est apparue sans bijoux, en blouse blanche, la tête appuyée sur la main ; elle marchait à pas lents, le regard sombre, et commençait son chant à mi-voix... La tristesse poignante de ces sons confinait au désespoir. Elle appelait au combat, mais elle ne croyait pas que son appel serait suivi... C'était une prière, la voix du remords. Et soudain, de cette faible poitrine a jailli une clameur, un cri plein de fureur et d'ivresse :

Aux armes, citoyens !...

Qu'un sang impur abreuve nos sillons...

ajoute-t-elle avec l'accent implacable du bourreau. Étonnée elle-même de l'enthousiasme qui s'était emparé d'elle, Rachel commence la deuxième strophe d'une voix encore plus faible, plus découragée... et de nouveau l'appel au combat, au sang... Un instant la femme en elle prend le dessus ; elle se jette à genoux, la vision sanglante devient une prière, l'amour l'emporte, elle pleure en serrant le drapeau sur son cœur... *Amour sacré de la patrie !...* Mais déjà elle a honte, elle s'est relevée

¹¹ * = En français dans le texte.

précipitamment et, brandissant l'étendard, elle sort en courant au cri de "Aux armes, citoyens !..." La foule n'a pas osé la rappeler une seule fois.

L'article que je vous dédie, c'est ma Marseillaise à moi. — Adieu ! Vous lirez ces lignes à nos amis. Ne soyez pas malheureux. Adieu ! Je n'ose vous nommer, ni me nommer moi-même : là où vous allez, les pleurs sont un crime et les écouter est un péché.

Paris, le 1^{er} août 1848.

Pereat !

Les femmes pleurent pour se consoler ; nous autres, nous ne savons pas pleurer. En guise de larmes je veux écrire, non pour peindre ou commenter les événements sanglants, mais simplement pour en parler, donner libre cours à la parole, aux larmes, à la pensée, à la bile. Il s'agit bien de décrire, de rassembler des informations, de les juger ! *J'entends* encore les coups de feu, le galop de la cavalerie et le bruit lourd et lugubre des roues de canon dans les rues désertes ; des détails isolés surgissent dans ma mémoire : un blessé sur un brancard se tient le côté et quelques gouttes de sang coulent sur sa main ; des omnibus pleins de cadavres, des prisonniers les mains liées, des canons Place de la Bastille, un campement à la Porte Saint Denis, un autre aux Champs-Élysées et le lugubre appel de nuit "*Sentinelle, prenez garde à vous**..." Il s'agit bien de descriptions ! Le cerveau est trop échauffé, le sang trop âpre.

Rester dans sa chambre les bras croisés, sans pouvoir sortir dehors, entendre de toutes parts, à côté, au loin, des coups de feu, la canonnade, des cris, des roulements de tambour, et savoir que le sang coule tout près, qu'on égorge, qu'on tue, que la mort est dans le voisinage, il y a là de quoi mourir ou perdre la raison. Je ne suis pas mort, mais j'ai vieilli, je me remets des journées de juin comme d'une grave maladie.

Pourtant leur début avait été solennel. Le vingt-trois du mois, vers quatre heures de l'après-midi, je me dirigeais par les quais de la Seine vers l'Hôtel de Ville ; les boutiques se fermaient, des colonnes de Gardes nationaux à la mine sinistre marchaient en tous sens ; le ciel était couvert ; il pleuvait... Je m'arrêtai sur le Pont-Neuf. Un violent éclair jaillit des nuages, des coups de tonnerre suivirent, et au milieu de tout ce vacarme retentirent du haut du clocher de Saint-Sulpice les coups réguliers et traînants du tocsin, par lequel le prolétaire encore une fois trompé appelait ses frères aux armes. La cathédrale et tous les édifices le long du fleuve étaient singulièrement illuminés par quelques rayons de soleil qui perçaient vivement la nuée ; le son du tambour se faisait entendre de divers côtés, les pièces d'artillerie s'étiraient à partir de la place du Carrousel.

J'écoutais le tonnerre, le tocsin, et ne pouvais pas me rassasier de la vue de Paris, comme si j'en prenais congé. J'aimais passionnément Paris en cet instant ; ce fut mon dernier tribut fait à la grande ville : après les journées de juin je l'ai pris en horreur.

De l'autre côté du fleuve, on élevait des barricades dans toutes les rues et ruelles. Je revois, comme si c'était maintenant, les sombres visages de ceux qui portaient les pavés ; des enfants et des femmes les aidaient. Un jeune polytechnicien avait grimpé au sommet d'une barricade, apparemment terminée ; il y planta un drapeau et entonna la Marseillaise d'une voix basse et tristement solennelle ; tous ceux qui étaient à l'ouvrage se mirent à chanter, et ce chant grandiose, qui retentissait derrière la barricade, avait quelque chose de poignant... Le tocsin sonnait toujours. Cependant l'artillerie avait traversé à grand fracas le pont, et le général Bedeau, sur le pont, fixait avec sa longue-vue la position *ennemie*.

À ce moment il était encore possible de tout prévenir, de sauver la République, la liberté de l'Europe entière ; on pouvait encore faire la paix. Le gouvernement borné et maladroit, s'en montra incapable, l'assemblée s'y refusa, les réactionnaires cherchaient la vengeance, du sang, l'expiation du 24 février ; les coffres du "National" leur fournirent des agents d'exécution. Eh bien, qu'en dites-vous, cher prince Radetzky, et vous, excellentissime comte Paskévitch d'Erivan ? Vous n'êtes même pas bons à servir d'aides à Cavaignac. Metternich et tous les membres du Troisième bureau de la Chancellerie particulière sont *de bons enfants** comparés à une réunion de boutiquiers enragés.

Le soir du 26 juin, après que le "National" eut triomphé de Paris, nous entendîmes des salves régulières à de brefs intervalles... Nous nous regardâmes tous, le visage blême... "Mais on fusille", nous écriâmes-nous d'une seule voix en détournant aussitôt les yeux. Je pressai le front contre la vitre de la croisée. Pour de tels instants on garde dix ans de haine, on se venge toute la vie : *Malheur à ceux qui pardonnent des instants pareils !*

Après la tuerie qui dura quatre jours, ce fut un silence et un calme d'état de siège ; les rues étaient encore barrées, il était bien rare de croiser une voiture ; l'arrogante Garde nationale, avec sur le visage une colère féroce et bestiale, protégeait ses boutiques en menaçant de la baïonnette et de la crosse ; des foules en liesse de gardes mobiles ivres circulaient sur les boulevards en chantant "Mourir pour la patrie" ; des gamins de 16 à 17 ans se vantaient du sang fraternel séché sur leurs mains ; de petites bourgeoises accourues de derrière leurs comptoirs pour acclamer les vainqueurs, leur jetaient des fleurs. Cavaignac exhibait près de lui dans sa voiture un scélérat qui avait tué des dizaines de Français. La bourgeoisie triomphait. Cependant les maisons du faubourg Saint-Antoine étaient encore fumantes ; les murs criblés d'obus s'écroulaient ; l'intérieur béant des chambres formait des plaies dans la pierre ; les

meubles brisés achevaient de se consumer ; des éclats de miroirs brillaient à la lumière... Où étaient donc les maîtres de ces lieux, les locataires ? Personne n'y songeait... par endroits on avait jeté du sable, mais le sang suintait tout de même... L'accès du Panthéon endommagé par les obus était fermé ; des tentes avaient été dressées sur les boulevards, les chevaux grignotaient les arbres soignés des Champs-Élysées ; la Place de la Concorde était jonchée de foin, de cuirasses de cavalerie, de selles ; des soldats faisaient cuire la soupe près de la grille du Jardin des Tuileries. Paris n'avait rien de pareil même en 1814.

Quelques jours passèrent encore, Paris commençait à reprendre son aspect ordinaire : des foules d'oisifs reparurent sur les boulevards ; des dames élégantes, en calèche ou en cabriolet, allaient *visiter* les ruines des maisons et les traces du combat acharné... Seules les patrouilles fréquentes et les colonnes de détenus rappelaient les terribles journées. C'est alors que le passé apparut clairement... On trouve chez Byron la description d'une bataille de nuit. Ses détails sanglants sont cachés par les ténèbres : à l'aube, quand la lutte est terminée depuis longtemps, on en voit les traces : un sabre, des vêtements couverts de sang. C'était cette aube qui venait alors à l'esprit ; elle éclairait une dévastation effroyable. La moitié des espoirs, la moitié des croyances avaient été tués ; les idées de tout renier, de désespérer passaient par la tête et s'y enracinaient. On n'aurait jamais supposé que notre âme, éprouvée par tant d'expériences, mise à l'épreuve par le scepticisme actuel, pût encore contenir tant de choses à extirper.

Après de telles secousses l'homme vivant ne reste plus le même. Ou son âme devient encore plus religieuse, s'accroche avec une obstination désespérée à sa foi, trouve une consolation dans la désespérance même, et l'homme brûlé par la foudre reverdit, portant la mort dans son cœur ; ou, plein de courage et surmontant sa douleur, il renonce à ses dernières illusions, devient encore plus lucide et ne retient pas les dernières feuilles jaunies, emportées par l'âpre vent d'automne.

Lequel des deux vaut mieux ? C'est difficile à dire.

L'un conduit à la béatitude de la folie, l'autre au malheur du savoir.

C'est à vous de choisir. L'un est extrêmement solide, parce qu'il vous ôte tout ; l'autre n'est garanti par rien, mais il donne beaucoup. Je choisis le savoir ; tant pis s'il m'enlève les dernières consolations ; j'errerais par le monde dans une grande misère morale, mais au moins j'aurais extirpé jusqu'à la racine les espoirs puérils, les rêves de l'adolescence ! Que tous subissent le jugement de la raison incorruptible !

L'homme porte en lui un tribunal révolutionnaire en permanence, un implacable Fouquier-Tinville, et, chose principale, une guillotine. Parfois le juge s'endort, la guillotine se rouille ; le faux, le périmé, le romantique, le faible relève la tête, reprend goût à la vie ; mais voici que soudain un coup formidable réveille le juge nonchalant,

le bourreau assoupi, et alors commence une exécution féroce ; la moindre concession, la moindre grâce ou pitié conduisent au passé, laissent subsister les chaînes. Il n'y a pas de choix : ou exécuter et aller de l'avant, ou gracier et buter à mi-chemin.

Qui ne se rappelle son propre roman logique ? qui ne se rappelle comment la première idée de doute, la première hardiesse d'analyse est tombée dans son âme, pour ensuite s'étendre de plus en plus et toucher à son patrimoine le plus sacré ? C'est là précisément le jugement dernier de la raison. Faire justice des convictions n'est pas aussi facile qu'on le croit : il est dur de se séparer des pensées avec lesquelles nous avons grandi, qui sont entrées dans nos habitudes, qui nous ont bercés, consolés ; les sacrifier semble être une ingratitude. Oui, mais dans le milieu où siège le tribunal, il n'y a pas de gratitude, on n'y connaît point le sacrilège et, si la Révolution dévore ses enfants comme Saturne, la négation, comme Néron, assassine sa mère pour se débarrasser du passé. Les hommes ont peur de leur logique et après avoir étourdiment cité devant son tribunal l'Église et l'État, la famille et la morale, le bien et le mal, ils s'efforcent de sauver des lambeaux, des fragments du passé. En reniant le christianisme, ils conservent l'immortalité de l'âme, l'idéalisme, la providence. Ici les gens qui avaient marché ensemble se séparent : les uns vont à droite, les autres à gauche ; les uns se pétrifient à mi-chemin, et, telles des bornes kilométriques, indiquent le trajet parcouru, les autres jettent le dernier fardeau du passé et vont hardiment en avant. Lorsqu'on passe du vieux monde dans le nouveau, on ne doit rien emporter avec soi.

La raison est inexorable comme la Convention, impartiale et sévère ; elle ne recule devant rien et met au banc des accusés l'être suprême ; le bon roi de la théologie voit arriver son 21 janvier. Ce procès, comme celui de Louis XVI, est une pierre de touche pour les Girondins ; tout ce qui est faible et inachevé se dérobe ou ment, ne vote pas ou vote sans conviction. Cependant, les hommes qui ont prononcé la sentence se figurent qu'ayant exécuté le roi il ne reste plus rien à condamner ; ils croient que le 22 janvier la république est fondée et heureuse. Comme si l'athéisme suffisait pour qu'il n'y ait plus de religion ; comme s'il suffisait de tuer Louis XVI pour supprimer la monarchie. Quelle similitude frappante entre la phénoménologie de la terreur et la logique. La terreur commença justement après l'exécution du roi ; il fut suivi sur l'échafaud par les nobles fils de la révolution, brillants, éloquents et faibles. On les regrette, mais il était impossible de les sauver ; leurs têtes tombèrent et, après elles, roula la tête léonine de Danton et celle de Camille Desmoulins, l'enfant gâté de la Révolution. – Allons, maintenant, est-ce enfin fini au moins ? Non, maintenant c'est le tour des bourreaux incorruptibles ; ils seront exécutés pour avoir crû à la possibilité de la démocratie en France, pour avoir mis à mort au nom de l'égalité ; ou bien encore exécutés comme Anacharsis Cloots qui rêvait à la fraternité des peuples,

quelques jours avant l'époque napoléonienne, quelques années avant le Congrès de Vienne.

Le monde ne sera pas libre aussi longtemps que tout ce qui est religieux et politique ne deviendra humain, simple, soumis à la critique et au désaveu. La logique devenue majeure déteste les vérités canonisées, elle leur enlève leurs titres angéliques et les remet dans le rang humain, elle transforme les mystères sacrés en vérités claires ; elle ne reconnaît rien d'intangible et, si la république s'arroge les mêmes droits que la monarchie, elle la méprise autant que la monarchie, que dis-je, infiniment plus. La monarchie n'a pas de sens, elle se maintient par la violence, tandis que le seul mot de "république" fait battre plus fort les cœurs : la monarchie est une religion par elle-même ; la république n'a point d'excuses mystiques, ni de droit divin, elle se trouve placée sur le même terrain que nous. Il ne suffit pas de haïr la couronne, il faut aussi cesser de vénérer le bonnet phrygien ; ce n'est pas assez de ne plus tenir la lèse-majesté pour un crime, il faut reconnaître le *salus populi* pour criminel. Il est temps que l'homme exige la mise en jugement de la république, de la législation, de la représentation, de toutes les idées sur le citoyen et de ses rapports avec les autres citoyens et avec l'État. Les exécutions seront nombreuses ; il faudra sacrifier des idées familières et chères ; est-il bien difficile de sacrifier ce qu'on déteste ? Il s'agit justement de sacrifier ce qui nous est cher lorsqu'on est convaincu qu'il n'y a là rien de vrai. Telle est nôtre tâche véritable. Nous ne sommes pas appelés à récolter les fruits, mais à être les bourreaux du passé, à l'exécuter, à le persécuter, à l'identifier sous tous les déguisements et à l'offrir en sacrifice à l'avenir. Il triomphe en fait ; tuons-le dans l'idée, dans la conviction, au nom de la pensée humaine. Personne à qui faire des concessions ; le drapeau tricolore des concessions est trop souillé ; le sang des journées de juin qui l'imprègne mettra longtemps à sécher. Au fait, qui épargner ? Tous les éléments du monde qui croule se présentent dans toute leur lamentable absurdité, dans toute leur folie rebutante. Qui respectez-vous ? Le gouvernement populaire, dites ? – Qui plaignez-vous ? Peut-être Paris ?

Pendant trois mois, des hommes élus au suffrage universel, élus par tout le pays de France, n'ont rien fait ; et voici que tout d'un coup ils se sont dressés de toute leur grandeur, pour donner au monde entier un spectacle inédit, celui de huit cents hommes œuvrant comme un seul scélérat, comme un seul monstre. Le sang coulait à flots, et ils n'ont pas trouvé un mot d'affection, de conciliation ; tout sentiment de générosité, d'humanité était couvert par des clameurs de vengeance et de colère, la voix mourante d'Affre n'a pas pu émouvoir ce Caligula à mille voix, ce Bourbon changé en monnaie de cuivre de quatre sous ; ils ont serré sur leur cœur la Garde nationale qui fusillait des gens désarmés. Sénard bénissait Cavaignac, et Cavaignac pleurait d'attendrissement après avoir perpétré tous les crimes ordonnés par le doigt

juridique des représentants. La terrible minorité se tut ; la *Montagne* se retira derrière les nuages, heureuse de n'avoir pas été fusillée ni envoyée pourrir dans les caves ; elle regardait en silence désarmer les citoyens, décréter la déportation, jeter des hommes en prison pour tout et pour rien, pour n'avoir pas tiré sur leurs frères.

En ces terribles journées, l'assassinat devenait un devoir ; celui qui n'avait pas trempé ses mains dans le sang des prolétaires devenait suspect aux petits bourgeois. La majorité a eu le courage de ses forfaits. Mais ces méprisables amis du peuple, ces rhéteurs, ces cœurs vides !... Une seule clameur courageuse a retenti, une noble colère ; encore ne venait-elle pas de la Chambre. La sombre malédiction du vieux Lamennais reste suspendue sur la tête des cannibales sans entrailles et ressortira encore plus nette sur le front des êtres pusillanimes qui, prononçant le mot "République", ont eu peur de son sens.

Paris ! Que de temps ce nom a brillé pour les peuples comme une étoile tutélaire ; qui ne l'a pas aimé, adoré ? Mais son temps est révolu, qu'il quitte la scène. Dans les journées de juin il a engagé une âpre lutte qu'il n'est pas de force à dénouer. Paris a vieilli, et les rêves de jeunesse ne lui viennent plus ; pour qu'il puisse reprendre vie, il lui faut de violentes secousses, des nuits de la Saint-Barthélemy, des journées de Septembre. Pourtant les horreurs de Juin ne l'ont pas remonté ; si ce n'est pas assez pour ce vampire décrépît, où trouvera-t-il encore du sang, ce sang des justes, qui le 27 juin a reflété le feu des lampions allumés par des bourgeois en liesse ? Paris aimait jouer aux soldats ; il a couronné empereur un soldat heureux ; il a applaudi à des crimes appelés victoires ; il a élevé des statues ; après quinze ans il a replacé sur une colonne l'effigie bourgeoise du petit caporal ; il a transporté avec un respect religieux les restes du restaurateur de l'esclavage ; cette fois encore il espérait trouver dans les soldats l'ancre de salut contre la liberté et l'égalité ; il a appelé des hordes déchaînées de sauvages Africains contre ses frères, pour ne pas avoir à partager avec ceux-ci, et les a fait égorger par la main implacable des assassins de métier. Qu'il porte donc les conséquences de ses actes, de ses fautes... Paris a fusillé sans jugement... Que sortira-t-il de ce sang ? Qui sait ? Mais quoi qu'il arrive, il suffira que l'incendie de la fureur, de la vengeance, de la discorde, de la revanche détruise le monde qui opprime l'homme nouveau et l'empêche de vivre, qui s'oppose à l'avènement de l'avenir ; et ce sera superbe. Aussi bien, vive le chaos et la destruction !

Vive la mort !*

Et que l'avenir s'affirme !

Paris, le 27 juillet 1848.

Table

Alexandre Herzen	2
Lettres de France et d'Italie	4
Lettre IV.	5
Lettre VIII.	15
Lettre IX.	22
Lettre X.	38
Lettre XI.	57
Lettre XII.	67
Lettre XIII.	75
Lettre XIV.	83
Textes philosophiques choisis.....	89
Après l'orage	90
Table.....	97
